

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAIS
DE PÉNÉTRATION EUROPÉENNE
EN ÉTHIOPIE
(1885-1906)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Joseph SANGUINETTI



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANÉ ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAIS
DE PÉNÉTRATION EUROPÉENNE
EN ÉTHIOPIE
(1885-1906)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Joseph SANGUINETTI



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1907

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

Barthélemy, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel

Antonelli, chargé de cours d'Economie politique.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*.

Rist,
Barthélemy, } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555202_0040

AVANT-PROPOS

Un accord tout récent, intervenu entre la France, l'Angleterre et l'Italie, vient de régler diplomatiquement le sort de l'Ethiopie. Cette convention met un terme à plusieurs années d'intrigues diplomatiques entre ces trois puissances. Le résultat heureux qui a couronné les efforts des diplomates habiles, chargés de ces délicates négociations, peut, à juste titre, être reçu avec satisfaction par chacun des trois pays.

C'est une preuve nouvelle de la sincérité des sentiments d'amitié réciproque qui animent, pour le plus grand bien de la paix, ces trois grandes nations. L'accord franco-anglais de 1904 avait déjà tranché entre la France et l'Angleterre bon nombre de litiges qui les divisaient sur divers points du globe. Cette nouvelle entente vient heureusement compléter cette œuvre de pacification et permet désormais les rapports les plus cordiaux entre les deux pays.

Si l'on avait laissé s'envenimer et grandir ce point de friction entre les trois puissances, c'était courir le risque de voir cette question dégénérer en un

conflit aigu de politique générale et troubler toutes les données nouvelles de la situation internationale européenne.

Cette convention peut être considérée comme un triomphe, que nous espérons durable, du droit sur l'égoïsme et sur la force.

L'Ethiopie voit enfin combler ses vœux les plus chers. L'indépendance, à laquelle elle était si jalousement attachée, semble désormais assurée. Par contre, la Convention consacre la ruine des grands projets qui s'étaient agités autour d'elle et dont le but ne tendait à rien moins qu'à la faire disparaître.

C'est le but de notre thèse d'examiner, au point de vue du droit des gens, la légitimité ou l'injustice des rêves formés par ces puissances au sujet de l'Ethiopie. Nous aurons à examiner le rôle joué par ces pays dans les événements d'une si grande importance dont l'Afrique orientale a été le théâtre dans ces vingt dernières années. Nous aurons également à enregistrer les résultats pratiques par lesquels s'est traduite, en définitive, l'action que chacune des puissances nommées s'est efforcée de jouer en Ethiopie.

Quel que soit notre désir de nous inspirer des sentiments nouveaux qui unissent la France et l'Angleterre, nous ne pourrons, néanmoins, oublier que nous avons à examiner cette question d'Ethiopie, dont une phase vient de se clore, au point de vue du droit et qu'avant tout il faut toujours placer la vérité.

ESSAIS
DE PÉNÉTRATION EUROPÉENNE
EN ÉTHIOPIE
(1885-1906)

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE DROIT EN JEU DANS
LA QUESTION D'ETHIOPIE

Sommaire. — Fait de l'expansion coloniale des Grandes Puissances. Causes politiques et économiques : tendance au prosélytisme chez un grand Peuple — Nécessité des débouchés.

Majeure partie de l'Afrique absorbée. — Rivalités aiguës au sujet des Etats restés indépendants : Ethiopie, Tripolitaine, Maroc.

France néglige question d'Ethiopie, comme beaucoup d'autres problèmes de politique extérieure.

Causes diverses ; entre autres : scrupules juridiques. Sont-ils justifiés ? Le droit des gens érige-t-il en principe absolu la non-intervention ? Les théoriciens philosophes du droit naturel qui le prétendent sont des rêveurs. — Un pays neuf peut légitimement tenter l'activité de puissances économiquement plus avancées. — L'action bienfaisante qu'un grand peuple exerce sur un peuple à demi-barbare est la contre-partie de ce qu'il lui enlève de liberté.

L'Angleterre et l'impérialisme. — Le droit des gens est-il un article d'exportation ?

Conférence de Berlin a eu pour but de régler l'activité coloniale. — Y a-t-il contradiction entre le droit des gens ordinaire et le droit nouveau dit « africain » ?

Base sur laquelle repose l'œuvre de la Conférence de Berlin. — Théoriquement, les souverainetés barbares doivent être respectées.

Théorie de la « res nullius ». — Conditions juridiques de l'occupation des territoires. — Prise de possession effective. — Notification. — Du procédé de l'hinterland ou des sphères d'influence. — Négation, qu'impliquent certaines applications de ce procédé, du principe du respect dû aux souverainetés barbares. — Effets, en droit, du procédé de l'hinterland. — Un contrat ne peut avoir de valeur qu'entre contractants. — Effets du contrat d'hinterland entre contractants. — Exagérations apportées dans le procédé de l'hinterland.

Il importe, tout d'abord, d'énoncer, d'une façon générale, les principes, à la lumière desquels nous apprécierons la politique suivie par chacune des trois puissances susnommées en Ethiopie.

Cette intervention de trois grandes puissances européennes dans les affaires d'Ethiopie est une illustration intéressante du mouvement qui pousse tous les Etats civilisés à se répandre sur le Monde. L'Afrique, particulièrement, a ressenti le contre-coup de cette action. C'est au point, qu'en moins d'un quart de siècle, elle est devenue comme une annexe de l'Ancien Monde.

L'histoire se renouvelle, et cette expansion coloniale rappelle, à plus d'un titre, les préoccupations politiques et les entreprises qui suivirent la découverte de l'Amérique à la fin du XV^e siècle.

Il est difficile de porter un jugement d'ensemble équitable sur un mouvement qui a abouti à une œuvre aussi étendue.

Pour avoir quelque signification, de pareilles appréciations ne doivent s'appliquer qu'à des questions particulières, après que toutes les circonstances qui ont entouré l'intervention européenne sont, au préalable, connues. Alors seulement il sera possible de discerner si le but poursuivi était compatible avec les situations acquises et respectables des tiers ; en un mot, s'il pouvait se justifier en droit.

Ce besoin d'expansion qui est au fond de toute nation civilisée n'a rien, en soi, que de très légitime. C'est un penchant naturel, indice heureux d'une forte vitalité qui porte un peuple à faire rayonner dans le monde l'idéal qu'il représente, le genre de civilisation qui porte l'empreinte de son génie particulier.

Ce mouvement d'expansion répond encore à des nécessités politiques et économiques supérieures qu'il serait vain de vouloir négliger. Les nations européennes, à l'étroit sur leurs anciens territoires, où se pressait une population de jour en jour plus dense et dont les besoins croissaient suivant le niveau de l'instruction, tournèrent naturellement leurs regards vers l'extérieur... En même temps, la grande révolution industrielle du commencement du XIX^e siècle bouleversait profondément les anciens modes de production, ouvrait une ère économique nouvelle, et faisait

de la recherche de larges débouchés une nécessité inéluctable pour tous les peuples civilisés.

Ces nécessités économiques étaient tellement pressantes qu'en définitive elles emportèrent toutes les hésitations et entraînèrent toutes les grandes puissances dans la voie de la politique coloniale.

Avec une rapidité surprenante, le « Continent noir » presque tout entier a été envahi, exploré et conquis. Sous les formes les plus diverses — colonie, protectorat, sphère d'influence — tout a été partagé et chaque parcelle a trouvé un maître. Au seuil du XX^e siècle, à peine quelques rares Etats, en Afrique, conservent encore leur indépendance : l'Ethiopie, la Tripolitaine, le Maroc. L'appétit des conquêtes n'est pourtant point encore apaisé. Les grandes puissances surveillent jalousement les derniers lambeaux de territoire africain encore libres. A mesure que l'action colonisatrice gagnait lentement les territoires les plus reculés du continent noir, que le champ d'activité, jadis immense, se rétrécissait, les rivalités devenaient aussi plus aiguës. La politique africaine des conquêtes à outrance, pratiquée pendant les vingt-cinq dernières années, semble devenue aujourd'hui impossible. Il n'existe pour ainsi dire plus, en Afrique, de contrées ouvertes à des projets d'usurpation particulière. Toutes les puissances, surtout celles qui sont venues un peu tard à la politique coloniale, cherchent avidement à réparer le temps perdu. Elles déploient une activité fébrile, s'ingéniant

à installer et à multiplier leurs intérêts partout où il est encore possible d'exercer quelque action, avec l'arrière-pensée bien évidente d'avoir ainsi un prétexte pour intervenir dans ces pays en temps opportun ou tout au moins d'empêcher les puissances rivales de se livrer à de nouvelles annexions. L'Ethiopie est un de ces pays qui eut à subir le contre-coup de ces rivalités coloniales poussées à l'extrême. Elle reste pourtant encore debout, dans son indépendance, au milieu d'une Afrique presque entièrement démembrée. L'histoire de la résistance opposée par ce pays aux pressions diverses exercées par trois grandes puissances européennes devenues ses voisines, vaut d'être contée pour elle-même. C'est un exemple rare, en politique coloniale, de triomphe du droit sur des ambitions démesurées. Il est bon d'avoir à constater, quelquefois, dans un temps où le droit des gens paraît subir une éclipse, qu'une bonne cause entraîne avec elle une force d'affirmation dont il n'est pas toujours possible de venir à bout.

Cette question mettra principalement en présence les deux plus grandes nations coloniales, la France et l'Angleterre, rivales sur presque tous les points du globe. Leur conception de la politique coloniale n'est pas la même, et ces divergences se trahissent dans toutes les actions où elles se trouvent mêlées. En présence du problème éthiopien, qui touchait pourtant à ses intérêts les plus graves, la France, à son ordinaire, s'est montrée indécise et n'a fait preuve que

d'une médiocre activité. En définitive, elle a laissé échapper la meilleure occasion de lui donner la solution la plus conforme au droit et en même temps la plus satisfaisante pour ses propres intérêts. L'inaction de la France a permis à d'autres interventions moins désintéressées de se produire, et si certaines politiques assez peu respectueuses du droit étaient venues à triompher, une grande part de responsabilité serait retombée sur la France, qui aurait, par son inertie injustifiable, favorisé cet état de choses.

Les exemples de négligence qui desservent la cause du droit se renouvellent beaucoup trop fréquemment dans notre pays, en politique extérieure et coloniale.

L'opinion publique, d'abord hostile à toute action coloniale, et comme entraînée, malgré elle, dans cette voie, par des hommes d'Etat prévoyants, ayant le sens de leur responsabilité, n'est pas encore suffisamment acquise aux nécessités de cette politique. Une grande puissance comme la France ne peut pourtant, sans danger, se désintéresser de ce qui se passe sur n'importe quel point du globe. Si cette nécessité était comprise, on n'aurait point à relever en France ces à-coups imprévus d'activité suivis d'explicables et déconcertantes périodes d'inaction. La vérité c'est que notre pays, dans sa grande, dans son immense majorité, ne veut pas de politique coloniale ; c'est en lui un instinct profond qui le fait s'effaroucher et regimber dès qu'on lui parle d'entreprises ou de conquêtes au-delà des mers. Aussi a-t-il fait de la colo-

nisation un peu à contre-cœur et avec l'idée un peu confuse qu'il ne faut pas trop insister sur cette politique quelque peu illicite et dont il n'y a pas lieu d'être fiers. A ces sentiments se mêlaient au début quelque incertitude naturelle sur l'opportunité et l'utilité d'une action extérieure énergique. Ces tendances se prolongèrent malheureusement trop longtemps pour n'avoir pas été préjudiciables aux intérêts les plus importants du pays. C'est pourtant un faux principe que cette règle de non-intervention absolue, qui semble être la pensée intime sur le droit des gens, d'une opinion publique incertaine. Une pareille conception ne peut que paralyser l'action extérieure légitime qu'un pays a le droit d'entreprendre. Sans doute cette action, pour se justifier, doit être modérée, et ne peut se produire à l'encontre des droits et des intérêts d'autrui. Elle doit s'adapter aux différentes situations juridiques qu'elle rencontre, mais on ne peut la condamner, en général, *a priori*.

Il semble naturel que les pays neufs encore inexploités tentent l'activité des peuples plus avancés, et leurs interventions peuvent se produire sous une forme légitime et pacifique. Sans doute, en Europe, la pénétration pacifique ne trouve pas d'application. Il n'y a pas là nécessairement un échec au principe de l'unité et de l'universalité du droit. L'objection que les esprits absolus formulent en disant que la justice ne peut avoir ainsi deux poids et deux mesures, ne porte pas. C'est là, en réalité, un sophisme.

Il est légitime et naturel d'appliquer, en droit, des règles différentes à des situations juridiques qui n'ont elles-mêmes rien de commun. Mais le « droit naturel » ne proclame-t-il pas le droit de tout groupement d'individus quel qu'il soit à l'indépendance ? Il n'en est pas moins vrai, par ailleurs, que le droit naturel reconnaît d'une façon tout aussi absolue, à un peuple, le droit de vivre en prenant son parti des nécessités que lui impose une forme de civilisation supérieure. D'ailleurs, raisonner d'une façon abstraite, en pareille matière, est un pur jeu de l'esprit qui ne sert aucun intérêt pratique. Il ne faut pas qu'une conception étroite et intransigeante du droit des gens vienne contrarier trop manifestement les nécessités pratiques. Il est clair qu'en définitive c'est à une diminution de justice, dans la pratique, qu'aboutirait un amour exagéré et mal compris du droit théorique. Contrecarrer, d'une façon absolue, des tendances nées en même temps chez tous les peuples civilisés, sous l'impulsion des mêmes causes, et les déclarer contraires au droit, c'est exposer le droit à une grave épreuve. Les nécessités pratiques ne cessant pas pour cela d'exister, s'il n'est pas possible de leur donner satisfaction d'une façon correcte, on aura recours à la force. Il n'y a pas d'autre alternative. La force sera la loi.

M. Fauchille l'a dit, en excellents termes, félicitant M. Renault « d'avoir fait descendre le droit des hauteurs nébuleuses de la philosophie et du droit

naturel, pour le faire devenir une science positive, réellement utile aux intérêts des peuples ».

Dans le même ordre d'idées, c'est travailler plus efficacement pour la cause du droit et de l'humanité, que d'apporter des réglementations aux conflits de la force, destinées à en diminuer le nombre et à en atténuer les maux, que de se répandre en anathèmes, au nom du droit naturel, contre la barbarie de pareils procédés.

Les grandes puissances peuvent donc légitimement ambitionner de jouer vis-à-vis des peuples, politiquement ou économiquement moins avancés, un rôle de guides et de tuteurs. Si le caractère supérieur de leur civilisation ne leur confère pas expressément un droit précis sur les peuples plus primitifs, l'action bienfaisante qu'ils peuvent exercer sur eux leur est comme une excuse et forme la contre-partie de ce qu'ils peuvent leur enlever de liberté. Mais quelle que soit la forme par laquelle se traduise l'action d'une grande puissance sur un peuple plus arriéré, elle deviendrait illégitime si elle ne prenait soin de respecter les droits des indigènes, d'améliorer leur sort, et surtout de ne jamais se départir à leur égard des règles élémentaires de l'équité.

Mais si la France, principalement à cause de scrupules juridiques ne s'est engagée que d'un pas chancelant dans la voie de la politique coloniale, il est d'autres puissances, et particulièrement l'Angleterre,

qui sont allées jusqu'au bout et au-delà des limites permises à leur activité.

Nous avons dit qu'il convenait d'envisager l'influence que les grandes nations aspirent à exercer dans le Monde, dans un esprit très large. Il ne pouvait être dans notre pensée de justifier, en droit, les tendances d'intervention abusive dans les affaires d'autres pays, qui se sont faites jour sous le nom d'impérialisme. L'activité économique qu'une grande puissance peut être légitimement tentée d'exercer dans un pays neuf comme l'Ethiopie, n'a rien à voir avec les désirs de domination exclusive. C'est en Angleterre que se sont particulièrement manifestés ces appétits de conquête. Comme cette puissance, qui a déployé le plus d'activité en politique coloniale, était, en même temps, la plus forte et la moins embarrassée de scrupules juridiques, il en est résulté une histoire de la colonisation où tous les principes du droit des gens peuvent s'apprendre en dénombrant leur violation.

Certaines politiques semblent avoir adopté la formule brutale que « le droit des gens n'est pas un article d'exportation ». Le fait pour les Nations européennes de partager la même forme de civilisation a produit entre elles une solidarité plus étroite devant laquelle parviennent à s'effacer quelquefois les oppositions d'intérêt et diminuent les appels à la force. S'il se produit des abus de droit, en Europe, ils ont un tel retentissement, entraînent des conséquences

tellement graves, qu'il y a là comme une garantie naturelle pour le droit des gens. Quelle que soit par ailleurs l'injustice de procédés qui tendent à soustraire à l'empire du droit les pays éloignés et différents des nôtres, comme s'ils participaient véritablement d'une autre humanité, cette distinction devient de jour en jour plus fragile. Les grandes puissances ont fondé des colonies et établi des protectorats sur presque tous les points du globe. Il est impossible de circonscrire leurs intérêts à des territoires déterminés. Les violations de droit hors d'Europe ne peuvent les laisser indifférentes ; certaines d'entre elles ont en effet lésé des intérêts européens au même titre et plus encore, que des intérêts purement locaux.

C'est de cette pensée qu'est née l'œuvre de la Conférence de Berlin. Etant donnée l'âpreté des compétitions à mesure que les territoires à occuper diminuaient, il importait, au premier chef, de régler, par des règles précises de droit, l'activité coloniale. Pour éviter les conflits possibles et dans le but de concilier autant que faire se pouvait, tous les droits et tous les intérêts en présence, les puissances ont senti la nécessité d'établir quelques principes communs à ce sujet dans la Conférence dite africaine tenue à Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Il ne pouvait être question d'assouplir cette chose rigide qu'est le droit dans ses bases fondamentales. Il s'agissait seulement d'améliorer dans la pratique certains procédés de colonisation qui au-

raient pu devenir dangereux. Il n'y a donc pas contradiction entre le droit des gens ordinaire et le droit nouveau dit « africain ». La consécration que ces principes ont reçue en 1888 de l'Institut de droit international nous est un sûr garant qu'ils ne peuvent justifier, comme on a essayé de le faire croire, tous les coups de force. Il importe, pour montrer le sens véritable de l'œuvre élaborée à la Conférence de Berlin, d'en dégager clairement les idées principales.

Du fait que les diplomates réunis à la Conférence de Berlin ont prévu et réglementé certains procédés de colonisation, comme le protectorat par exemple, est-il légitime d'en déduire que tous les peuples de l'Afrique ont définitivement perdu le droit d'être des peuples autonomes et qu'il soit conforme au droit des gens de faire bon marché de leur indépendance partout où elle pourrait gêner des intérêts européens ? Raisonner de la sorte — et, en fait, il n'y a personne pour le faire, il y a seulement des puissances qui agissent en conformité avec ces sophismes, — c'est évidemment méconnaître de la façon la plus formelle la base même sur laquelle repose toute l'œuvre de la Conférence de Berlin. Les diplomates réunis à cette fameuse Conférence n'étaient pas seulement des gens pratiques, mais des jurisconsultes. Certes, il importait de faire la part large aux nécessités de l'expansion coloniale, mais ce souci ne pouvait les amener à méconnaître les règles les plus élémentaires du droit des gens. Il n'a pas été besoin de le dire for-

mellement, cela résulte de toute l'œuvre de la Conférence : le droit de souveraineté des indigènes, quand il est sérieusement établi, ne peut être méconnu sans injustice ; il en est de même du droit de propriété. On ne peut méconnaître ce principe et alléguer la bonne foi, tellement il s'impose de toute nécessité. Non, l'Afrique n'est point une terre spéciale, en dehors du droit des gens, et les diplomates de Berlin ne l'ont point mise hors la loi. Là, comme ailleurs, les territoires légitimement occupés par les tiers, ne peuvent, justement, leur être ravis par la force. La même ailleurs les droits d'autrui doivent être respectés alors même qu'ils pourraient paraître gênants, et le fait qu'on est deux pour déclarer vouloir ignorer ces principes, loin de légitimer cet acte, lui donne un caractère d'autant plus répréhensible. Le principe est formel : il ne peut être question d'occuper des territoires que lorsqu'ils n'appartiennent à personne, que lorsqu'ils sont *res nullius*. Nous sommes loin de méconnaître tout ce que cette distinction, base pourtant essentielle du droit colonial, a d'empirique et de quelque peu artificiel. A prendre rigoureusement l'expression *res nullius* au pied de la lettre, rares, si même il s'en trouvait, seraient les pays auxquels elle pourrait être appliquée avec quelque justesse. Il n'y aurait alors de complètement justifiables que les annexions ou autres formes de domination opérées avec le plein et libre consentement des peuples intéressés. Et les prétendus traités conclus

avec des monarques fictifs ou inconscients, auxquels on fait céder ce qu'ils n'ont pas ou ne comprennent pas, n'auraient aucune valeur juridique. Ce serait imposer, en raisonnant de la sorte, une trop forte compression au besoin d'expansion éprouvé par les grandes puissances et dont nous avons reconnu la légitimité contre les théoriciens philosophes du droit naturel. Aussi, malgré les objections théoriques que nous n'avons pas l'intention de méconnaître, nous maintiendrons, dans un intérêt d'utilité pratique, qu'il faut interpréter l'expression *res nullius* très largement. Il ne peut y avoir d'autres garanties pour les cas embarrassants que la conscience juridique même des peuples intéressés. S'il en est dont la conscience a cessé de s'émouvoir à des considérations de droit et n'obéit plus qu'à l'appel des intérêts pratiques, ce serait œuvre tout aussi vaine de les mettre en présence de principes plus intransigeants. Tout aussi bien, s'ils ne reconnaissent d'autre loi que la force, ils passeront outre, en tout état du droit colonial, et quelle qu'en soit l'intransigeance, la rigidité. Pour ceux-là rien ne les arrêtera que la rencontre d'une force supérieure. Peu importe, dans ces conditions, pour la valeur de la théorie que nous soutenons, qu'ils n'aient pas fini d'équivoquer sur les « éléments essentiels » nécessaires pour former un Etat organisé, et qu'ils déclarent *res nullius* tout territoire qu'ils jugent bon à prendre.

Il est incontestable que pour ceux-là les tentatives

de réglementation de l'occupation et de l'établissement des protectorats en Afrique, formulées dans les articles 34 et 35 de l'Acte de Berlin, paraîtront bien anodines et feront la part bien large à l'arbitraire de leur force, particulièrement en présence de tribus incapables de résistance. Et le général Baratieri pourra écrire : « Le droit, en Afrique, est très élastique parce qu'il y manque le fondement de tout droit ; tout y dépend de la force, des accords réciproques des Etats européens, au fur et à mesure que s'étendent les conquêtes effectives ou selon que le commandent les nécessités du moment. » C'est là une constatation de fait, qui malheureusement n'est que trop vraie. Elle prouve simplement que le droit des gens, qui, en Afrique plus qu'ailleurs, n'a, en définitive d'autre sanction que l'emploi éventuel de la force, ne pèse plus beaucoup dans la balance des relations internationales. Nous ne pouvons qu'enregistrer cette tendance dans le monde qui se pique de civilisation à ne plus distinguer entre la conquête légitime et celle qui n'est que le vol à main armée, et la préoccupation exclusive accordée aux considérations d'intérêt matériel.

Mais ces constatations ne peuvent rien ni contre le droit des gens, en général, ni contre les assouplissements de ce droit, que les nécessités de l'expansion coloniale ont fait consigner théoriquement, à la Conférence de Berlin.

Il est difficile d'enfermer, dans une formule com-

plète, ce qui, proprement, constitue un Etat organisé et digne, par là, de l'indépendance. C'est là la faiblesse irrémédiable de toute œuvre de droit où se reflète à la fois le souci et de la vérité théorique et des nécessités pratiques.

La théorie, ou, si l'on veut, la fiction de la *res nullius* est raisonnable et se justifie. Quant à savoir si tel Etat est ou n'est pas *res nullius*, c'est une question essentiellement relative. Mais après tout, il ne faut pas rendre ce problème plus complexe qu'il ne l'est en réalité. Il est bien rare qu'on ne se mette pas d'accord sur la situation qu'occupe tel Etat et sur les rapports que le souci du droit exige qu'on entretienne avec lui.

Ce qui n'est pas rare, et l'Ethiopie nous en fournira un exemple caractéristique, c'est, en pratique, de ne point s'embarrasser de tant de scrupules juridiques et de considérer tout Etat dont on convoite la conquête comme une *res nullius* ou de le discréditer le plus possible de façon à rendre moins blâmable aux yeux du public la politique de force qu'on se propose de suivre à son égard.

C'est donc, pour l'établissement de la souveraineté dans les pays où ne domine aucune autorité sérieusement organisée que s'est fait jour, à la Conférence, la doctrine généralement adoptée aujourd'hui, qu'il nous faut maintenant préciser.

Les conditions juridiques de l'occupation des territoires se sont profondément modifiées surtout de-

puis la seconde moitié du siècle dernier. L'occupation d'abord s'est faite d'une manière fictive. Une manifestation quelconque d'activité telle que le déploiement d'un drapeau suffisait alors à réaliser l'occupation de vastes étendues. A l'époque contemporaine, la prise de possession effective du territoire est exigée, conformément à la notion juridique de l'occupation. C'est cette règle qui a été formellement acceptée par les puissances signataires de l'Acte final de Berlin du 26 février 1885, article 35, pour les occupations des côtes du continent africain. Le caractère effectif de la prise de possession consiste, d'après le même article, dans le fait d'établir ou de maintenir, si elle existe déjà, une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit. L'article 3 exige, en outre, la formalité de la notification aux autres puissances de cette prise de possession. D'abord limitées aux côtes du continent africain, ces règles ont reçu la consécration de l'Institut de droit international en matière d'occupation générale.

Les conditions imposées, aujourd'hui, pour l'occupation des territoires, se justifient aisément. Elles atteignent d'abord le but pratique d'éviter des conflits possibles entre des puissances rivales et sont, en droit, comme la prise de possession matérielle et nécessaire pour exclure l'action d'autres Etats.

La notification s'explique par l'occasion qu'elle donne aux Etats intéressés de produire leurs objec-

tions et d'éviter, par la suite, les malentendus, qui sans cela auraient pu naître. Mais ces règles devaient paraître gênantes aux puissances qui considéraient toute activité coloniale rivale comme attentatoire à leurs droits. Elles se sont ingénérées, dans la pratique, à éviter ces entraves. La question d'Ethiopie aussi bien que l'incident de Fachoda nous fournissent des exemples des procédés employés à cet effet. Dans ces cas nous nous trouvons en présence de tentatives d'application du système de l'hinterland ou des sphères d'influence. Il nous faut maintenant examiner en quoi il consiste et jusqu'à quel point il peut être admis.

Les règles que nous avons données plus haut relativement à l'occupation doivent-elles s'appliquer à tous les cas ? Concernent-elles également les territoires dont les abords sont seuls explorés et dont l'intérieur est âprement convoité, soit à cause des richesses qu'il contient, soit tout au moins au point de vue du raccordement de possessions dont l'intégrité assurerait la prospérité au point de vue politique et économique ? Va-t-on revenir pour eux à l'ancienne pratique de l'occupation fictive ? La libre initiative d'autres pays ne sera-t-elle pas alors paralysée ?

C'est à quoi tend le procédé de l'hinterland, fort usité aujourd'hui pour mettre fin aux discussions relatives à la priorité d'occupation des pays *res nullius* ou de l'établissement de protectorat sur les souverainetés barbares et quelquefois même pour facili-

ter des tentatives de force contre des Etats indépendants. Ce procédé consiste à fixer, par un accord international, une ligne topographique en deçà de laquelle chaque pays a le droit d'occupation ou d'établissement de protectorat à l'exclusion de l'autre Etat contractant.

C'est proprement l'ancien procédé de l'occupation fictive et par conséquent ne peut se justifier en droit. Le fait pour deux pays de prononcer le mot magique d'hinterland, de se reconnaître réciproquement des droits sur tels territoires africains a-t-il le mystérieux pouvoir de créer un titre juridique en leur faveur ? Et si d'autres Etats se trouvaient lésés par de pareilles ententes, devaient-ils fatalement s'incliner devant la volonté clairement exprimée des deux contractants ? Il est évident que de pareilles conceptions heurtent les notions les plus élémentaires de l'équité qui doit présider aux rapports des nations entre elles. Le droit international ne saurait s'assouplir jusqu'à ce point. De pareilles prétentions peuvent sans doute triompher grâce à l'emploi de la force, mais elles n'en sont pas moins la négation la plus radicale de tout droit naturel aussi bien que positif.

Le procédé de l'hinterland, en droit, ne peut avoir que des effets très limités. Le premier trait caractéristique de ce procédé, c'est qu'il est le résultat d'un contrat, et qu'il ne peut avoir de valeur qu'entre contractants. Il ne peut rien contre la libre initiative de pays qui n'ont pas participé à cette action. A plus

forte raison ne peut-il pas dispenser du respect dû aux souverainetés indigènes établies dans la zone de l'hinterland. Nous avons vu que le droit international ne saurait se comprendre sans avoir comme base solide le respect absolu des souverainetés même barbares et dont l'organisation politique ne serait pas en harmonie avec les idées de la civilisation européenne.

Dans les rapports des Etats contractants, le contrat d'hinterland revient à la promesse faite de part et d'autre de ne pas s'en tenir aux règles du droit international élaborées par la Conférence de Berlin et d'utiliser, dans un but pratique, l'ancienne conception de l'occupation fictive.

En somme, ces conventions ne dépendent du droit des gens que d'une façon éloignée et ne peuvent se proposer de but utile et limité que de prévoir et d'éviter les conflits possibles entre Puissances coloniales voisines.

Nous verrons, par les exemples de l'Ethiopie et de Fachoda, que ce rôle modeste a été étrangement amplifié et que derrière ce procédé commode s'abritent souvent en pratique le désir exaspéré de domination et l'absence complète de tout souci de droit.

CHAPITRE II

STATUT JURIDIQUE DE L'ETHIOPIE

Sommaire. — L'Ethiopie est-elle, sinon une *res nullius*, du moins quelque chose d'approchant ou bien un Etat indépendant ?

Ce pays réalise la définition d'un Etat, unité de droit international.

Toutes les conditions nécessaires à la constitution d'un Etat, réunies.

Informations tendancieuses dans un but politique. Comment s'expliquent les vues pessimistes du général Baratieri et de lord Cromer sur ce pays ?

Autre son de cloche : MM. Charles Michel et Hugues Leroux.

Ethiopie, capable d'imposer, par les armes, le respect de son indépendance.

Ce n'est pas le hasard, mais des conditions particulières qu'a réunies l'Ethiopie qui font d'un peuple, une nation.

Caractères importants de l'Ethiopie : *a)* pays montagneux, d'où facilités pour se saisir comme un tout homogène et pour se défendre ; *b)* son isolement lui vaut une civilisation relativement mieux préservée ; *c)* valeur personnelle de Ménélik.

Gouvernement ordonné substitué au régime féodal, presque anarchique.

Le droit des gens commandait de respecter l'indépendance de l'Ethiopie, sa souveraineté interne et externe.

Ethiopie, ni Etat à demi-barbare, ni Etat complètement indépendant, Etat mi-souverain.

Théorie quelque peu déconcertante en droit théorique.

Inapplicable en droit et en fait à l'Ethiopie.

Nous venons de donner les principes généraux, à la lumière desquels il nous faudra apprécier la légitimité ou l'injustice des efforts tentés par de grandes puissances européennes pour pénétrer l'Ethiopie. Ces observations, sans doute très larges, nous paraissent pourtant donner l'essentiel. En effet, dans cette question, comme dans presque toutes celles de politique coloniale, ce sont surtout les principes primordiaux et élémentaires du droit des gens qui sont en jeu.

Une question capitale se pose maintenant pour nous permettre de soumettre au contrôle de ces principes la politique éthiopienne des trois puissances européennes : Quelle est la situation de l'Ethiopie, au point de vue du droit international ?

Est-ce un pays à demi barbare, chez lequel la notion d'indépendance et de souveraineté soit si confuse qu'on puisse, à son égard, se départir des règles du droit des gens et ne s'inspirer que des circonstances et d'intérêts matériels à satisfaire ? ou bien, au contraire, présente-t-il toutes les conditions nécessaires pour former une unité distincte de droit international, avec qui ne peuvent être noués que des rapports rigoureusement contrôlés par le droit ?

C'est cette dernière solution qu'impose fatalement une vue impartiale de la situation du pays. L'Ethiopie est bien, suivant la définition de Bluntschli d'un Etat sujet de droit international, « un ensemble de familles obéissant à une autorité commune, établies sur un territoire fixe, tendant à se faire respecter dans

son indépendance collective et la conservation de chacun de ses membres ».

Nous allons trouver réunies en Ethiopie toutes les conditions indispensables à la constitution d'un Etat. Nous ferons ressortir son aptitude à défendre son indépendance. Les événements, d'ailleurs, se sont chargés d'enlever tout doute à ce sujet.

Sous l'impulsion de Ménélik, nous verrons un gouvernement sérieusement établi, succéder à l'anarchie antérieure.

Nous constaterons que le territoire éthiopien, grâce à son caractère montagneux est pour ainsi dire fixé par la nature et ne se prête à aucune contestation. Si certaines tribus ont conservé des habitudes nomades, c'est un caractère plutôt accidentel de la population de ce pays, et la forme de civilisation qu'elle a adoptée est, au contraire, relativement élevée.

C'est pour avoir négligé de se poser soigneusement la question de savoir quel statut juridique appartenait à l'Ethiopie, ou avoir abouti à des conclusions intéressées sur ce sujet, que certaines puissances ont fait fausse route et que leurs efforts, par trop contraires au droit, étaient par avance voués à un échec certain.

Les informations les plus tendancieuses, les plus contradictoires, ont été fournies suivant les besoins de politiques plus ou moins scrupuleuses, sur l'état et la situation générale de l'Ethiopie. Toutes ne révèlent pas, au même titre, le seul souci de la réalité.

Certaines signatures au bas d'études sur l'Ethiopie, sont par elles-mêmes un avertissement suffisant pour le lecteur d'avoir à s'armer sinon de scepticisme, du moins d'esprit critique. Le général Baratieri, malgré l'expérience cruelle acquise par lui en Ethiopie, peut paraître néanmoins excusable de nous avoir tracé de ce pays un tableau en couleurs bien sombres.

Son pessimisme, au sujet de la situation matérielle et morale de l'Ethiopie, est voulu. Il a pour but de donner au lecteur la conviction que le démembrement de l'Ethiopie entre les trois puissances, ses voisines, serait une œuvre grandement utile à la cause de la civilisation. Le général Baratieri a peut-être une revanche à prendre ; et dès lors, il ne voit plus dans les habitants de l'Abyssinie que des « barbares envahisseurs, des gens mobiles, agressifs, belliqueux, menant une existence errante et batailleuse ». A l'appui de ses dires, il énumère avec complaisance les cinq guerres extérieures que, dans l'espace de 30 ans, les Abyssins ont été contraints de livrer tour à tour contre l'Angleterre, l'Egypte et l'Italie. Et il ajoute que le reste du temps était consacré à des luttes intestines sans nombre. Par ailleurs, nulle espérance à avoir d'un relèvement moral dans l'avenir : « La haine du blanc, continue-t-il, est une caractéristique de leur nature et l'on ne saurait assez se convaincre de la parfaite vanité des réceptions, conventions et négociations avec la cour d'Addis-Ababa, auxquelles les voyageurs, diplomates italiens et français atta-

chaient jadis une si grande efficacité. » La conclusion, dès lors, s'impose. L'Italie était justifiée, — et son œuvre manquée est à reprendre par d'autres puissances, — d'avoir voulu détruire cette « forteresse, base d'opération sûre et sûr refuge pour toute razzia ».

C'est un sentiment analogue, inspiré par des considérations d'ordre politique, qui porte Lord Cromer à signaler, avec persistance, dans chacun de ses rapports concernant les affaires d'Egypte et du Soudan, le désordre et la barbarie qui règnent, selon lui, en souverains maîtres, sur les territoires où doit rouler un jour la locomotive anglaise qui reliera le Cap au Caire. Il s'agit pour Lord Cromer de se ménager un prétexte pour les rectifications futures de frontière, nécessaires à l'achèvement des projets conçus par l'Angleterre dans cette région. Il ne faut pas, cependant, découvrir trop ouvertement des vues aussi entreprenantes. Mr. J. L. Baird, agent britannique en Abyssinie, reconnaît que le gouvernement de l'Empereur Ménélik est « juste et ordonné ». Dans le rapport destiné au Parlement anglais, année 1899, il fait le tableau suivant de la situation du pays : « Le gouvernement d'ordre du pays sous l'empereur Ménélik a inspiré beaucoup de confiance à la fois aux indigènes et aux Européens, et ce sentiment de sécurité dispose les Abyssins à se servir pour leurs besoins et pour leur luxe de l'argent qu'ils auraient, en d'autres circonstances, probablement caché sous terre. »

Il est nécessaire de faire abstraction de toute considération politique pour porter sur l'Ethiopie un jugement impartial. Nous aimons mieux recueillir nos renseignements chez deux voyageurs français, MM. Charles Michel et Hugues Leroux, qui tous deux ont séjourné en Ethiopie, ont été à même de se rendre exactement compte de sa situation, et en ont rapporté une impression, où se révèle le seul souci de dire ce qu'ils ont vu.

Les faits d'ailleurs sont là pour justifier ce qu'ils ont dit de flateur pour ce pays. Ce n'est pas sans raison qu'il reste encore debout dans sa pleine indépendance, au milieu d'une Afrique démembrée. Il est possible qu'il ait bénéficié de circonstances favorables et qu'il doive en définitive son indépendance aux intérêts irréductibles et contradictoires des trois puissances voisines. Il n'en est pas moins vrai qu'auparavant la question vitale de son indépendance avait été une première fois posée et que l'Ethiopie avait manifesté par des actes, sur la portée desquels il n'était pas possible de se méprendre, sa volonté arrêtée de repousser l'invasion étrangère. Cette attitude énergique lui donne incontestablement une physionomie originale. Certes, le succès que donnent les armes n'est pas toujours la sanction nécessaire du droit ; mais il est, par ailleurs certain, qu'un pays qui sait se défendre montre par là qu'il est digne de l'autonomie, dont il est capable, au besoin, d'imposer le respect par la force. Les nations incapables de cet effort, non

par suite d'inégalités naturelles impossibles à vaincre, mais par manque d'énergie et de volonté, se font elles-mêmes les instruments de leur propre ruine.

L'Ethiopie ne ressemble point aux autres Etats de l'Afrique. C'est d'abord le caractère montagneux de son sol, qui lui donne une figure tout à fait originale sur la carte physique de ce continent. C'est encore son état moral et le caractère plus élevé de sa civilisation. Si nous ajoutons que par une heureuse fortune, l'Ethiopie a trouvé, au moment critique de son histoire, un chef capable de faire valoir ses droits, nous aurons donné quelques-uns des signes qui marqueraient indubitablement l'Ethiopie du caractère des peuples libres.

Ce n'est pas, en effet, un phénomène artificiel dont il est impossible de découvrir les raisons, que l'élévation d'un peuple à la dignité d'une nation.

Il y faut des conditions particulières ; et les caractères que nous avons reconnus à l'Ethiopie sont parmi les plus importants. Partout où on les trouve réunis, on est sûr de se trouver en présence d'une nation.

Tous les voyageurs qui ont visité l'Ethiopie ont été semblablement frappés de la ressemblance que ce pays offre avec la Suisse. Ce sont les mêmes enchevêtrements de montagnes hautes et escarpées, les mêmes vallées étroites, presque toujours en forme de cirques, auxquels on ne peut accéder que par des défilés étroits et des sentiers à peine tracés, longeant

des précipices. « Comme la Suisse, a fait observer M. Hugues Leroux, l’Ethiopie est un immense châtelet d’eau. Elle jette au versant de la Méditerranée, au versant de la mer Rouge et au versant de l’équateur (lac Rodolphe), trois fleuves immenses ou considérables, le Nil Bleu, l’Aouache et l’Omo qui, avec une exactitude curieuse, reproduisent les orientations respectives du Rhin, du Danube et du Rhône. »

Il était naturel de conclure que l’Ethiopie « Suisse africaine », était destinée à jouer naturellement dans l’Afrique orientale, le même rôle géographique et politique que sa jumelle en Europe. Pays de montagnes au milieu de la plaine, l’Ethiopie repliée pour ainsi dire sur elle-même, devait se saisir de bonne heure comme un tout homogène et indépendant, désirer vivre d’une vie propre et compter d’une façon distincte parmi les pays environnants. D’autant plus que le caractère de son sol lui donnait en même temps des facilités particulières pour se défendre. Ce pays s’élevait au milieu de la plaine comme une citadelle presque inaccessible, défendue d’ailleurs par une forte garnison. Entreprendre sa conquête, c’était s’exposer à une guerre de détail et dans un pays accidenté, opération autrement délicate que l’absorption des plaines immenses de l’Afrique.

Il aurait fallu se rendre maître de plateaux élevés, qui oscillent entre 2.000 et 3.000 mètres d’altitude. Qu’on se figure non pas un plateau, mais une succession de milliers de plateaux, s’étageant ou surplom-

bant, coupés çà et là d'immenses précipices, au fond desquels coulent les rivières et surmontés par endroits de sommets à pic d'une forme généralement conique. Joignez à cela le climat sain sur les hauteurs, mais mortel dans les dépressions, et la nécessité absolue en campagne de n'opérer que pendant la saison sèche. Toutes les difficultés d'une guerre dans une région tropicale et toutes celles d'une expédition dans un pays montagneux se confondaient, et auraient rendu très compliqués le ravitaillement et les communications.

On conçoit aisément que le peuple éthiopien, si abondamment pourvu de moyens de défense naturels, ait pris de bonne heure la résolution inébranlable de vivre en peuple libre.

L'isolement que donne à ce pays son caractère montagneux, explique aussi qu'il ait pu relativement rester exempt de la dégradation morale des régions d'alentour et repousser, par exemple, la traite des esclaves, à laquelle, partout ailleurs, les populations étaient livrées.

Le fait est qu'on trouvait en Ethiopie un état de civilisation incontestablement supérieur à celui que présentent les nations noires de l'Afrique. Sa situation est même à peu près unique, parmi toutes les contrées orientales. C'est un Etat chrétien, pourvu d'institutions régulières. Sa religion se rapproche beaucoup des rites du culte russe. Et c'est ce trait de ressemblance qui a fait naître les relations cordiales

qui se sont établies entre les deux pays. Peu importe, par ailleurs, que les Abyssins s'éloignent des détails du culte des Etats Européens, ils n'en ont pas moins conservé la foi chrétienne et, par conséquent, ses idées morales. On retrouve dans ce pays l'essentiel de la civilisation européenne.

Aussi s'est-il tout naturellement donné une organisation plus sérieuse que celle des autres Etats environnants. La justice particulièrement, le principal signe d'un Etat policé, est mieux distribuée. Ses lois s'inspirent principalement du droit romain, qui en forme la base essentielle.

Certes, l'Ethiopie possédait en elle-même et déjà en puissance toutes les conditions de sa fortune actuelle. Mais c'est surtout grâce à l'action et à l'influence exercées par son chef Ménélik qu'elle fut à même de soutenir victorieusement la lutte contre la domination étrangère.

Ménélik peut à bon droit s'enorgueillir des résultats obtenus sur son initiative. Pendant longtemps, les querelles, les compétitions avaient paralysé la force de l'Ethiopie en la divisant. Ce pays était sous un régime se rapprochant de la féodalité. Le pouvoir était aux mains des nombreux Ras, gouvernant d'une façon à peu près indépendante les provinces, et cherchant à accroître leur puissance par des guerres intestines. Au point de vue de la puissance militaire, cet état de choses faisait de l'Ethiopie comme une expression géographique qui n'aurait pu opposer de résis-

tance sérieuse à l'invasion étrangère. Grâce à Ménélik, l'unité de la patrie éthiopienne est désormais assurée. Les principautés jadis pour ainsi dire indépendantes, sont transformées en provinces soumises à son autorité effective. Désormais, il y aura cohésion entre les diverses parties de l'édifice politique, au sommet duquel trônera le Négus, personnification des traditions et des tendances de sa nation.

C'est la claire notion des intérêts éthiopiens aimés pour eux-mêmes, qui seule a porté le Négus dans la pensée de consolider son œuvre, à entreprendre la régénération économique du pays. Il était en droit de croire que grâce aux progrès réalisés sous sa direction, et au libéralisme dont il faisait preuve, en conviant ses voisines à coopérer à cette tâche économique, l'Ethiopie échapperait au sort des états voisins et inspirerait le respect auquel a droit un peuple de mœurs policées, possédant des institutions modernes.

Dans ces conditions, il est clair, qu'en droit, l'Ethiopie aurait dû entrer dans le concert des puissances civilisées, c'est-à-dire chrétiennes, sans même qu'il fût besoin de concession spéciale, comme celle accordée à la Turquie, au traité de Paris du 30 mars 1856.

La conclusion juridique n'est pas douteuse. Le caractère d'Etat indépendant, figurant comme sujet distinct dans les rapports internationaux et jouissant d'une souveraineté nettement établie, peut être revendiqué à juste titre par l'Ethiopie.

Le droit des gens commande de respecter une autonomie aussi naturelle, autant que celle des nations européennes.

Il n'est pas possible de nier à l'Ethiopie l'exercice de sa pleine souveraineté interne et externe. Elle a incontestablement droit de régler comme elle l'entend, au moyen de ses lois et de ses règlements, son gouvernement et son organisation tout entière. Elle peut s'affirmer comme personne morale, indépendante vis-à-vis des autres Etats, se faire représenter auprès d'eux comme elle l'entend, et traiter librement avec eux suivant les besoins de sa politique. Dans ces conditions, il est, *a priori*, douteux qu'un tel Etat ait pu consentir à un protectorat sérieux. D'ordinaire, ce sont les Etats dégénérés, sans force pour résister à une attaque, qui emploient ce pis-aller pour prolonger une existence fragile sans cesse menacée par l'absorption. A l'égard d'un Etat comme l'Ethiopie, il ne peut être question que de conseils amicaux qui n'entravent pas sa liberté et qui sont simplement destinés à l'aider à acquérir tous les bienfaits de la civilisation occidentale.

Comme il aurait été difficile de soutenir avec quelque apparence de raison, que l'Ethiopie présentait assez peu de cohésion pour être traitée en territoire vacant ; comme, par ailleurs, la reconnaissance pure et simple de son entière indépendance cadrerait mal avec les projets de certaines puissances, on s'est ingénié à rechercher un moyen terme. En se basant sur

des questions de fait, que nous discuterons plus loin, on s'est efforcé de faire de l'Ethiopie un Etat mi-souverain, comme étape sur le chemin de la domination complète.

Il est difficile de comprendre, en droit, ce que signifie une pareille expression. Elle appartient au domaine de la politique plus encore qu'à celui du droit international. On voit très bien ce qu'elle trahit de rêves non avoués de domination, les intérêts qu'elle est destinée à servir, mais on n'en peut donner une satisfaisante justification. Qu'est-ce, en effet, que la souveraineté ? C'est le pouvoir à la plus haute puissance. Son importance en droit international se manifeste dans les rapports qu'un Etat entretient avec les autres. En quoi consiste-t-elle ? 1° Dans l'indépendance de cet Etat vis-à-vis d'un Etat étranger ; 2° dans la liberté qu'il a d'arrêter et d'exprimer par des actes sa volonté, sans qu'un autre Etat ait le droit de s'y opposer.

Or, la souveraineté est indivisible. C'est un bloc qu'on ne saurait fractionner.

Si on tente de le faire, on aboutit aux plus grandes divergences d'opinion sur la nature des Etats mi-souverains. Ce qui les caractérise cependant plus spécialement — et c'est cette forme que devaient prendre les prétentions italiennes en Ethiopie — c'est l'absence de liberté pour tout ce qui touche aux relations diplomatiques. La souveraineté extérieure est aliénée entre les mains de l'Etat protecteur, en retour, pour

le pays protégé, de certaines garanties de sécurité. Mais c'est là une condition purement artificielle ; il en résulte un état d'équilibre instable qui ne saurait se prolonger. A très brève échéance, l'Etat ainsi mutilé, s'il est fort, brise ces liens qui gênent sa liberté ; s'il est faible, tombe entièrement sous la domination étrangère. C'est la première solution qui s'est produite pour l'Ethiopie et il était facile de le prévoir, d'après tous les caractères qui prédestinaient ce pays à l'indépendance.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ANGLAISE, PRINCIPAL ÉLÉMENT DE PERTURBATION DU DROIT EN AFRIQUE ORIENTALE

*

Sommaire. — Ni la situation de l'Ethiopie, ni la politique suivie par Ménélik ne faisaient prévoir de complications internationales.

Comment expliquer alors que la question d'Ethiopie soit devenue une si importante affaire ?

C'est grâce à la politique anglaise en Afrique Orientale.

Elle est dictée par des sentiments impérialistes et adopte pour devise : « La force prime le droit. »

Quelle est cette politique ?

Elle a été prophétisée par Gladstone.

L'ampleur même du plan anglais exclut toute idée de respect du droit.

Intervention en Egypte en 1882, point de départ de toute la politique ultérieure d'expansion indéfinie.

La Grande-Bretagne, qui n'a pas reculé devant les obstacles que le droit opposait à son action en Egypte, ne reculera pas davantage devant des violations moindres.

Comment expliquer qu'une pareille sérénité dans la violation du droit puisse coexister, en Angleterre, avec haute culture ?

Orgueil et appétits matériels.

Grande-Bretagne, Nation-Providence, échappant aux règles ordinaires de l'équité.

Seconde étape : Le Soudan, complément naturel de l'Egypte.

Moyens détournés employés pour la franchir.

Signification de l'installation des Anglais à Souakim.

Le Soudan et son point vulnérable : le sud-est.

L'Ethiopie avait-elle des vues sur le Soudan ?

L'Éthiopie et les facilités que sa possession ou sa docilité apporterait à la construction du chemin de fer du Cap au Caire.

Intérêts économiques que ce chemin de fer doit servir.

L'Éthiopie et le danger qui résulterait pour l'Angleterre de sa pénétration par la France.

L'Angleterre ne peut agir directement.

Elle confie ses intérêts à l'Italie.

En droit, la situation internationale de l'Éthiopie est très simple et ne se prête à aucune difficulté. Ce pays présente tous les caractères essentiels, nettement dessinés, d'un Etat indépendant. Dans le cours de son histoire, aucun fait ne s'est produit qui ait, de quelque façon, entamé sa pleine et entière souveraineté. Dans ses rapports avec les autres Etats, il s'est toujours comporté en peuple, maître absolu de ses destinées, dont la liberté d'action était complètement intacte.

Dans ces conditions, le droit strict commandait d'observer envers ce pays les règles ordinaires qui président aux rapports des Etats indépendants entre eux.

Rien dans le programme politique de Ménélik, s'inspirant uniquement des intérêts naturels et légitimes de son pays, n'était susceptible de blesser les intérêts de quiconque.

L'Éthiopie avait le droit de poursuivre, pacifiquement et en toute indépendance, ses chances de développement économique. Elle pouvait librement appeler à elle, pour cette œuvre difficile, les concours qui lui paraissaient offrir le plus de garanties.

Il n'y avait donc pas de question d'Ethiopie, au point de vue du droit international. Il y avait simplement une affaire d'Ethiopie, purement locale.

Comment expliquer alors l'importance prise par cette question dans ces dernières années ? Comment est-elle tout à coup devenue un problème international dont la solution pouvait intéresser la paix du monde ? Un pareil phénomène, en apparence, paraît inexplicable. C'est un signe de l'allure dérégulée qu'a prise, chez certaines puissances, le mouvement d'expansion. C'est un produit de l'impérialisme. L'on sait assez que ce mouvement, dont le droit des gens a perdu tout contrôle, est une exagération désordonnée du besoin légitime ressenti par les grandes puissances de rayonner au dehors de leurs étroites frontières. L'activité coloniale, comme la comprennent certaines puissances, ne connaît plus de frein, ne tient plus aucun compte des droits acquis, des intérêts des tiers. Elle est uniquement basée sur la force matérielle dont le culte a remplacé celui du droit.

C'est particulièrement en Angleterre, que se firent jour ces sentiments nouveaux et que le vieil adage « La force prime le droit » parut être le fond de toute la politique extérieure.

L'Ethiopie aurait été la victime de cette conception nouvelle du droit des gens si elle n'avait puisé dans la conscience de la justice de sa cause la force nécessaire pour faire, en définitive, reconnaître ses droits.

Si l'on va au fond des choses, c'est, en définitive, à la Grande-Bretagne qu'incombe la plus large part de responsabilité dans les développements inattendus pris par la question d'Ethiopie. C'est grâce à l'action tantôt ouverte, tantôt occulte de sa diplomatie que cette affaire est sortie du domaine juridique pour tomber dans celui des extravagances et des coups de force.

Le problème éthiopien, tel qu'il s'est posé dans ces dernières années, est sorti, comme bien d'autres, de l'action démesurée que l'Angleterre prétend exercer en Afrique du Cap au Caire.

Ce sont les nécessités de cette politique grandiose qui ont créé, de toutes pièces, la question d'Ethiopie, sur laquelle la faiblesse et les contradictions de notre diplomatie, ont laissé planer jusqu'ici tant d'incertitude et d'obscurité.

Se proposant d'aboutir à une œuvre à laquelle s'opposaient les droits les plus certains, la Grande-Bretagne n'a pas eu le choix des moyens, et une fois engagée dans l'engrenage, l'on pouvait compter sur sa proverbiale ténacité pour la voir aller jusqu'au bout des violations de droit nécessaires à l'accomplissement de ses grands desseins.

Il nous faut maintenant rappeler les lignes générales de cette politique et dire en quoi elles devaient affecter l'Ethiopie.

« Si une fois nous prenons pied en Egypte, écrivait Gladstone en 1877, ce premier établissement de-

viendra presque infailliblement le germe d'un grand Empire de l'Afrique du Nord, qui s'accroîtra peu à peu jusqu'à ce que ses limites comprennent une seconde Victoria et un second Albert, ceux des sources du Nil Blanc. Nous finirons même, sans doute, par franchir l'Equateur pour donner la main aux colonies du Natal et du Cap, sans parler du Transvaal et du fleuve Orange, non plus que de l'Abyssinie et du Zanzibar, que nous aurons absorbés chemin faisant. »

Tel est, en effet, le plan grandiose que l'Angleterre a entrepris de réaliser en Afrique, telle est la prophétie qui n'est pas loin, aujourd'hui, d'être un fait accompli.

Il n'est pas nécessaire d'examiner l'une après l'autre la situation internationale occupée par chacun de ces pays pour se convaincre que de pareils projets, à cause de leur ampleur même, ne pouvaient devoir leur réalisation qu'à la force, et devaient nécessiter une longue série de violations du droit des gens.

Encore si l'on s'était fixé une date éloignée pour mener à bonne fin cette œuvre gigantesque afin de ménager, autant que faire se pourrait, tous les intérêts, en présence, cette allure en apparence pacifique d'une marche anglaise du Cap au Caire, aurait pu faire illusion. Mais la lenteur a cessé d'être la règle en politique coloniale. Moins d'un quart de siècle s'est à peine écoulé et l'œuvre entreprise est déjà

près de finir. Les faits n'ont joué qu'un rôle secondaire. L'important était d'aboutir ; et pour cela il fallait faire vite. Toutes les circonstances qui ont pu se produire ont été habilement exploitées en vue du but à atteindre. Et, à l'occasion, l'on s'est ingénié à faire naître, au moment opportun, les prétextes qui permettaient d'agir. Pour s'y reconnaître au milieu de ces événements, il n'est pas besoin d'autre chose que d'avoir présent à l'esprit le but que la Grande-Bretagne s'est proposée d'atteindre.

C'est en 1882 que la Grande-Bretagne, profitant de l'Etat anarchique qui déchirait l'Egypte, prend pied dans ce pays. Cette date est importante, car elle marque le point de départ de l'action anglaise dans toute l'Afrique Orientale. Quel que fût, à cette époque, le désintéressement de la Grande-Bretagne ; quand bien même elle n'ait eu, alors, en vue que la protection de la vie et des intérêts de ses nationaux, il n'en est pas moins vrai que d'autres ambitions ne vont pas tarder à se faire jour. L'ordre rétabli dans le pays, la Grande-Bretagne commence à s'y trouver chez elle et ne peut se résoudre, de gaieté de cœur, à l'abandonner. C'était à prévoir. Et les discussions platoniques que cette occupation fit naître dans les chancelleries dénoteraient de la part des diplomates qui s'y livraient un certain degré d'optimisme si elles n'avaient servi de prétexte à l'inaction. L'Angleterre n'avait pas habitué le Monde au genre de sacrifices qu'on voulait exiger d'elle. Gladstone avait fait

preuve d'une connaissance plus sûre du tempérament britannique lorsqu'il avait prédit que l'occupation de l'Egypte par l'Angleterre serait le prétexte d'une expansion indéfinie. Aucune partie de l'Afrique Orientale, en effet, n'échappera à l'activité de la diplomatie britannique. Aucun peuple n'aura le loisir de poursuivre, en paix, le cours normal de ses destinées. Aucun statut international, quelque précis et ancien qu'il soit, ne sera une protection suffisante contre l'action anglaise. Qu'avait pesé dans la balance britannique le bloc compact des arguments les plus sûrs, les plus reconnus du droit international en ce qui concerne l'Egypte ? La preuve n'est plus à faire. Ils n'avaient pu faire sortir un seul soldat anglais du territoire égyptien. Que l'Angleterre se soit emparée de l'Egypte par la force et qu'elle la détienne au même titre, ne vaut plus la peine d'une discussion. N'avons-nous pas l'aveu dépouillé d'artifices des auteurs eux-mêmes de cette œuvre ? S'ils parlent du point de vue juridique de la question, c'est pur prétexte à déployer leur humour, leur ironie. Ce qui importe à leurs yeux, c'est la question matérielle. A tous les arguments, ils répondent en montrant la prospérité de l'Egypte, d'ailleurs indéniable. Cette tournure d'esprit, chez les Anglais, mérite d'être notée. Elle explique comment, malgré leur haute culture, ils aient pu multiplier les violations de droit avec autant de sérénité. La supériorité de sa race est, pour l'Anglais, un axiome absolu. De là découle,

pour lui, le devoir strict de veiller aux intérêts de la civilisation. La Grande-Bretagne, c'est la Nation-Providence, investie de droits spéciaux, échappant aussi aux règles ordinaires de l'équité. Le mal ne peut exister qu'à l'état négligeable, dans son œuvre. C'est dans son ensemble qu'il faut la juger. Elle ne peut alors paraître que bonne et salutaire. C'est par un décret nominatif de la Providence que des hommes comme Disraëli, Cécil Rhodes et Chamberlain ont été créés pour gouverner le Monde. Lord Cromer explique clairement ce point de vue, dans son dernier rapport sur les affaires d'Egypte. Il nous livre le secret et la justification de la politique anglaise : « Le caractère traditionnel de la prédominance anglaise, nous dit-il, partout où elle s'est implantée et, principalement, la stricte impartialité avec laquelle les diverses races et religions ont été traitées, depuis le commencement de l'occupation anglaise, apportent par eux-mêmes une garantie suffisante que de nouveaux pouvoirs conférés au Gouvernement britannique ne peuvent produire que de bons résultats. »

Sous l'empire de ces sentiments, auxquels venait se mêler l'espérance de profits matériels à retirer de nouvelles conquêtes, l'Angleterre installée en Egypte poursuit son œuvre d'expansion.

Elle n'a pas de peine à s'apercevoir que le Soudan, traversé par le Nil, est le complément indispensable de l'Egypte. Sans lui, la possession de ce dernier

pays demeurerait précaire. C'est le Nil qui dispense la vie à l'Égypte. L'Angleterre veut s'en assurer le plein contrôle. Ce raisonnement aurait été irréfutable si l'Angleterre avait pu se prévaloir d'une possession juridique de l'Égypte. Tel qu'il est, elle le jugea suffisant.

Ce fut avec plaisir qu'elle vit naître au Soudan l'insurrection madhiste. Peu éprise de jouer le rôle ingrat de tuteur désintéressé de l'Égypte, elle se garda bien de rien faire pour réprimer rapidement l'insurrection. Absorbée tout entière dans ses vues égoïstes, c'est l'abandon du Soudan qu'elle impose à sa protégée le 8 janvier 1884. Après bien des péripéties dont le souvenir tragique est évoqué par les noms du général Hicks et de Gordon, l'évacuation du Soudan est un fait accompli le 11 mai 1885. Le Soudan est ainsi soustrait à sa souveraine légitime, l'Égypte.

La Grande-Bretagne, à l'heure choisie par elle, pourra tout à son aise recueillir ce magnifique héritage. En attendant le moment propice à la reconquête, toute la politique anglaise de 1885 à 1895 aura pour but de conserver le Soudan libre de toute immixtion étrangère, et de le laisser, suivant une expression caractéristique, « cuire dans son jus ». Le péril madhiste n'était pas bien à redouter. La diplomatie britannique jouait très habilement de cet épouvantail pour justifier auprès des chancelleries son action prolongée dans l'Afrique Orientale. Grâce

au manque d'informations précises venant de cette région, il était possible de donner le change à l'opinion européenne. La vérité est qu'à la mort du Madhi, survenue le 14 juin 1885, la situation du Soudan ne permettait guère à son successeur Abdullah une attitude insurrectionnelle bien menaçante.

Dès 1885, dans toutes les provinces du Soudan, l'on avait vu se soulever le parti des antimadhistes, et ce qu'on a appelé les invasions madhistes de 1885 et de 1889 ne furent que des combats livrés par des bandes aux abois, nomades par nature, et forcées de se déplacer pour vivre sur un autre pays quand celui qu'elles avaient occupé pendant un certain temps manquait de ressources suffisantes. L'Angleterre n'aurait donc pas eu de peine à mettre fin à l'insurrection, si seulement elle l'avait désiré. Mais elle savait parfaitement que loin de pouvoir nuire à ses desseins de conquête, cette insurrection les servait, en lui permettant de gagner du temps.

Maîtresse d'Ouadi-Halfa, l'Angleterre envoya Stanley à la recherche d'Emin sous prétexte de le protéger, alors qu'il ne courait pourtant aucun danger, mais, en réalité, pour bénéficier de l'œuvre qu'il avait accomplie en Equatoria. A ces deux points d'attaque va s'ajouter un troisième non moins important, celui de Souakim.

L'installation des Anglais à Souakim fut des plus significatives. Elle indiquait chez la Grande-Bretagne la pensée très nette de se rendre maîtresse de toute

la vallée du Nil et de dicter la loi dans toute l'Afrique Orientale. Les Italiens semblent ne pas l'avoir compris, à en juger par les prétentions, dont nous aurons à parler, qu'ils affichèrent en 1890 lors de leurs négociations avec l'Angleterre. Faisons d'ores et déjà remarquer que, dès l'année 1884, ils avaient collaboré plus ou moins consciemment à la politique anglaise, de laquelle ils affectèrent, plus tard, de se plaindre, ce qui amena de la part de l'Angleterre des concessions aux dépens de l'Ethiopie. Ils avaient félicité la Grande-Bretagne de s'être installée à Souakim. Or Souakim, par sa position avantageuse sur la mer Rouge, devait faciliter la reconquête du Soudan lorsque l'heure serait venue de l'entreprendre. Les Italiens auraient dû comprendre ce que signifiait l'installation du contre-amiral Hewett, le 24 février 1884, à Souakim et sa prise du commandement militaire de cette ville. Ce n'est point l'habitude de la Grande-Bretagne de sacrifier, pour des motifs sentimentaux de reconnaissance, ne fût-ce qu'une partie des résultats qu'elle se propose d'obtenir. Elle aime mieux recevoir que donner.

C'est ainsi qu'elle recueillit, dans le Soudan oriental, tous les fruits de l'action combinée des Italiens et des Abyssins, à la suite des désordres occasionnés dans cette région par la mort du Madhi. Les Italiens défendirent Kassala et le conservèrent à l'Angleterre. Le général anglais Watson résista à Souakim, dont les Madhistes avaient entrepris le siège, et par une

tactique habile en divisa la population arabe en promettant à ceux qui seraient loyaux des avantages commerciaux.

Les anti-Madhistes ainsi attirés aidèrent les troupes anglaises à pacifier et à conquérir tout le Soudan oriental, opération qui se termina, le 19 février 1891, par la défaite complète des Madhistes à Afafit.

L'œuvre anglaise se dessine de plus en plus.

La situation de l'Angleterre au Soudan en 1895 est la suivante : le Nord tout entier est dans ses mains, ainsi que l'Est ; Ouadi-Halfa et Souakim sont ses deux postes avancés. Le pavillon britannique flotte dans le Sud, à la suite de l'enlèvement d'Emin et de conventions avec l'Allemagne. Au Sud-Ouest, l'Angleterre essaye d'opposer l'Etat indépendant du Congo, à la France pour barrer la route du Nil à cette dernière. Reste le Sud-Est, l'Ethiopie. Peut-être cet Etat indépendant pourrait-il être tenté de s'agrandir, sollicité à l'action par l'état anarchique du Soudan. Effectivement, Ménélik y a pensé, mais surtout comme moyen de faire échec à l'influence anglaise, qui rompt l'équilibre dans la région, et devenait menaçante pour son pays. Par ailleurs, il est à croire que les Abyssins, peuple de montagnards, se seraient assez difficilement acclimatés dans les plaines souvent marécageuses qui constituent le Soudan. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre feint de croire que l'Ethiopie est une menace sérieuse pour le Soudan. C'est son intérêt d'avoir à son égard une attitude hostile, car elle

considère l'ombrageuse indépendance de ce peuple comme incompatible avec ses projets de domination. Il importe à ses intérêts d'avoir à traiter avec une puissance plus docile, qui puisse plus facilement se laisser persuader lorsque l'heure sera venue de penser à la construction du chemin de fer qui, en reliant le Cap au Caire, sera le signe sensible de la domination anglaise sur la moitié de l'Afrique.

Tous les efforts anglais, depuis vingt ans, ont convergé vers ce but. L'occupation de l'Égypte, la mainmise sur le Soudan, bien que désirables en elles-mêmes, n'étaient que les étapes successives destinées à la réalisation d'un Empire gigantesque du Cap au Caire. La politique suivie à l'égard de l'Éthiopie n'a pas d'autre but. L'intérêt que ce pays offre par lui-même n'est point négligeable. Les richesses agricoles et minières, enfermées dans un sol encore inexploité, étaient bien faites pour tenter l'activité des hommes d'affaires anglais. Il y avait également une question de réglementation de cours d'eau à trancher entre l'Éthiopie et le Soudan. Mais que sont tous ces avantages comparés à l'ensemble des bénéfices attendus ? Lorsque l'Empire gigantesque du Cap au Caire aura été organisé, l'Angleterre, rayonnant sur la moitié du continent africain, exploitera les territoires les plus neufs, les plus riches et les plus fertiles du globe. Ce n'est pas seulement une vaine satisfaction d'orgueil qui a dicté à la politique anglaise le dessein grandiose de relier le phare d'Alexandrie

à la baie de la Table. Ce sont des réalités matérielles qu'on recherche, et toute cette politique doit, en définitive, se traduire par des bénéfices.

Il est permis de se demander, au point de vue économique, si la nécessité d'exécuter cet immense travail s'impose d'une façon urgente. Le Cap-Caire n'est pas particulièrement destiné au transit des voyageurs. La route de Londres au Cap est certainement moins longue par mer que par terre et mer viâ Brindisi et Alexandrie. Le gigantesque projet de Cecil Rhodes doit être surtout envisagé comme une œuvre d'intérêt local, d'énorme développement, il est vrai.

L'Angleterre pourrait se contenter d'utiliser les admirables voies d'eau constituées par le Nil, puis par le lac Albert-Edouard et le Tanganyka. Il suffirait peut-être de relier ces diverses voies par des tronçons de voie ferrée. Si l'Angleterre persiste dans ses premiers desseins, il lui faudra, maintenant, engager la lutte contre l'Allemagne et l'Etat indépendant du Congo, qui ont intérêt au maintien du *statu quo* actuel et qui ne permettraient pas, dans ces conditions, la construction de la voie ferrée.

Mais, de toute façon, l'Angleterre est intéressée à emprunter le territoire éthiopien pour y faire passer ne fût-ce qu'un tronçon de chemin de fer qui faciliterait la liaison de l'Egypte et du centre africain.

L'Angleterre ne pouvait agir directement sur l'Ethiopie tant qu'elle n'était pas encore installée au Soudan. Elle avait aussi intérêt à ne pas trop attirer

l'attention des puissances, surtout celle de la France, déjà mécontente, et la principale intéressée dans la question. Qu'à cela ne tienne, les hommes du Foreign-Office ne sont jamais embarrassés.

Il y a un autre moyen d'action. C'est de confier à un tiers ces intérêts. Or, la Grande-Bretagne connaît merveilleusement l'art de résoudre les difficultés qui la gênent par la seule action de sa diplomatie.

Il s'agit donc de susciter à l'Ethiopie et à la France un adversaire chargé de faire les affaires de l'Angleterre, en même temps et sinon plus que les siennes.

Cet auxiliaire est tout trouvé et se prête merveilleusement à ce rôle, c'est l'Italie.

CHAPITRE IV

L'ITALIE RÊVE DE FONDER UN GRAND EMPIRE COLONIAL AUX DÉPENS DE L'ETHIOPIE

Sommaire. — L'Italie est entraînée en Afrique Orientale et dans le guépier éthiopien par l'Angleterre.

A quels mobiles obéit l'Italie dans sa résolution de prendre rang parmi les peuples colonisateurs ?

Irritation causée par le traité de Bardo du 12 mai 1881.

Origine modeste de sa colonie de l'Erythrée.

L'Italie, en 1885, occupe Massauah avec permission de l'Angleterre.

Violation de droit analogue à celle commise par l'Angleterre en Egypte.

Cette similitude de situation engendre coalition anglo-italienne.

L'Italie songe à prendre de l'expansion.

Essaye de profiter de la faiblesse qui résulte pour l'Ethiopie de son régime féodal.

Ménélik se sert de l'Italie pour arriver au trône.

En 1889, occupation de Keren, Asmara et Agordat.

Kassala, pomme de discorde entre l'Angleterre et l'Italie.

Conventions anglo-italiennes de 1891 et de 1894.

L'Italie et l'Angleterre (malgré convention de 1888) méconnaissent nos droits.

L'Angleterre fait cadeau à l'Italie de territoires égyptiens.

L'Italie fait une application, toute nouvelle, du procédé de l'hinterland.

Malgré la volonté formelle de l'Ethiopie de demeurer pleinement indépendante, déclare son protectorat sur ce pays et ergote sur l'art. 17 du traité d'Ucciali.

L'entente n'est plus possible avec Ménélik.

L'Italie franchit la ligne du Mareb.

En conséquence, Ménélik lui fait subir l'échec sanglant d'Adoua.

L'indépendance éthiopienne est reconnue.

Traité de paix italo-abyssin.

Le grand rêve colonial de l'Italie croule.

L'Italie suivra désormais une politique plus prudente.

C'est l'Italie, dernière venue à la politique coloniale qui, la première en date, conçut le hardi projet de débiter dans cette voie, par l'absorption d'un pays comme l'Ethiopie, habité par une race guerrière, amoureuse de son indépendance et présentant de la cohésion. Un pareil dessein constituait un défi violent, au droit des gens. Il dénotait, en outre, de la part des hommes d'Etat italiens, l'ignorance la plus complète des difficultés pratiques auxquelles devait se heurter toute tentative d'exécution. Aussi n'est-ce pas de son plein gré que l'Italie fut entraînée dans le guépier éthiopien. Elle devait payer cher le prix de son imprévoyance et sa docilité à écouter, trop bienveillamment, les conseils intéressés qui lui étaient prodigués. Dans toutes les questions de l'Afrique Orientale, y compris celle d'Ethiopie, elle ne joua, en somme, qu'un rôle de second ordre, malgré les apparences qui semblent lui assigner le premier rang. Elle fut la sentinelle, aux gages de l'Angleterre, que l'on relève, sa faction terminée. L'Angleterre, qui songeait à établir un ordre de choses nouveau sur les bords du Nil, avait escompté l'utilité que lui vaudrait son alliance avec l'Italie, et l'avait entraînée à

sa suite, dans cette région. Elle trouva commode d'exploiter à son profit les illusions coloniales de l'Italie et de la laisser s'aventurer dans une politique de conquêtes de laquelle, elle seule, devait bénéficier. C'est en pure perte pour ses intérêts matériels que l'Italie acceptera de porter devant l'Europe la responsabilité de violations répétées du droit des gens. Tous ses sacrifices en hommes et en argent n'auront servi, en fin de compte, qu'à faciliter l'exécution des desseins de l'Angleterre. Pour prix d'une si précieuse collaboration, ce qu'elle recevra de plus clair en retour, ce sont les témoignages de satisfaction de cette dernière.

Comment l'Angleterre arriva-t-elle à s'assurer, en Afrique orientale, une aide aussi désintéressée et un tel dévouement de la part de l'Italie ? En flattant habilement les sentiments d'exaltation, nés dans ce pays d'une politique à allure quelque peu impérialiste. La diplomatie britannique trouvait un terrain merveilleusement préparé par les circonstances, pour recueillir l'idée d'une entente italo-anglaise en Afrique orientale. L'Italie était alors hantée par le spectre de la rivalité française. Elle subissait une crise violente de gallophobie. C'était le traité du Bardo, du 12 mai 1881, établissant le protectorat français sur la Tunisie, qui était la cause de toute cette émotion. L'irritation qu'il avait causée en Italie avait fait perdre à ce pays le sens des réalités.

Les plus exaltés voyaient dans le protectorat fran-

çais sur la Tunisie « comme un coin enfoncé dans le corps de l'Italie ». A les entendre, il n'était que temps de réagir contre l'action par trop envahissante de la France. L'Italie se devait de jouer dans le Monde un rôle plus en rapport avec ses traditions historiques. Les puissances, répétaient à l'envi les journaux italiens, qui par leurs établissements successifs dans la Méditerranée menacent d'étouffer la liberté d'action et même de compromettre la sécurité de l'Italie, l'ont forcée à adopter une politique plus active. C'est sous l'empire de ces sentiments que l'Italie tourna ses yeux du côté de la mer Rouge et marqua cette région comme devant servir de nouveau champ d'action à sa débordante activité. La position était admirable. Une grande œuvre était possible. Fonder, à l'entrée de la mer Rouge, une colonie italienne, c'était donner au pays une influence politique et militaire considérable, sur la Méditerranée, d'une part, sur la route des Indes, de l'autre. Tel fut le programme que l'homme du jour, Crispi, offrit à ses concitoyens. Et c'est ainsi que l'Italie, en 1885, était devenue la voisine de l'Ethiopie, par sa colonie de l'Erythrée.

Vers 1879, la Société italienne Rubattino avait acheté, autour du mouillage d'Assab, une certaine étendue de côtes, pour servir de point de relâche à ses bateaux, après l'ouverture du canal de Suez. Lorsque, en 1882, l'Italie eut résolu d'inaugurer une politique coloniale, elle acheta à la Compagnie Ru-

battino les 630 kilomètres carrés qu'elle détenait, et qui vont ainsi constituer le noyau des vastes territoires qu'elle rêve de soumettre à sa domination.

La Grande-Bretagne approuva l'activité nouvelle manifestée par l'Italie et lui prodigua les encouragements à persévérer dans la voie entreprise. C'est qu'elle-même comptait opposer l'influence italienne à l'influence française, qu'elle redoutait en Ethiopie. Elle craignait que la France, avec l'agrément de l'empereur Jean d'Ethiopie, ne fît valoir ses anciens droits sur la baie d'Adulis, comme prélude d'une expansion ultérieure vers le Nil. La crainte qu'une alliance franco-éthiopienne ne se mît en travers de son œuvre, lui fit accueillir avec faveur les projets de l'Italie.

C'est donc, avec la permission de la Grande-Bretagne que l'Italie occupe, en 1885, le port de Massaouah. Or, la région de Massaouah appartenait incontestablement à l'Egypte, qui la détenait depuis 1866 et qui l'administrait pour le compte du sultan de Constantinople. L'action italienne, en Afrique orientale, comme celle de son alliée d'ailleurs, débute donc par une violation formelle du droit des gens, violation sur laquelle nous devons insister parce qu'elle commence une série de violations semblables et qui tiennent aux mêmes raisons.

L'Italie ne pouvait acquérir de droits là où ceux de l'Egypte et de la Porte étaient intangibles. Dès 1870, le khédivé nomma un gouverneur de la côte de la mer Rouge, de Suez au cap Gardafui. De 1874

à 1877, il envoya jusqu'à ce même cap Gardafui des expéditions qui prirent possession de la côte des Somalis (1877). L'Italie n'a point essayé de nier les droits incontestables de l'Égypte. Pendant dix mois, du 5 février au 5 décembre 1885, les troupes italiennes et égyptiennes occupèrent conjointement cette place, sur laquelle flottèrent leurs deux drapeaux. Lorsque l'évacuation du Soudan fut décidée, les troupes égyptiennes se retirèrent ; les Italiens y demeurèrent. Ce fut sur ce fait que s'appuya Crispi pour soutenir qu'il y avait abandon virtuel et droit d'occupation. La Porte, considérant que la présence des Italiens à Massaouah était une violation des déclarations antérieures et des droits souverains du sultan, adressa à Rome une première protestation. Cette démarche n'ayant eu aucun résultat, le chargé d'affaires ottoman à Rome reçut l'ordre de demander des explications à M. Mancini. Celui-ci lui répondit, dans les premiers jours de février 1888, qu'il avait recommandé à l'amiral italien de s'emparer de Massaouah au cas où il jugerait cette occupation indispensable pour assurer l'ordre dans cette ville. Il ajouta qu'il ne faisait aucune difficulté à donner à la Porte acte de ses observations qui n'impliquaient en substance que la revendication, en faveur du Sultan, de droits qu'elle n'avait nullement l'intention de méconnaître. C'était donc protester de son respect pour les droits du sultan au moment même où l'on ne se faisait aucun scrupule de les violer en fait. L'Italie se sen-

tait forte de l'appui qui lui venait du côté de l'Angleterre, car, comme le dit M. Despagne : « Dès ce moment entre les deux pays naît sinon une alliance formelle, du moins une communauté d'action et un échange de concours, avec les délicates complications qu'entraîne la situation équivoque et toujours plus accentuée de cette dernière puissance en Egypte. »

Le 25 juillet 1888, Crispi déclara Massaouah placée sous la souveraineté de l'Italie. L'Italie s'était établie à Massaouah par un pur coup de force et ne pouvait produire aucun titre juridique de possession valable. Le caractère de cette occupation était nettement illégitime. L'abandon du Soudan par l'Egypte sur lequel l'Italie prétendait justifier *a posteriori* sa conduite ne pouvait être sérieusement invoqué. Nous verrons que la même thèse fut produite par l'Angleterre dans les discussions juridiques soulevées par l'incident de Fachoda et qu'il est facile d'y répondre en précisant dans quelles conditions est intervenu cet abandon. Dans le cas de Massaouah, la question se complique du fait de l'installation italienne avant même le prétendu abandon du Soudan. D'après le jurisconsulte italien Catellani, « ainsi se réalisait cette combinaison de l'abandon d'une part et de l'occupation de l'autre qui constitue l'acquisition de territoires par prescription dans les rapports entre Etats ». Mais loin de produire cette conséquence juridique, cette circonstance montre clairement la vo-

lonté de l'Italie de ne point se préoccuper de droit et d'appuyer ses prétentions par de purs prétextes.

Des difficultés surgirent immédiatement à cause des capitulations. M. Goblet soutint au nom de la France et conformément au droit, que Massaouah n'était pas *res nullius*, puisque la Porte y exerçait, *ab antiquo*, une autorité incontestée. L'Italie maintint ses prétentions. La Porte protesta de nouveau, le 14 mars 1888, en 1891, en 1894. Le Gouvernement khédival et le Conseil législatif égyptien s'élevèrent également contre l'occupation de Massaouah par l'Italie, qui portait atteinte aux droits de l'Egypte. Rien n'y fit, et aujourd'hui encore l'Italie est considérée comme la souveraine légitime de ce territoire .

Ce premier noyau établi, l'Italie va songer à prendre de plus en plus une expansion sans laquelle ce premier établissement n'aurait aucune signification. Considérée en elle-même, Massâouah est une impasse. Les Italiens ont décidé de s'étendre vers les hauts plateaux et convoitent l'Ethiopie et les régions sud-est du Soudan. La conception d'un vaste empire d'Erythrée et d'un protectorat sur l'empire d'Ethiopie se précise dans leur esprit.

Nous nous contenterons d'indiquer les étapes de cette expansion, sans discuter, chaque fois, la valeur des titres de possession que l'Italie peut produire. C'est toujours la même réfutation que nous avons produite pour l'occupation de Massaouah, qui s'applique lorsqu'il s'agit de territoires soudanais. Nous

n'avons d'ailleurs à insister que sur les faits ayant un rapport direct avec ce qui concerne les relations entre l'Italie et l'Ethiopie.

La politique italienne, dès le début, a été de négocier avec les Ras pris isolément et de s'attacher successivement les plus voisins et les plus forts, tels que les rois du Tigré et surtout celui du Choa, plus tard Ménélik II, empereur d'Ethiopie. Cette politique, si habile fût-elle, allait en définitive subir un échec. Le Négus, au fait des projets italiens, a eu assez d'action pour rallier à sa cause, confondue avec celle du pays et de la religion, tous les feudataires, et l'Ethiopie, unie, est devenue un bloc dont l'Italie a éprouvé la force de résistance.

Dès le 21 mai 1883, l'Italie négocie avec Ménélik, et ce dernier concède, dans un traité de cette date, une vague soumission, qui ne peut même pas être assimilée à un protectorat. L'article 13 est ainsi conçu : « Le roi du Choa pourra se servir des autorités italiennes pour faire parvenir ses communications aux gouvernements d'Europe. Ses sujets pourront également solliciter, dans les pays où ils auront affaire, la protection de ces mêmes autorités. »

Ménélik se révéla tacticien habile, dans la lutte entreprise par lui pour la suprématie du pouvoir en Ethiopie.

Ne pouvant faire face à la fois aux ennemis qu'il s'était créés à l'intérieur et aux Italiens dont il commençait à soupçonner les entreprises, il joua les uns

et les autres, en affectant de les opposer. Ménélik s'insurge contre le Négus Johannès et écrit, le 10 février 1889, qu'il va ouvrir aux Italiens la route de l'Aoumar, en même temps qu'il demandait au roi Humbert de faire occuper militairement l'Asmara. Les Italiens s'empressent d'envoyer 20.000 hommes à Massaoûah. L'empereur Johannès avait, en même temps, à combattre une incursion de Derviches. Il trouva la mort dans une rencontre avec ces ennemis à Metemmeh en 1889. Cette circonstance imprévue vint fort heureusement tirer pour un temps l'Italie d'embarras. Ménélik parvint à imposer sa domination et, suivant sa tactique, laissa croire à l'Italie qu'il se prêterait à la pénétration pacifique de ses voisins dans son pays. En conséquence, il signa, en mai 1889, le traité d'Ucciali. C'est une interprétation différente de l'article 17 de ce traité qui amènera bientôt la rupture.

L'Italie, fidèle à sa politique d'expansion coloniale, gagne insensiblement du terrain. Elle occupe successivement en 1889, Keren, Asmara et Agordat, sur la route de Kassala. Nous sommes toujours sous le régime des coups de force, tous ces territoires n'étant aucunement *res nullius* et faisant incontestablement partie du Soudan égyptien. L'Angleterre seule aurait pu s'opposer efficacement à cette marche en avant, mais son intérêt lui commande de ne point gêner l'Italie dans la série de violations du droit des gens qu'elle est disposée à commettre. En dehors du rôle qu'elle

a dévolue à l'Italie, à l'encontre de l'Ethiopie et de la France, la Grande-Bretagne n'est sans doute point fâchée de voir ses méthodes hardies si facilement adoptées par une autre puissance, ce qui la met en meilleure posture aux yeux de l'Europe civilisée. Mais ce ne sont là qu'avantages secondaires. Le but principal de la politique anglaise, qui consiste à installer la domination britannique dans la vallée entière arrosée par le Nil, n'est point oubliée. L'Italie elle-même, malgré les bonnes intentions dont on la sait animée envers la Grande-Bretagne, se verra quelque peu bousculée quand elle entreprendra une politique un peu trop égoïste. Ces sentiments divers des deux pays eurent l'occasion de se faire jour à propos de la question de Kassala. Les Italiens attachaient un très grand prix à la possession de cette ville, qui leur aurait ouvert des perspectives nouvelles de large expansion dans la vallée du Nil. Ils s'imaginaient sans doute collaborer, sur un pied d'égalité, avec la Grande-Bretagne en Afrique orientale, mais s'ils avaient nourri d'aussi chimériques espoirs, ils n'auraient pas tardé à se rendre un compte plus exact des réalités et du véritable rôle, qui seul leur était permis. En 1890, des négociations s'engagèrent entre l'Italie et l'Angleterre pour délimiter leurs sphères d'action respectives dans le Soudan égyptien. Kassala fut la pomme de discorde, et l'Italie dut finalement céder. Kassala est à l'Egypte, parce que le Soudan tout entier est au khédive, telle fut la fin de

non-recevoir absolue que la diplomatie britannique opposa aux prétentions italiennes. Il n'y avait certes rien à répondre, en droit, à un argument de cette sorte. Telle est bien, en effet, la vérité. Kassala fait partie intégrante des domaines du khédivé. Mais l'Italie pouvait à bon droit faire remarquer à l'Angleterre qu'il y avait déjà quelque temps que ce principe du respect du droit des tiers avait été, d'un commun accord, méconnu, et qu'elle était justement surprise de ce retour à l'observation des règles du droit international. Elle aurait pu également ajouter qu'étant donnée la conduite passée de son alliée, elle croyait peu à son désintéressement absolu dans la question et que ces principes juridiques si énergiquement invoqués cachaient mal des préoccupations d'un autre genre. L'avenir lui aurait donné raison. Kassala, après des vicissitudes diverses, est, en fait, sous la domination britannique, comme le reste du Soudan.

Pour calmer l'irritation italienne, la Grande-Bretagne octroie libéralement à son alliée toute cette partie du Soudan égyptien qui va de Ras Kasar aux abords de Kassala et même le droit d'occuper provisoirement cette ville, en cas de nécessité.

Les Italiens sont donc, eux aussi, résolument écartés du Nil. Kassala était, en effet, la route la plus commode pour aller à Khartoum et commandait, par sa position, toute la vallée de l'Atbara. Et c'est ce qui explique l'attitude énergique adoptée par la Grande-Bretagne dans cette question. La diplomatie

britannique remporta donc un grand succès qu'elle paya, comme à l'ordinaire, d'un prix illusoire : la concession de territoires sur lesquels elle n'avait elle-même aucun droit.

L'Italie monta bonne garde autour de Kassala, pour le plus grand bénéfice de son alliée, la Grande-Bretagne. Elle profita même de la faculté d'occuper cette ville et épargna par là des opérations militaires à cette dernière. Le colonel Arimondi ayant mis les Derviches en déroute, le général Baratieri profite de cette victoire et occupe Kassala le 17 juillet 1894. La diplomatie italienne se flattait peut-être encore de venir à bout des résistances anglaises et n'épargnait aucune déclaration de collaboration amicale avec la Grande-Bretagne, mais cette dernière ne perdait pas de vue ses intérêts personnels et, le 29 janvier 1896, elle reprenait Kassala et remerciait les Italiens de la lui avoir si gracieusement conservée. Le général Baratieri constatait, non sans une certaine amertume, toute l'étendue de l'aide ainsi apportée à la Grande-Bretagne, lorsqu'il écrivait : « Kassala, occupée grâce aux Italiens, qui l'ont conquise au prix de leur sang, défendue au prix des plus grands dangers et puis qui l'ont cédée, avec les fortifications toutes prêtes, avec les tribus soumises, avec le prestige qu'ils avaient gagné à repousser par trois fois les attaques des Derviches, et Kassala n'a pas médiocrement servi aux Anglais à résoudre sans autre embarras la question du Soudan. »

D'ailleurs, quelle que fût l'importance que les Italiens voulaient attacher à la possession de Kassala, leur politique antérieure leur avait, par avance, enlevé tous les bénéfices qu'ils auraient pu tirer d'une pareille occupation.

Kassala, c'était la route vers Khartoum ou Berber, c'était la possibilité d'exercer une certaine influence dans la vallée du Nil. Or, la Grande-Bretagne s'était réservée d'étendre, à son seul profit, sa souveraineté sur cette région. L'Italie était mal fondée à se plaindre de la politique anglaise, alors qu'à l'origine, elle avait tout fait pour la rendre possible, félicitant, comme nous l'avons dit, la Grande-Bretagne, dès l'année 1884, au sujet de son installation à Souakim.

Après l'échec subi sur la question de Kassala et après un certain flottement dans la politique italienne, flatteries et menaces se succédant pour impressionner la diplomatie anglaise, les Italiens consentirent cependant à entamer de nouveaux pourparlers avec l'Angleterre. Ces négociations aboutirent aux protocoles des 24 mars et 15 avril 1891. Cette Convention, complétée par celle du 5 mai 1894, régla toutes les difficultés.

Par le protocole du 24 mars 1891, l'Angleterre reconnaît à l'influence italienne la plus grande partie des territoires du Soudan égyptien compris entre les lacs et Gardafui. Elle ignore absolument, soit les droits de l'Égypte, soit les droits de l'Éthiopie sur ces territoires.

Par le protocole du 15 avril 1891, l'Angleterre « attribue » à l'Italie toute l'Abyssinie et une partie de Toka, de Karten et de Senar, appartenant à l'Égypte. Toutefois, elle fait ses réserves pour l'heure où l'Égypte (lisez l'Angleterre) pourra occuper ces territoires. En ce protocole, l'Angleterre a « oublié » l'engagement pris par elle dans la Convention avec la France de février 1888 de ne pas « intervenir » au-delà de la ligne de Hadou-Harrar. Elle « oublie » aussi l'empereur d'Éthiopie, seul maître et souverain indépendant des régions qu'elle octroie si libéralement à l'Italie.

Par le procédé du 5 mai 1894, l'Angleterre ira plus loin encore. Elle s'attribue un certain nombre de tribus et de territoires appartenant notoirement à l'Abyssinie ; elle nous enlève, pour les « donner » à l'Italie, certains territoires sur la ligne de Gildessa au Harrar, que la Convention de février 1888 nous avait reconnus ; enfin, après avoir neutralisé le Harrar lui-même, elle l'abandonne à l'Italie.

Par ces traités conclus entre l'Italie et la Grande-Bretagne, des intérêts français très importants acquis dans cette région sont méconnus avec la plus parfaite sérénité.

La France s'est installée à Obock parce qu'elle a pensé qu'il fallait entre l'Europe et ses possessions d'Indo-Chine et de Madagascar, un centre de ravitaillement et un dépôt de charbons. Lorsqu'en 1884 elle s'est installée à Obock, c'est avec la conscience de

servir ces intérêts de premier ordre, et elle^e devenait, dès lors, très étroitement intéressée à la politique suivie dans cette région et en particulier au sort futur réservé à l'Ethiopie.

L'Angleterre, admirablement renseignée sur nos progrès, a immédiatement reconnu en nous un rival. Elle aussi est installée sur la côte Somali à Berberah ; elle nourrit des projets d'expansion vers l'intérieur que nous pourrions gêner.

C'est dans ces conditions que les deux pays vont transiger pour éviter une lutte certaine. De cette situation délicate naît la Convention de 1888 au sujet du Harrar.

Que devient le traité de 1888 ? Il n'est pas difficile de montrer que les Conventions anglo-italiennes le méconnaissent d'une façon absolue. Il résulte en effet de cette Convention :

1° Que la Grande-Bretagne s'engageait à n'exercer aucune action politique et à ne pas intervenir à l'ouest d'une ligne partant du puits d'Hadou jusqu'au Harrar. Or, si l'on regarde une carte, on s'aperçoit que toute une partie du Harrar et la plus grande partie de l'Abyssinie sont comprises à l'ouest de cette ligne. Par conséquent, l'Angleterre s'interdisait toute action ou intervention au Harrar et en Abyssinie.

2° Que les deux gouvernements neutralisaient le Harrar et s'engageaient par suite à s'opposer à l'action d'une tierce puissance sur le Harrar.

Cette Convention était dictée à la France par le

désir sincère de respecter au Harrar les droits de l'Egypte et ceux de l'Abyssinie. L'Angleterre n'eut pas les mêmes scrupules et, du même coup, porta également atteinte aux intérêts de la France. Il est vrai que l'article 4 du traité de 1888 prêtait à équivoque. Au sujet de l'action possible d'une tierce puissance dans le Harrar, la lettre du traité reconnaissait aux puissances contractantes le droit de s'opposer à des tentatives de domination, mais ne leur faisait pas une obligation d'intervenir. Mais les traités doivent être interprétés de bonne foi, et l'on doit se préoccuper non pas tant de la lettre que des intentions des parties. D'ailleurs, en l'occurrence, c'est bien le texte même du traité qui commandait à l'Angleterre de ne pas favoriser l'entreprise d'une autre puissance au moyen d'un traité spécial, surtout en tirant de cette concession des avantages sous la forme d'arrangements territoriaux. Ce serait alors se considérer comme maître du Harrar. On ne peut payer ce que l'on acquiert qu'avec ce qui vous appartient, telle est la vérité élémentaire qui n'a pas été respectée. Et la France pouvait, à bon droit, invoquer en sa faveur le précédent au sujet de la question de Zanzibar. En 1862 était intervenue entre la France et l'Angleterre, au sujet de Zanzibar, une convention analogue à celle de 1888 au sujet du Harrar. Dans la suite, pour accepter le protectorat britannique sur cette région, la France, forte de la concession demandée, exigea, en

retour, la reconnaissance de son propre protectorat à Madagascar (traité du 5 août 1890).

Le but de l'Angleterre est nettement apparent dans toutes ces conventions : assurer sa marche ininterrompue depuis le Cap jusqu'à la Méditerranée, et pour cela consolider sa possession de l'Égypte. La Convention de 1888 entre la France et l'Angleterre, par suite du développement de la politique anglaise, semble pouvoir être un obstacle éventuel à ces résultats espérés et à la réalisation desquels tout doit être sacrifié. Les arrangements de 1894 détruiront l'œuvre antérieure devenue peu compatible avec les nouveaux intérêts anglais. Il est vrai que ces conventions sont évidemment *res inter alios acta* et n'ont aucune valeur diplomatique à l'égard des tiers. Il n'en reste pas moins que par la lettre de ces traités, la France, l'Éthiopie et le sultan sont considérés comme quantité négligeable.

L'Angleterre abandonnant à l'Italie les territoires étendus situés au sud de Ras-Kasar, semblait oublier que c'était là une partie intégrante des anciennes provinces égyptiennes, momentanément abandonnées à la suite de la révolte du Madhi. Quelle que fût la situation qu'occupait alors la Grande-Bretagne en Égypte et qu'elle pût y donner des conseils qui étaient des ordres, en droit, elle n'était pas souveraine du territoire égyptien et ne pouvait par conséquent en disposer. Qu'il nous suffise de rappeler ici les traités du 30 mars 1856 et du 13 juillet 1878, au bas desquels

la Grande-Bretagne a apposé sa signature et destinés à garantir l'intégrité de l'Empire ottoman et de ses dépendances, notamment l'Égypte. L'Italie et la Grande-Bretagne violaient manifestement ces actes par les conventions particulières passées entre elles.

Nous verrons également ce que devient, aux yeux des deux puissances alliées, la souveraineté pourtant incontestable de Ménélik sur tous les territoires qui composent l'Abyssinie.

L'Italie, après avoir fait de toutes ses possessions de la mer Rouge et de la côte somali une colonie directement administrée par la métropole (décret du 1^{er} juin 1890) supprime par ses conventions avec l'Angleterre l'obstacle naturel à une plus grande expansion : l'indépendance éthiopienne. C'est là une application toute spéciale du procédé de l'hinterland. On sait qu'à l'origine ce procédé n'avait pour but que de régler, d'une façon commode, l'action des peuples colonisateurs dans l'occupation des territoires sans maître. L'Italie modifie et amplifie ce procédé pour les besoins de sa cause. Les territoires qui constituent l'hinterland de sa colonie avaient un maître, mais ce maître était un pays dont elle se disait la protectrice. L'Italie traitait de la sorte l'Éthiopie, comme un pays barbare. En effet, ce n'est que dans les pays barbares que la souveraineté, à peine comprise souvent, et, dans tous les cas, mal établie, ne peut se soumettre à un protectorat sans que ce-

lui-ci ne dégénère en une substitution véritable de l'autorité protectrice, en un mot à une occupation.

L'ensemble de territoires revendiqués par l'Italie à titre de colonie, de protectorat ou de sphère d'influence s'étendait à plus de 500.000 mètres carrés.

Les limites de ce véritable Empire étaient au sud : le cours du Juba jusqu'au 6° degré de longitude est de Greenwich. La frontière suivait ce méridien jusqu'au 13° degré de latitude nord et elle le quittait pour se diriger vers l'est jusqu'au cours de l'Atbara. S'éloignant de ce fleuve vers Kassala, elle allait vers le nord-est jusqu'à la mer Rouge, à Ras-Kasar. Les seules solutions de continuité étaient formées par les possessions britanniques de Berbera et de Zéïla et le territoire français d'Obock, sur la mer Rouge. L'Erythrée constituait la colonie proprement dite sur le territoire de la mer Rouge. La côte somali faisait partie de la sphère d'influence. Entre les deux, l'Ethiopie était le pays protégé ou qu'il s'agissait de soumettre au protectorat.

Nous avons parlé de la politique habile de Ménélik qui, pressé par ses ennemis intérieurs, avait, en 1889, par le traité d'Ucciali, entrepris de nouer des relations amicales avec ses nouveaux voisins. Le signe de cette amitié, quelque peu intéressée des deux côtés, se manifeste le 1^{er} octobre 1889 par un prêt de 4 millions consenti par l'Italie au roi d'Ethiopie, et dont une partie, 2 millions, furent versés le 26 octobre par la Banque d'Italie, avec garantie du

Gouvernement. Ménélik, raffermi dans sa situation intérieure et devinant le but des menées italiennes, change brusquement d'attitude. Il laisse les Italiens se débrouiller dans le Tigré, au milieu de guerres continuelles que se livraient les chefs Mangascia et Sabath. Le général italien Orero occupe Adoua, la capitale du Tigré (26 janvier 1890). Ménélik fait alors la paix avec son puissant ennemi Mangascia et lui confie la royauté du Tigré, ce qui était destiné à mettre également fin aux hostilités avec l'Italie.

Dès décembre 1889, Ménélik adresse une lettre à M. Carnot, Président de la République française, et à l'Empereur d'Allemagne, dans laquelle il dénonce les prétentions italiennes et revendique une souveraineté complète sur l'Ethiopie. Dans la même pensée de protestation, le Négus refuse de se laisser consacrer par le représentant du roi Humbert et notifie directement aux puissances son avènement au trône sans recourir à l'intermédiaire de l'Italie. En août 1890, Ménélik rembourse le triple de l'annuité due par lui pour l'emprunt de 4 millions de 1889 et refuse de recevoir les 2 autres millions.

L'explorateur russe Machkoff est accusé d'avoir procuré l'argent au Négus pour substituer l'influence russe à l'influence italienne, alors que l'argent provenait de la vente d'ivoire, d'or et de café effectuée par Ménélik pour se libérer.

Telles étaient les dispositions de part et d'autre. L'entente avait été de courte durée. L'ambition sans

cesse croissante de l'Italie devait fatalement amener une crise. La querelle éclata à propos de l'interprétation du traité d'Ucciali. Les Italiens croyaient pouvoir tirer de l'article 17 de ce traité un droit de protectorat sur le pays. Ménélik avait cru faire simple acte amical envers l'Italie, en se réservant la faculté de se servir des bons offices de ce pays pour communiquer avec les autres puissances. L'interprétation italienne du texte du traité faisait de l'Éthiopie un Etat mi-souverain. Quelque obscurité qui règne sur la lettre du traité, il est de règle d'interpréter restrictivement de pareils contrats. L'Etat qui consent des limitations de sa souveraineté entend évidemment diminuer le plus possible le sacrifice que les circonstances lui imposent et le pays avec lequel il contracte n'a pu raisonnablement compter que sur la cession des droits limitativement fixés d'un commun accord.

Devant l'obscurité du texte et l'attitude de Ménélik, protestant contre toute idée de protection italienne, il faut tout au moins conclure à une équivoque. Or, l'équivoque est incompatible avec le maintien et l'application d'une Convention.

D'ailleurs, le protectorat, en le supposant établi au bénéfice de l'Italie sur l'Abyssinie réduite à la mi-souveraineté, n'est nullement un obstacle pour celle-ci à la faculté de dénoncer le traité même qui sert de base à ce protectorat.

Peu importe, dans ces conditions, que le Ras Makonnen, pendant son séjour à Rome, en septembre

1889, ait reconnu la nécessité de notifier aux puissances l'article 17 du traité. Makonnen, sans mandat exprès à ce sujet, ne pouvait, en aucune façon, lier Ménélik. Il n'est même pas sûr qu'il ait cru à un changement dans les relations extérieures de son pays. La notification peut parfaitement se comprendre sans qu'elle implique de toute nécessité l'idée d'un protectorat. Si l'Acte de Berlin exige une notification en cas de protectorat, cela ne peut se rapporter, en aucune façon à l'Abyssinie, qui est en dehors de l'Acte de Berlin.

En ce qui concerne l'Ethiopie, les conventions anglo-éthiopiennes sont donc irrémédiablement viciées et ne présentent aucune valeur juridique. Il n'y a que les pays mi-souverains qui donnent un mandat général à l'Etat protecteur de passer des conventions au sujet de leurs territoires. Il résulte assez de la discussion que nous venons de soutenir que l'Italie n'était pas fondée dans sa revendication d'un protectorat sur l'Ethiopie.

La France, se conformant au droit et à la raison, n'a jamais admis le fondement des prétentions italiennes. Ménélik est un souverain absolument indépendant. Il s'est toujours comporté comme tel. Dès septembre 1890, voici en quels termes il écrivait au roi d'Italie : « J'ai envoyé, à l'occasion de la fête de mon couronnement, la nouvelle de mon avènement au trône, aux puissances amies de l'Europe...

» Quand j'ai signé le traité d'Ucciali, pour l'ami-

tié de l'Italie, j'ai dit qu'en amitié nos affaires en Europe pouvaient être traitées avec l'aide du royaume d'Italie, mais je n'ai fait aucun traité qui m'y oblige. Une puissance indépendante ne cherchera pas le secours d'une autre si ce n'est par amitié. »

Ménélik avait lieu d'être surpris de l'attitude de l'Italie à son égard alors qu'il avait entendu le comte Antonelli lui dire, en termes explicites : « Si cela vous convient, vous pouvez vous servir de notre intermédiaire ; sinon vous êtes libre de vous en dispenser. »

Fort de son droit, le Négus, dans une lettre adressée au roi Humbert en février 1893, demande la rectification de l'article 17 et se plaint de l'attitude hostile de l'Italie, qui « traite directement avec tous les ennemis de son autorité ». En présence d'actes aussi inamicaux, il dénonce formellement le traité d'Ucciali.

L'Italie ne tint aucun compte des observations légitimes de Ménélik. La ligne du Mareb fut franchie, le raz Mangasha fut battu à Coatit et Sénafé ; Adoua fut occupé ; des postes enfin furent installés à Adigrat, à Makallé, à Amba, Alaghi. La ligne d'occupation s'étendit ainsi démesurément vers le sud. La triste affaire d'Amba-Alaghi vint montrer toute l'imprudence de cette extension. Un détachement de 2.500 hommes fut presque complètement massacré. Quelques jours après le désastre d'Amba-Alaghi, Ménélik étant venu en personne assiéger Makallé, poste italien sur

la route de Massaouah, a obligé la garnison de cette place à capituler.

Aussitôt après ce premier succès, Ménélik accomplit vers l'ouest un grand mouvement tournant, de Makallé à Adoua, forçant ainsi les Italiens à modifier leurs positions en reculant sans cesse. Le général Baratieri, sur l'ordre de son ministre Crispi, livra bataille à Adoua. Les Italiens furent complètement défaits. Le 26 octobre 1896, le traité de paix définitif est signé à Addis-Ababa : l'indépendance complète de l'Ethiopie est reconnue. Le rêve colonial italien s'écroule.

Ce fut le 8 mars, 8 jours après la défaite d'Adoua, que l'ordre formel fut donné au général Baldissera de traiter de la paix dans les meilleures conditions, à son avis, pour le salut de la colonie et la dignité de l'Italie.

L'entente semblait devoir être facile au sujet de la question de frontières et de la renonciation au traité d'Ucciali.

Mais Ménélik conservait en otages les prisonniers italiens afin d'obtenir sur tous les points entière satisfaction. Il mettait comme prix à leur libération le paiement d'une indemnité de guerre et réclamait une entière indépendance vis-à-vis de l'Italie. Il entendait, en outre, agir à sa guise sans consulter ce dernier pays, envers les autres puissances et traiter comme il lui plairait avec elles. Les rapports s'envenimèrent et Ménélik, pressé d'en finir, résolut de frapper un

grand coup, en gardant comme otage le négociateur Salsa. Le 18 juin, la cessation de la guerre fut décrétée par le roi d'Italie. Le président du Conseil, M. di Rudini, cependant, déclarait ne pouvoir renoncer à la libération immédiate des prisonniers. Le Pape essaya, en vain, de s'entremettre et, dans un esprit de conciliation, envoya auprès de Ménélik un missionnaire, Mgr Macaire. Cette intervention n'amena aucun résultat. Ménélik se montra aussi résolu que courtois.

Ce n'est que le 26 octobre 1896 que l'entente fut enfin complète et que le Négus signa à Addis-Ababa, avec le major Nerazzini, le traité de paix définitif.

En dehors des questions subsidiaires relatives à la délimitation des frontières, à la libération des prisonniers et au payement d'une indemnité pour leur entretien, la clause importante de ce traité réside dans l'article 3 et consacre la renonciation de l'Italie à tout protectorat sur l'Ethiopie, reconnue pleinement indépendante. Pour éviter les possibilités de malentendus dans la rédaction, c'est en français que le texte fut rédigé.

La question des frontières est réservée et renvoyée à une commission ultérieure, qui sera chargée de résoudre les difficultés.

L'article 3 du traité pour la libération des prisonniers stipule le principe d'une indemnité pour frais occasionnés par l'entretien des prisonniers italiens. Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie déclare s'en rap-

porter pour le montant à l'équité du gouvernement italien.

Le souvenir de la défaite d'Adoua détournera pour longtemps l'Italie de nouveaux projets d'aventure du côté de l'Ethiopie. Sans doute, dans les premiers moments qui suivirent ce désastre, l'amour-propre national italien rêvera de revanches à prendre. L'Italie différera autant que possible la fixation définitive de ses frontières avec l'Ethiopie, prévue par le traité de paix. Les rivalités intestines qu'elle se proposait d'exploiter ne se produisirent pas, grâce à la fermeté de Ménélik. La politique de l'Italie, dès lors, se fit plus prudente. Elle se préoccupa seulement d'assurer l'avenir de sa colonie de l'Erythrée. Elle entrevit la possibilité de la relier, un jour, à sa possession de Benadir, en exerçant une action économique à l'ouest d'Addis-Ababa. Sa colonie de l'Erythrée, qui est la province la plus pauvre du plateau abyssin, lui coûte en moyenne 7.000.000 de francs par an. Il n'y a d'espoir de relèvement pour elle que dans la pénétration des riches contrées abyssines limitrophes. Dans ce but les Italiens vont sillonner de routes leur colonie. Ils construiront un chemin de fer de Massaouah à Asmara et Gondar. Ils relieront, par une ligne télégraphique, Massaouah à Addis-Ababa. Les intérêts italiens en Ethiopie sont défendus avec adresse par M. le ministre Ciccodicola, fort écouté de l'Empereur. La politique italienne se conforme, par ailleurs, à celle de l'Angleterre, et ils espèrent

que cette dernière n'oubliera pas de récompenser les services rendus par son aide précieuse. Cette entente des deux puissances alliées en Afrique orientale se révélera surtout dans l'obstruction systématique et combinée à l'encontre de l'œuvre française du chemin de fer de Djibouti.

CHAPITRE V

HISTOIRE DE LA COLLABORATION MANQUÉE DE LA FRANCE ET DE L'ETHIOPIE POUR S'OPPO- SER A LA PRÉPONDÉRANCE BRITANNIQUE QUI MENACE DE TOUT ABSORBER EN AFRIQUE ORIENTALE.

Sommaire. — Relations amicales anciennes entre France et Ethiopie.

Des Français aident très utilement Ménélik dans l'œuvre économique qu'il entreprend.

France officielle ne voit que le côté sentimental de ces bonnes relations et méconnaît les intérêts matériels communs qui unissent les deux pays.

Le Président Carnot sait mieux discerner de quelle utilité l'Ethiopie peut être à la France.

M. Chefneux, concessionnaire du chemin de fer de Djibouti, Addis-Ababa et le Nil Blanc.

Circonstances détournant, momentanément, l'Ethiopie et la France de l'œuvre économique entreprise.

Un problème politique se pose.

L'équilibre africain est menacé par la coalition anglo-italienne, qui prétend régler le sort de la région orientale de l'Afrique, sans tenir compte des droits et des intérêts de ces deux pays.

Les conventions anglo-italiennes de 1891 et 1894 ont révélé le danger.

Déclaration de sir E. Grey en 1895.

Sa réfutation au point de vue juridique.

L'Ethiopie redoute le voisinage imminent de l'Angleterre.

Elle est disposée à seconder l'action française destinée à faire échec à l'expansion britannique démesurée.

Raisons qui décident la France à cette action.

Ce qu'elle avait perdu par l'occupation anglaise de l'Egypte.

L'Angleterre contrecarre son action sur tous les poin's du globe.

Sa colonie de la côte des Somalis menacée.

L'expansion légitime de sa colonie de l'Afrique Occidentale entravée.

Elle va chercher au confluent du Sohat et du Nil la solution de la crise qu'elle traverse.

Le plan d'action conçu est assez vaste pour faire échec à la politique grandiose de l'Angleterre.

Ménelik collaborera d'autant plus volontiers qu'il cherche à recouvrer certaines provinces et sait l'Italie mal résignée à son échec.

L'Angleterre, de son côté, prend prétexte d'Adoua pour précipiter expédition de Dongola.

Choc imminent.

France imprévoyante est humiliée à Fachoda.

Ce que signifie Fachoda pour les intérêts français.

Part de responsabilité encourue par M. Lagarde dans ce désastre.

Thèses internationales soutenues au sujet de Fachoda. Etait-il res nullius ou sol égyptien ?

Fachoda renouvelle question d'Ethiopie.

La France occupa pendant longtemps en Ethiopie, aussi bien à Harrar qu'à Addis-Ababa, une situation prépondérante. Les relations les plus cordiales furent de bonne heure nouées entre les deux pays. L'on en trouve déjà la trace dans le traité politique et commercial passé entre le roi des Français, Louis-Philippe, et Sehli-Salassé, roi du Choa, grand-père de Ménelik. Cette attitude amicale de la France envers l'Ethiopie, et le bon renom de l'influence française dans ce pays, ne sont pas le produit artificiel des événements récents. Ce n'est pas la vue du champ de

bataille d'Adoua qui a dicté à la France des sentiments d'amitié tardive et intéressée. Le représentant officiel envoyé par notre pays à Addis-Ababa, auprès de Ménélik, à la fin de l'année 1896, avait seulement pour mission de faire revivre le passé et de continuer les rapports loyaux et empreints d'une confiance mutuelle qui existaient déjà dans le passé. Bien avant cette représentation officielle, surtout depuis que notre établissement de la mer Rouge nous a rendus les voisins de l'Éthiopie, nos compatriotes ont toujours reçu dans ce pays l'accueil le plus cordial. La France et l'Éthiopie n'avaient aucune raison de méfiance, étroitement unies qu'elles étaient, par la notion exacte des intérêts communs à sauvegarder. Elles étaient d'accord pour donner comme base intangible à leur politique, le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ce royaume africain. L'œuvre commune à entreprendre, et pour laquelle la collaboration de la France pourrait être précieuse, c'était la régénération économique du pays. Ce programme de politique prudente et réaliste, conforme au droit et à l'intérêt bien compris des deux pays, auquel s'était attachée l'initiative patriotique et hardie de bons Français, fut pendant longtemps considérée comme une quantité négligeable par la France officielle. L'on affecta en haut lieu, de ne voir dans cet état de choses qu'un phénomène d'ordre purement sentimental, qui n'appelait pas, d'une façon plus particulière, l'attention du gouvernement. L'on négligea de voir le

côté pratique de la question, ce qu'avaient de profond et de durable des sentiments jaillis spontanément des deux côtés par la connaissance exacte d'intérêts communs.

C'est à l'honneur du président Carnot d'avoir, le premier, exactement discerné le parti qui pouvait être tiré par la France de cette amitié et de s'être employé à rendre les rapports officiels plus étroits entre les deux pays. Ces intérêts communs aperçus plus tôt par notre gouvernement auraient pu changer le cours des choses et des complications, qui auraient pu être redoutables, auraient été ainsi épargnées à l'Ethiopie. Mais notre action extérieure est lente et timide. De là bien des échecs qui auraient pu être évités. Le président Carnot, en gage d'amitié pour l'Ethiopie et pour donner une preuve tangible de l'estime que la France éprouvait pour le négus Ménélik, avait tenu à lui conférer le grand cordon de la Légion d'honneur. Par crainte de blesser on ne sait quelles susceptibilités vraiment trop sensibles, ce ne fut pas un personnage officiel qui fut chargé de cette mission. On s'appliqua à diminuer sa signification, à lui enlever tout caractère de solennité, en chargeant un commerçant français M. Chefneux, de porter les insignes.

A cette époque, l'influence de la France était incontestablement prépondérante dans le pays. Le commerce était entièrement aux mains de nos nationaux. C'est grâce aux conseils désintéressés et éclairés de

Français, que Ménélik avait su s'attacher par les liens de la plus étroite amitié, qu'avait été pacifiquement dénouée la crise intérieure ouverte lors de l'avènement au trône du Négus. Avec le même appui, Ménélik avait ensuite travaillé à la consolidation de son œuvre, en inaugurant la politique destinée à ouvrir l'Ethiopie à la vie économique. Tous ces services rendus gratuitement à l'Ethiopie par nos compatriotes, tous ces faits à l'honneur du bon renom français en Ethiopie, n'étaient pas payés en retour d'ingratitude.

Le plus précieux témoignage de cette reconnaissance fut la concession à un de nos compatriotes, M. Chefneux, et à un protégé français de nationalité suisse, M. Ilg, d'un chemin de fer de Djibouti à Harar, Addis-Ahaba et le Nil blanc.

Mais les circonstances ne devaient pas permettre à la France et à l'Ethiopie unies, de poursuivre pacifiquement le but économique qui seul les attirait. L'Angleterre, par son intervention violente dans les affaires de l'Afrique orientale, avait une première fois interrompu l'œuvre féconde de développement économique et avait obligé l'Ethiopie à se porter en armes à la défense de son indépendance menacée par l'expansion italienne. L'Italie vaincue, l'instigatrice des violences demeurait plus redoutable que jamais. Tout ce qui conservait quelque indépendance dans la région, l'Ethiopie, la France et sa colonie de la mer Rouge, s'inquiétaient de cette action tous les jours plus en-

treprenante. L'Ethiopie et la France, déjà unies par leurs intérêts économiques, devaient également se rapprocher dans un but politique. Leur alliance était commandée par le souci de leur défense. Elle constituait le contre-poids indispensable destiné à contrebalancer la coalition anglo-italienne, qui prétendait régler, en dehors d'elles et sans tenir compte de leurs droits et de leurs intérêts, le sort de toute l'Afrique orientale. La solidarité des intérêts politiques de la France et de l'Ethiopie s'était affirmée de la façon la plus éclatante, lorsque les conventions passées entre l'Angleterre et l'Italie avaient à la fois méconnu et foulé aux pieds les intérêts les plus considérables des deux pays. Le danger, un moment écarté par la défaite italienne d'Adoua, l'Angleterre n'en continuait pas moins, par la force acquise, à s'inspirer des mêmes sentiments à l'égard des deux pays, pour l'exécution de ses grands desseins. L'Ethiopie était intéressée à plus d'un titre à entraver dans la mesure du possible l'œuvre menaçante de l'Angleterre. Si les nécessités de cette politique lui avaient échappé à l'origine, le rôle joué par l'Angleterre pendant ses démêlés avec l'Italie, était bien propre à lui ouvrir les yeux. Elle savait maintenant ce que pesait dans les conseils de l'Angleterre cette indépendance à laquelle elle était si attachée, livrée sans scrupules par la diplomatie anglaise, comme prix de services qu'elle croyait devoir payer à l'Italie. La perspective de voir à brève échéance, si l'action anglaise trouvait le

champ libre devant elle, s'installer tout le long d'une immense frontière, une grande puissance dont elle avait pu apprécier l'âpre politique de domination et l'absence de scrupules, n'était point faite pour rassurer.

L'Ethiopie était donc naturellement amenée, dans le but légitime de sauvegarder ses intérêts les plus chers, à prendre parti dans le grave problème d'équilibre africain, menaçant toutes les nations libres en Afrique, soulevé par l'action anglaise dans la vallée du Nil. Et c'est surtout en tant que facteur éventuel important dans les destinées qui se préparaient à toute la région orientale de l'Afrique que l'Ethiopie fut surtout populaire en France. Sa récente victoire d'Adoua était d'un bon présage. Elle avait révélé sa force au Monde et fait naître en France, les plus grands espoirs pour l'avenir. L'intérêt de la France à s'opposer à l'état de choses nouveau que l'Angleterre était bien près de faire prévaloir dans la région, se passe de démonstration.

L'élimination progressive de la France de la vallée du Nil, était la fin lamentable de tout un siècle d'histoire glorieuse. Pendant longtemps, la France avait pris une part prépondérante dans tous les faits importants de la vie nationale égyptienne. C'est à l'action bienfaisante de son génie national qu'était due sa résurrection, après un long sommeil de plusieurs siècles. Nos hommes d'action l'avaient conquise par leur audace. L'apparition de Bonaparte sur son sol

est restée comme une légende héroïque. D'autres Français, parmi les noms les plus glorieux, les plus aimés de notre histoire, y ont dépensé sans compter le meilleur de leur activité, et semé sur son sol les germes rapides et féconds de la civilisation occidentale.

L'intervention tardive de l'Angleterre dans ce pays, sous la forme du bombardement subit d'Alexandrie, suivi de débarquement de troupes, a renversé en un jour toutes les espérances qu'avaient fait légitimement concevoir notre patiente et pacifique conquête.

Quelles que fussent alors les embarras et les difficultés de notre situation internationale, quelle que fût l'éclipse qu'aient subie alors, l'activité et l'énergie françaises, l'on comprend sans peine l'émotion créée par ce renversement inouï des rôles. Comment la France aurait-elle pu se résigner facilement à voir recueillir par d'autres ce qu'elle-même avait depuis si longtemps semé !

L'Angleterre, d'ailleurs, n'était point satisfaite de nous avoir frustrés, par un coup de force, de si magnifiques espérances. Elle prétendait s'opposer à l'activité française sur tous les points à la fois de l'Afrique. Il ne lui était point permis, de trouver dans d'autres combinaisons l'oubli de cet échec. D'avance, l'Angleterre avait réservé, à son exclusive domination, les larges et riches territoires s'étendant du Cap au Caire. Il nous était interdit de faire un rêve plus modeste d'expansion pour notre colonie de l'Afrique

occidentale. Le droit des gens nous était impudemment opposé, par la puissance qui avait tout fait au monde pour le discréditer. La route nous était barrée de tous les côtés à la fois par l'ambition anglaise. Sur tous les points du monde et en Europe même, l'Angleterre nous poursuivait d'une haine sans merci. Il n'est pas jusqu'à notre modeste établissement sur la mer Rouge, qui n'ait porté ombrage à l'Angleterre et qu'elle ne se soit efforcée de ruiner au profit de sa propre colonie de Zeïla.

En présence d'une situation aussi intolérable, la France eut un mouvement de révolte et voulut, une fois pour toutes, mettre un terme à cette politique d'étouffement. Lasse des protestations de pure forme adressées à l'Angleterre, elle alla chercher au confluent du Sobat et du Nil la solution de la crise qu'elle traversait, et comprit qu'il fallait frapper au point faible et sensible : l'Egypte. Pour le triomphe de nos intérêts et pour celui du droit, il fallait nous entourer de toutes les précautions nécessaires en vue du grand rôle que nous nous étions assigné.

Qu'avons-nous fait ?

Si la conception était forte et juste, l'exécution fut lamentable. La collaboration manquée entre la France et l'Ethiopie aboutit au désastre de Fachoda.

Malgré l'obscurité dont on a essayé d'envelopper la genèse de cette action, le but qu'elle était destinée à atteindre s'est maintenant nettement dégagé.

C'était bien un plan de grande politique interna-

tionale à remplir, qui avait occasionné l'envoi des différentes missions sur le Haut-Nil.

L'ampleur même de la politique de la Grande-Bretagne avait inspiré à des Français un plan d'action non moins vaste, destiné à la contrecarrer.

On recherchait une occasion de discuter toute la position nouvellement prise par la Grande-Bretagne en Afrique orientale. La France ne pouvait ignorer qu'en agissant de la sorte, elle allait se heurter à l'opposition la plus vive de la part de l'Angleterre.

Lors de la discussion provoquée à la Chambre des communes par la rumeur des préparatifs français, en vue de prendre position sur le Haut-Nil, Sir Edward Grey, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, avait fait une déclaration fameuse, critiquable en droit, mais qui ne laissait aucun doute sur les intentions anglaises : « Les arrangements que nous avons conclus, avait-il dit, en 1890 avec l'Allemagne et en 1891 avec l'Italie, pour obtenir de ces deux grands pays la reconnaissance de la sphère d'influence britannique, ne sont ignorés de personne depuis cinq ans, et bien qu'ils ne soient reconnus que par les deux puissances contractantes, ils sont cependant bien connus des autres puissances, qui, depuis cinq ans ne les ont pas contestés. J'arrive à la question de nos revendications en ce qui concerne l'Égypte. L'Angleterre occupe une situation spéciale de tuteur à l'égard de la défense des intérêts de l'Égypte. Les revendications de l'Égypte ont été non seulement admi-

ses par nous, mais admises aussi et hautement affirmées par le Gouvernement français. J'ai dit l'autre jour que, par suite des revendications de l'Egypte, la sphère d'influence britannique couvre tout le cours du Nil. Cette manière de voir découle logiquement des événements de ces dernières années et notamment de ceux qui sont parvenus à la connaissance du Monde entier depuis deux ans... Nous n'avons aucune raison de penser qu'une expédition française ait reçu des instructions pour atteindre la vallée du Nil, parce que la marche en avant d'une expédition française, munie d'instructions secrètes et se dirigeant de l'Afrique occidentale vers un territoire sur lequel nos droits sont connus depuis si longtemps, ne serait pas simplement un acte inconséquent et inattendu ; le gouvernement français doit savoir parfaitement bien que ce serait un acte inamical et qu'il serait considéré comme tel par l'Angleterre. »

Il était impossible de ne pas apercevoir, dans ce langage, l'expression d'une volonté nettement résolue à aller de l'avant, sans se préoccuper d'appuyer son action sur des raisons de droit. La France ne comprit pas le sens de cet avertissement et ne fit rien pour se trouver prête à soutenir, par la force, les arguments de droit qu'il était facile à sa diplomatie de fournir à l'encontre de la thèse anglaise. La Grande-Bretagne pouvait, à bon droit, opposer à l'Allemagne, à l'Italie ou à l'Etat indépendant, des contrats sur lesquels ces puissances avaient apposé leurs si-

gnatures. La France, dans l'espèce, était un tiers. Vouloir l'obliger à exécuter un engagement qu'elle n'avait jamais contracté était un droit, une prétention aussi irrationnelle qu'injustifiée. Par la Convention du 1^{er} juillet 1890, l'Allemagne avait considéré les régions du Haut-Nil comme faisant partie de la sphère d'influence anglaise. N'ayant aucun droit de souveraineté sur ces territoires, elle n'avait aucun droit sur les régions du Haut-Nil qui fût opposable aux tiers. Tel est le sentiment bien net d'un des plus éminents jurisconsultes anglais, M. John Westlake : « Les sphères d'influence, dit-il, ne sont pas une institution du droit international. Le titre international de l'Angleterre à exclure du Haut-Nil une tierce puissance, ne pouvait tirer aucune force de l'accord conclu entre l'Angleterre et l'Allemagne. » Sir Edward Grey le proclamait lui-même, basant son argumentation, non sur la reconnaissance de la Convention anglo-allemande et de ses filiales, mais sur leur connaissance. Mais c'est là une règle de droit international de circonstance, dont l'Angleterre cherchait à tirer parti contre ses rivaux, alors qu'elle aurait été la première à en faire ressortir l'injustice, si, dans des circonstances analogues, elle lui avait été opposée. En admettant qu'il eût été conforme au droit de raisonner de la sorte, il ne pouvait y avoir de cessions de territoires sans le consentement de leur maître, le Sultan. L'Angleterre, par ailleurs, n'ayant jamais occupé ces régions litigieuses ne pouvait invo-

quer la prescription, en admettant que les relations internationales puissent la reconnaître. C'était donc de pures prétentions politiques qui se faisaient jour dans la déclaration de sir E. Grey. Il appartenait à notre Gouvernement de méditer ces paroles, pour se convaincre de la nécessité d'une action sérieuse et de l'utilité de profiter des circonstances favorables qui portaient l'Ethiopie à désirer collaborer avec nous pour s'opposer aux projets anglais. Ménélik avait donné sa pleine approbation à cette action et s'était engagé à y collaborer. Outre le souci de défendre son indépendance contre les empiètements éventuels de l'Angleterre, des motifs d'un autre ordre l'y poussaient.

En se fondant sur les traditions, Ménélik revendiquait la suzeraineté des territoires s'étendant, au nord, jusqu'à la Nubie ; au sud, jusqu'à Mombassa ; à l'ouest, jusqu'au Nil Blanc.

L'histoire abyssine rapporte qu'un empereur éthiopien, ayant appris que le patriarche copte d'Alexandrie avait été molesté par un soudan égyptien, envoya une armée jusqu'à Assouan et ne se retira que sur la demande du patriarche lui-même remis en liberté. Une île qui se trouve à la jonction du Sobat avec le Nil porte encore en arabe le nom de Djesiret-el-Habech, l'île des Abyssins.

L'Ethiopie savait, en outre, l'Italie mal résignée à voir à jamais évanoui son rêve de domination éthiopienne, et la blessure causée à son amour-propre par

le retentissement de sa défaite africaine, mal guérie. Elle épiait jalousement les moindres changements survenus à l'horizon politique, et attendait l'occasion favorable de prendre sa revanche. Une commission avait été nommée en 1898 pour délimiter la frontière entre l'Italie et l'Ethiopie. Et comme le Ras Mangacha était en pleine révolte, l'Italie faisait traîner l'opération de délimitation en longueur et tirait prétexte de la maladie plutôt diplomatique de son commissaire. Habileté déployée en pure perte car Mangacha ne tarda pas, d'ailleurs à se soumettre, mais dont le but n'échappa pas à Ménélik, qui se tint, dès lors, sur ses gardes. Il pouvait, à juste titre, considérer l'expédition de Dongola, comme la contre-partie de la défaite italienne d'Adoua, puisque l'Angleterre invoquait ouvertement cette raison pour justifier la hâte soudaine apportée dans les préparatifs d'une expédition. Cela devait paraître d'autant plus vraisemblable, que l'on ne pouvait ignorer que l'Angleterre avait suscité et favorisé l'attentat de l'Italie contre l'indépendance éthiopienne.

Il importait de faire connaître loyalement tous les mobiles qui réunissaient la France et l'Ethiopie dans l'action commune, qui vint échouer lamentablement dans les marécages de Fachoda. Cela est nécessaire pour comprendre toute l'étendue de la défaite subie ensuite par la France et l'Ethiopie.

L'Angleterre, de son côté, ressentit très vivement l'échec infligé par l'Ethiopie aux armes italiennes.

C'est qu'elle prévoyait un danger possible pour l'œuvre qu'elle se proposait au Soudan dans une nation éthiopienne indépendante. Elle savait également combien la France était intéressée à profiter des dispositions amicales de Ménélik. Aussi, à peine la défaite d'Adoua fut-elle connue, que l'expédition de Dongola, décidée longtemps à l'avance, était précipitée et menée vigoureusement de façon à prévenir la collaboration redoutée.

L'Angleterre se montrait d'autant plus impatiente qu'elle ne voulait pas perdre le bénéfice des arrangements difficilement conclus avec l'Allemagne et l'Etat indépendant, sur d'autres points du Soudan. Par la porte encore ouverte sur le Soudan à l'est et au sud-ouest la France et l'Ethiopie pouvaient ruiner l'œuvre anglaise. Il fallait se hâter.

Hélas ! le nom de Fachoda éveille encore toutes les espérances et toutes les craintes qu'avait fait naître, à un moment, l'initiative patriotique et courageuse de bons Français. En pure perte devaient être dépensés les efforts héroïques de Marchand et de ses compagnons. La France, qui avait fait l'effort de vouloir, avait reculé devant les conséquences d'une action énergique. Par suite de circonstances malheureuses, l'Ethiopie, sur laquelle nous avions tant compté, ne put nous être d'aucun secours. Trente mille hommes avaient été envoyés par Ménélik sous le dedjaz Tessania, pour prendre la rive droite du Nil Blanc.

A cette expédition devait se rattacher celle qui, sous la conduite de M. Bonchamp et du capitaine Clochette, devait aller au-devant de la mission partie de l'Oubanghi sous les ordres du capitaine Marchand et dont la destination était Fachoda sur la rive gauche du Nil Blanc.

Les deux missions devaient s'y rencontrer. Comme nous l'avons vu, elles faisaient partie d'un plan d'ensemble ayant pour double objectif : d'une part la restitution à l'Ethiopie de ses anciennes frontières ; d'autre part la prise de possession par la France d'un port de la plus haute importance sur le Haut-Nil. La mission Bonchamp, qui devait préparer le terrain, a échoué.

Bonchamp, dans une lettre rendue publique, s'est plaint de Lagarde.

Qu'était-ce que ce personnage et quel fut son rôle dans cette affaire ?

L'attitude de M. Lagarde reste obscure et est très discutée. Nommé ministre plénipotentiaire à Addis-Ababa en 1896, alors que la France désirait avoir un représentant officiel dans ce pays, il semble, on ne sait trop pour quels motifs, n'avoir pas très bien compris et servi la politique qui s'imposait à la France. Alors que l'opinion publique, dans notre pays, se montrait sympathique à l'Ethiopie, pendant le cours des événements de la guerre érythro-abyssine, Lagarde, d'après la *Correspondanza Verde*, indiquait au général italien les forces dont disposait le Négus et

les mouvements de ses troupes. Plus tard, en substituant son initiative à celle de Bonvalot et de Bonchamp, pour des raisons personnelles restées obscures, il semble avoir fait échouer les projets de collaboration franco-abyssine à Fachoda. Nous ne céderons pas au penchant propre aux Français de chercher, à tout prix, à faire retomber sur des individualités le poids des responsabilités qui incombent la plupart du temps à tout le monde. Mais il est certain que si les accusations portées contre Lagarde sont vraies, ce que nous ignorons, il est responsable en partie de l'échec désastreux subi par notre pays à Fachoda.

La portée de l'échec que la France a subi à Fachoda a été vivement mis en relief par le général Baratieri, qui décrit en ces termes l'admirable position de Fachoda : « Le territoire de Fachoda est la clef du bassin supérieur du Nil. Fachoda se trouve en avant du confluent du Sobat, qui vient de l'Abyssinie et du Nil Blanc ; il se trouve aussi en aval des nombreux fleuves et torrents qui vont former le fleuve des Gazelles et le Bahr el Arab, lesquels sont tous deux affluents du Nil Blanc. Vers Fachoda convergent les voies de communication des anciennes provinces équatoriales égyptiennes, non moins que de la dépendance abyssine de Kaffa, avec Khartoum et le Soudan, et en ce sens Fachoda constitue un point géographique et stratégique de grande importance, parce qu'il ouvre la voie à qui possède le Soudan,

pour l'expansion vers les lacs équatoriaux et vers les plus fertiles territoires.

» De plus, la puissance européenne qui tient dans ses mains Fachoda, et par suite les communications de ce point avec l'Abyssinie, doit nécessairement exercer une influence prépondérante dans la solution de la question abyssine. Cette influence serait d'autant plus grande si cette puissance était la France, laquelle, outre ses immenses ressources, possède encore sur ce rivage de l'Afrique orientale, la colonie d'Obock, avec deux ou trois ports sur le golfe d'Aden : colonie qui, du côté qui regarde Fachoda et presque sur le même parallèle, s'avance indéfiniment au cœur de l'Abyssinie.

» De la sorte, les Français non seulement auraient coupé la route aux Anglais, les réduisant à la suzeraineté sur le Sennaar et Khartoum, mais encore ils auraient eu probablement une part essentielle à la solution de la question abyssine, qui doit être particulièrement à cœur au peuple qui possède le Soudan. »

Quoi qu'il en soit, la France a été frustrée de ces belles promesses. Les arguments juridiques produits, de part et d'autre, au sujet de Fachoda, l'étaient sans conviction. La situation était nettement posée par l'Angleterre. Il fallait céder ou se battre. Les négociations qui s'ouvrirent pour régler cet incident dénotent des deux côtés le plus grand désarroi, la plus entière incohérence juridique. Tour à tour l'An-

gleterre revendique les territoires du Haut-Nil pour son propre compte, en vertu du droit de conquête ; pour le compte de l'Egypte, en vertu des droits du khédive ; pour son propre compte et pour celui de l'Egypte en vertu des mêmes droits combinés.

D'après la première thèse soutenue par l'Angleterre, les territoires du Haut-Nil, par suite de l'évacuation du Soudan par l'Egypte, étaient devenus *res nullius*, et la Convention du 1^{er} juillet 1890 avec l'Allemagne, celle de 1891 avec l'Italie, celle de 1894 avec l'Etat indépendant du Congo les avaient placés dans la sphère d'influence anglaise.

Mais dans ce cas la France pouvait, au même titre que l'Angleterre, occuper le Soudan, ces trois Conventions étant pour elle *res inter alios acta*, comme nous l'avons démontré pour la Convention anglo-allemande lorsque nous avons discuté la déclaration de 1895 de sir E. Grey, et par les conventions anglo-italiennes lorsque nous avons fait l'historique de l'expansion italienne en Afrique orientale. Quant à la Convention anglo-congolaise, la France avait non seulement protesté contre la violation qu'elle impliquait de nos droits, mais avait obtenu l'abrogation de ses clauses essentielles par une Convention ultérieure.

La seconde thèse, invoquée par l'Angleterre, est en contradiction absolue avec la précédente. Elle consiste dans la revendication des droits exclusifs de l'Egypte sur les territoires du Haut-Nil. Il est diffi-

cile de rien objecter contre cette thèse, qui est conforme à la réalité prise en elle-même. Mais il est étonnant de la voir invoquée par la puissance, qui jusqu'en 1895 avait montré par ses paroles et par ses actes qu'elle tenait le Soudan pour *res nullius*.

Quelles déductions d'ailleurs, en faveur de son action, pourrait-on en tirer pour l'Angleterre, qui n'a reçu aucun mandat ni des puissances, ni du sultan, ni du khédive pour protéger l'Égypte.

Quant à la troisième thèse qui consiste à soutenir que le Soudan est territoire britannique, par droit de conquête, et qu'il est en même temps territoire égyptien par droit de propriété, il n'est pas nécessaire d'insister pour montrer que le droit international ne peut s'accommoder de pareilles contradictions.

La diplomatie française, entraînée par les variations juridiques de l'Angleterre, ne sut pas se cantonner sur le terrain du droit qu'elle avait depuis longtemps choisi et qui était conforme à la réalité : celui de l'intégrité de l'empire ottoman. Elle suivit l'Angleterre dans ses errements et soutint tantôt que le Soudan était *res nullius* et tantôt que la souveraineté de l'Égypte sur la région n'était pas incompatible avec sa propre action. De ces contradictions et de ces incertitudes, son argumentation sortit affaiblie. Il n'était pas douteux pourtant que le Soudan appartint à l'Égypte et, qu'à ce titre, il fut sous la souveraineté du sultan. Le fait de l'évacuation du Soudan imposée par l'Angleterre à l'Égypte dans les

circonstances qu'on sait ne pouvait changer cet état de choses. Le sultan ne cessa de protester contre ce qu'il considérait, à juste titre, comme une violation de l'intégrité de son Empire garantie par les puissances.

D'ailleurs toutes ces négociations juridiques étaient de pure forme. L'Angleterre était résolue à ne pas se laisser convaincre. La question ne pouvait se trancher que par la force. La France recula devant l'aléa d'une pareille éventualité et céda la place à l'Angleterre triomphante.

CHAPITRE VI

ROLE DU CHEMIN DE FER DANS LA PÉNÉTRATION DITE PACIFIQUE DE CERTAINS PAYS

Sommaire. — Après l'absorption des peuples à demi-barbares, l'activité coloniale des puissances se tourne vers les autres pays.

L'Ethiopie, « pays neuf », devait faire naître des convoitises.

Vis-à-vis de ces peuples capables d'opposer à la force plus de résistance, les procédés de conquête deviennent plus souples.

On use de la pénétration dite pacifique.

Le rôle principal est dévolu au chemin de fer.

La tâche dévolue à la voie ferrée par Conférence de Berlin n'a plus d'emploi. Elle est élargie.

Pensées politiques peuvent aisément se dissimuler derrière secours intéressés accordés à pays neufs.

Voie ferrée permet d'assurer droit de suite sur territoires au moment de dislocation.

Le rôle politique du chemin de fer s'exerce à l'extérieur contre les autres puissances et à l'intérieur sur les indigènes.

Il les prépare à l'incorporation politique définitive.

Procédés employés pour faire accepter à un Etat chemin de fer fatal à son indépendance.

Interposition de sociétés privées.

Convention directe avec clauses limitatives de souveraineté.

Politique d'investissement économique, dans le but d'accaparer l'Ethiopie et nuisible à intérêts de la France, pratiquée par l'Angleterre dans ce pays.

Danger de cette politique vient de son apparence désintéressée.

Les exemples abondent de cette façon de procéder pour acquérir la souveraineté dans les pays faibles.

L'Ethiopie n'a pas échappé aux tentatives d'investissement de ce genre.

A mesure que le vaste champ d'action où pouvait se mouvoir à l'aise l'activité débordante des puissances en Afrique se rétrécissait, les compétitions devenaient plus âpres. La paix internationale, plus d'une fois, a failli être troublée. Ce n'était plus seulement, comme à l'origine, des peuples à demi barbares qu'il s'agissait de conquérir. Avant même d'accomplir vis-à-vis d'eux la tâche qui avait servi de prétexte à l'intervention européenne, l'on songeait à de nouveaux agrandissements, l'on rêvait de nouvelles conquêtes. Il importait de se hâter dans cette course effrénée de domination, de peur d'arriver trop tard et de trouver la place prise. L'Afrique tout entière, sans distinction, apparut comme indigne de se gouverner elle-même. L'on rêva son intégrale expropriation. Les peuples plus organisés, plus avancés dans la civilisation, ne semblèrent pas plus respectables que les autres. Mais comme leur situation les rendait plus forts, plus susceptibles de s'opposer par eux-mêmes, aux tentatives de domination qu'on préparait contre eux, les procédés à leur égard changèrent. Là où la force avait échoué, là où la conquête avait demandé un trop grand effort militaire ou pécuniaire, la ruse réussirait peut-être. Les moyens d'investissement se multiplièrent, devinrent plus souples. La pensée politique se dissimula soigneusement sous des dehors économiques, sous une apparence de désintéressement. La politique de pénétration dite pacifique, parce que le plus souvent la violence exercée

est plus cachée, plus sournoise, fit alors son apparition. En peu de temps, elle atteignit un degré de perfectionnement inouï.

Le rôle principal, dans la nouvelle méthode de conquête, est dévolu au chemin de fer. L'importance de la voie ferrée, en politique coloniale, est de premier ordre. Son rôle s'est considérablement élargi. Sa tâche n'est pas seulement celle que lui avait dévolue la Conférence de Berlin. Le chemin de fer n'avait été alors envisagé qu'au point de vue des territoires considérés, avec plus ou moins de raison, comme *res nullius*. Sur ces territoires ainsi réputés vacants par les chancelleries, la construction d'un chemin de fer constituait une preuve de l'activité économique de ses constructeurs, et leur présence sur les territoires où il passe peut être considérée comme un titre de domination politique et conférer de la sorte un droit de souveraineté.

Les applications de cette théorie deviennent de plus en plus rares pour la bonne raison qu'il n'existe pour ainsi dire plus de territoires *res nullius*. L'Afrique, qui était le seul continent où le caractère primitif de l'organisation politique et sociale permit cette fiction de la *res nullius*, a été, depuis 1885, morcelée entre les Etats européens. La longue série des conventions internationales africaines a donné un maître à tous les territoires, même les plus reculés. Le rôle politique des chemins de fer sur les territoires réputés vacants est donc du domaine de l'histoire. Il n'en est

pas de même non seulement en Afrique, mais aussi en Asie, lorsqu'il s'agit de territoires possédés par des Etats organisés, mais assez faibles pour qu'on en espère la disparition ou le morcellement dans un avenir plus ou moins lointain. Et quel est l'Etat assez solide en Afrique pour que les puissances ne soient portées à le considérer comme un héritage dont il faut se tenir prêts à recueillir la succession. Et l'on sait par quelles manœuvres l'on peut hâter l'heure de cette succession.

Les tendances d'impérialisme économique des grandes nations colonisatrices assurent, pour le moment du moins, un avenir magnifique à la pénétration pacifique de pareils territoires.

Il faut donc toujours craindre que les secours intéressés apportés à de pareils Etats pour contribuer à leur développement économique, sous la forme de construction de chemins de fer, ne cachent des arrière-pensées d'entreprise politique et intéressée. Et c'est seulement dans les circonstances particulières qui entourent chacune de ces constructions qu'il est possible de démêler les intentions des constructeurs et des Gouvernements qu'ils représentent plus ou moins officiellement.

C'est que la voie ferrée sur des territoires autonomes, mais possédés par des Etats plus ou moins faibles, peut permettre aux constructeurs étrangers et à l'Etat dont ils sont les agents d'affermir un véritable droit de suite lors de la destruction ou du morcelle-

ment de ces Etats. Et il est à craindre qu'en vue de bénéficier d'une pareille éventualité les nations intéressées n'aident de toute leur force à cette dislocation en suscitant des troubles favorables à une intervention.

La construction d'un chemin de fer en politique coloniale peut être entreprise pour permettre ou faciliter la conquête militaire des territoires qu'il traverse ou auxquels il aboutit. Ces chemins de fer sont dits stratégiques ou de police. D'une manière générale, la voie ferrée peut servir un double but possible, très souvent combiné. Son rôle est à la fois politique et économique.

Au point de vue économique, la voie ferrée est le plus puissant instrument de développement pour un pays. Sur les territoires qu'elle traverse, la vie industrielle et commerciale apparaît là où elle n'existait pas encore et reçoit une impulsion nouvelle si elle avait déjà commencé. La production ne peut être véritablement active qu'à la condition que le marché auquel elle est destinée soit étendu. Et c'est le rôle du chemin de fer de mettre en communication entre elles des contrées auparavant sans relation d'échange et de réveiller par là l'initiative des industriels et des commerçants. Ce coup de fouet donné au trafic et se traduisant par une plus grande prospérité pour tout le pays permet au Trésor de se créer des ressources et de subvenir par là aux institutions et aux œuvres qui constituent un pays civilisé.

Les « pays neufs » ne peuvent espérer participer à la vie économique moderne et en recueillir les avantages, sans se préoccuper, avant toutes choses, de s'assurer un bon réseau de chemin de fer. Mais ils ne peuvent généralement pas, faute de ressources et d'hommes compétents, entreprendre eux-mêmes cette œuvre si importante. Il se voit dans l'obligation de recourir à des États économiquement plus avancés. Il est toujours à craindre que ces derniers ne mettent à profit cette intervention économique et ne prêtent leurs capitaux et leurs ingénieurs que dans le but intéressé de soumettre le pays, qui a fait appel à leur concours, à leur entière domination.

Le chemin de fer, instrument de régénération économique, se prête également à l'accomplissement des desseins politiques les plus radicaux.

Il ne faudrait pas concevoir le rôle politique des chemins de fer comme s'exerçant seulement à l'extérieur, à l'encontre de toute puissance autre que celle des constructeurs et susceptible de revendiquer, elle aussi, une situation prépondérante sur les territoires traversés par le rail. L'influence politique de la voie ferrée sur les indigènes est considérable. Même, si, de fait ou en droit, en vertu des concessions faites lors de la construction de la ligne, les constructeurs ne détiennent pas une partie ou la totalité des droits de souveraineté dans la zone d'attraction du chemin de fer, le contact plus intime qui s'établit entre eux et les indigènes prépare ceux-ci à

l'incorporation politique définitive. La communauté d'intérêts et de besoins qui ne tarde pas à s'établir, le sentiment de solidarité économique et sociale qui se manifeste, détachent petit à petit l'indigène de ses anciens gouvernants ou lui fait accepter sans amertume excessive une domination qu'il eût réprouvée autrefois par tous les moyens en son pouvoir.

Il est surtout intéressant d'étudier les procédés employés pour faire accepter par un Etat plus faible la construction d'un chemin de fer qui sera fatale à son indépendance ou à ses droits sur les colonies.

Si le pays à la désorganisation duquel on travaille est encore assez fort par lui-même ou par les sympathies qu'il inspire pour refuser directement toute concession contenant des clauses contraires à son droit de souveraineté, on procède par interposition de Sociétés privées qui avanceront les capitaux nécessaires à la construction de la voie, moyennant des garanties spéciales dont les concessions de terre avec privilèges de mise en valeur sont les meilleurs pour atteindre le but visé. Si, au contraire, l'Etat qu'on veut accaparer, en totalité ou en partie, est trop faible pour refuser de signer une convention comportant des clauses limitatives de son droit de souveraineté, la puissance qui cherche à s'étendre traitera directement avec lui et l'instrument diplomatique intervenu reconnaîtra à l'Etat étranger, outre le droit de concéder la ligne de chemin de fer, soit un droit de police, soit le droit exclusif pour ses nationaux

aux concessions de tous ordres sur les territoires placés dans la zone d'attraction de la voie.

Cette politique de pénétration pacifique, qui consiste pour une puissance à dissimuler la pensée politique derrière des œuvres à caractère économique, dans un pays indépendant, qu'elle se propose de soumettre à sa domination, a été pratiquée par l'Angleterre à l'encontre de l'Ethiopie et de la colonie française des Somalis.

L'Ethiopie a été entourée d'un réseau dissimulé d'influence britannique qui lentement a enveloppé tout le pays.

Si le Gouvernement français n'avait fini par apercevoir ce travail souterrain et nuisible aux intérêts de la France et décidé d'y porter remède, c'en était fait de l'indépendance éthiopienne.

Le danger de cette politique pour le pays qui en est l'objet se trouve dans son apparence légale. Le pays peut facilement se laisser prendre au mirage de prospérité matérielle qui semble devoir d'abord découler d'une pareille action. S'il n'est pas vigilant, s'il ne surveille pas avec un soin jaloux tous les détails de cette activité, s'il ne sait pas discerner dans l'œuvre, en apparence bienfaisante, le germe de mort qu'elle contient pour son indépendance, il devra payer de sa liberté les avantages qui lui semblaient prodigués si avantageusement. S'il veut rester indépendant, un pareil pays doit faire application de la maxime latine :

Timeo Danaos et dona ferentes.

Mais, dans la pratique, il n'est pas rare de voir des pays faibles solliciter, de la part des puissances, des secours économiques que celles-ci n'accordent pas sans l'espérance des plus sérieuses compensations. L'Ethiopie n'est pas le seul exemple des tentatives de domination politique à l'aide des chemins de fer. On pourrait multiplier les exemples.

Les convoitises de l'Angleterre et de l'Allemagne sur les colonies africaines du Portugal sont connues. Dans cette course au pillage la Grande-Bretagne s'est assurée une grande avance grâce à l'habileté avec laquelle elle a usé de la méthode de la pénétration pacifique par les chemins de fer. Des sujets britanniques construisent avec leurs propres capitaux dès voies ferrées dans tout le Sud-Afrique portugais. Le gouvernement de Lisbonne, en retour, leur concède, dans la zone traversée par les nouvelles lignes, des privilèges tellement exorbitants qu'en fait la Grande-Bretagne retire ou retirera de ces territoires tous les bénéfices et que le Portugal y voit décroître tous les jours son autorité.

Il n'y a pas que l'Afrique avec les colonies portugaises qui ait vu prospérer la méthode de pénétration pacifique par l'interposition de sociétés privées concessionnaires de chemins de fer ; le continent asiatique avec l'empire chinois a été le pays d'élection du système de pénétration par les concessions de chemins de fer imposées par traités diplomatiques. Après la revision du traité sino-japonais de Simono-

saki, on crut à la désorganisation prochaine du Céleste Empire et chacun prit ses précautions pour s'en assurer la plus grosse part compatible avec ses appétits et ses facultés d'assimilation.

En même temps que les puissances imposaient à la Chine la cession à bail renouvelable de ses meilleures baies et l'engagement de réserver à leurs nationaux ou ressortissants respectifs les concessions de travaux publics et de mines dans certaines provinces, elles se faisaient reconnaître le droit de concéder les lignes de chemins de fer à construire sur toutes les grandes voies commerciales ou stratégiques de l'empire. La liste de ces concessions, arrachées par pression diplomatique, s'allonge indéfiniment. Pour les lignes les plus importantes, la lutte entre les puissances fut particulièrement vive, et le Gouvernement chinois essaya quelquefois de tirer parti de ces rivalités pour ne rien concéder. Mais les puissances préférèrent s'entendre entre elles pour délimiter leur influence respective. La convention anglo-russe des 16-28 avril 1899, malgré une affirmation toute diplomatique et platonique des droits de souveraineté de l'empereur de Chine, constitue un véritable contrat de partage.

La Russie, en sa qualité de voisine plus particulièrement redoutée alors, se montra particulièrement insatiable. Elle s'arroe le droit d'exercer la police sur les territoires traversés par la voie. Le texte de la Convention spécifie que la Chine n'a rien à voir avec

les règlements et la construction du chemin de fer et que le contrôle entier en sera entre les mains de la Russie pour la durée de trente ans, période après laquelle on examinerait les possibilités de rachat.

La France se montra moins rapace, lors de la demande de concession du chemin de fer actuellement en construction de Lao-Key à Yunansen.

La Convention du 11 avril 1898 ne comporte point pour nous le droit de police expressément désigné comme dans la convention avec la Russie. Ce droit résulte pourtant implicitement de cet article du cahier des charges : « Le gouvernement général de l'Indo-Chine garantit le concessionnaire contre tous dommages-intérêts et matériels résultant de troubles, rébellions ou guerres au Yunnan. »

Ces exemples nous montrent le procédé de la pénétration pacifique portée à son plus haut degré de perfection. C'est à un système analogue d'investissement, sous une apparence d'œuvre économique, que nous allons voir l'Éthiopie exposée.

CHAPITRE VII

LA POLITIQUE FRANÇAISE ET LE CHEMIN DE FER DE DJIBOUTI (1894-1905)

Sommaire. — Après Fachoda la France semble donner carte blanche à l'Angleterre dans toute la région de l'Afrique Orientale. Cette attitude refroidit les sentiments amicaux de l'Ethiopie.

Les institutions de la France ne sont pas encore complètement adaptées aux nécessités de la politique extérieure.

Intérêts français en Ethiopie par rapport à la colonie française de la côte des Somalis.

Importance de Djibouti pour la France.

Ce que deviendrait ce port adossé à l'Ethiopie sous la domination étrangère ou complètement fermée à l'influence française.

La France possède, en Ethiopie, l'avantage de la frontière commerciale.

Concession en 1894 à MM. Chefneux et Ilg du chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa.

Les circonstances qui entourent cette concession montrent qu'il s'agira bien là d'une œuvre française.

Objections que soulève la forme d'entreprise privée quand il s'agit d'une voie ferrée aussi considérable.

L'œuvre française vouée aux difficultés par l'inaction du Gouvernement français.

Embarras pécuniaires de la Compagnie. Quels amis intéressés offrirent leur concours ?

But des agents politiques et financiers anglais.

L'intervention bien qu'incomplète du Gouvernement français en 1902 détourne momentanément le coup.

L'Angleterre et l'Italie, unies sur le terrain diplomatique, s'efforcent d'empêcher la construction du second tronçon.

Ménélik, mécontent de la France, entre autres raisons, à cause de la Convention de 1902 entre la France et la Compagnie française, prête une oreille favorable aux suggestions anglo-italiennes.

Campagne pour l'internationalisation du chemin de fer français.

Séance au Sénat du 17 avril 1905 : répudiation de l'internationalisation.

Ouverture de négociations en 1905 entre la France, l'Angleterre et l'Ethiopie.

Côté financier de la question.

Propositions diverses faites par le groupe anglais pour sauver la Compagnie, alors que la France est occupée au Maroc.

C'est faire œuvre stérile, en politique, que de rester hypnotisé devant des espérances évanouies, et sous prétexte de rester fidèle au passé, de piétiner sur place. Il ne sert de rien de toujours discuter le droit du voisin ou de dédaigner ses susceptibilités légitimes, si l'on n'est pas décidé en pratique à appuyer ces revendications par la force.

Certes, nul ne peut contester l'autorité suprême dont la France aurait joui en Ethiopie, avec les facilités d'expansion que lui offrait son établissement de la côte des Somalis, si l'échec de Fachoda ne nous avait réduits en Afrique orientale à notre part congrue. Mais, de malheureux événements ont produit des conséquences qu'il n'est plus en notre pouvoir d'enrayer. Il ne peut plus être question d'éliminer la Grande-Bretagne, installée au Soudan, de la solution de la question d'Ethiopie. Il fallait s'attendre, après l'avortement du plan français en Afrique orientale, à ce que l'Angleterre et l'Italie enflent leurs voix et fassent un effort sérieux pour tirer le plus

grand parti possible de la situation diminuée faite à la France.

Certes, le droit est imprescriptible. Il est toujours possible de discuter, au point de vue juridique, les actes de la politique anglaise. Mais, ce n'est pas le rôle des gouvernants de toujours examiner les questions au point de vue théorique, sans jamais se préoccuper d'action. C'est pourtant l'attitude qu'affecte trop particulièrement le Gouvernement français en politique extérieure. Ses déclarations s'inspirant, avec plus ou moins de bonheur, de considérations juridiques, se multiplient à la tribune de nos Chambres, pendant que nos rivaux, que ces manifestations oratoires n'alarment plus, continuent à empiéter sur nos droits, et à consolider et agrandir la situation qu'ils se sont faite à nos dépens.

Après l'échec de Fachoda, le Gouvernement français semble abandonner presque complètement la partie dans toute l'Afrique orientale, comme s'il n'y avait plus rien à défendre, au point de vue français, dans la région. Après bien des efforts mêlés d'incohérence, c'est bientôt la lassitude, puis l'inaction complète.

Cette attitude constituait d'abord une mauvaise action à l'égard de l'Ethiopie. A un moment critique, ce pays nous avait offert une aide qu'il dépendait seulement de nous de mieux utiliser. Et maintenant nous le livrions seul à la toute puissante Angleterre que notre échec de Fachoda avait fait sa voisine. L'Ethio-

pie ressentit tout le danger de ce redouté voisinage et dut se préparer à affronter la lutte avec l'énergie du désespoir. Mais quoi d'étonnant si, dès lors, l'auréole de loyauté et de force dont elle s'était plu à entourer la France, ait commencé à perdre à ses yeux de son éclat, tandis que les succès patients et continus de la politique anglaise aient produit sur elle une forte impression. L'alerte une fois passée, l'orage écarté de l'Ethiopie et allant se déchaîner sur une autre partie de l'Afrique, les sentiments nés de cette crise devaient subsister et se faire jour dans la politique ultérieure suivie par Ménélik.

Cette attitude découragée de la France devait éloigner d'elle les bonnes volontés et la priver des avantages que le souvenir d'une longue amitié lui aurait valus, en d'autres circonstances.

Quelle avait été la base solide sur laquelle s'était appuyée la politique française en Ethiopie et qui lui avait permis de former les grands desseins qui s'étaient agités autour de Fachoda ? C'était le fait de son voisinage avec ce pays, grâce à son établissement de la côte des Somalis. L'échec subi à Fachoda était une atteinte indirecte portée à nos intérêts acquis sur la côte de la mer Rouge. Mais une action vigoureuse pouvait encore, en partie, les préserver. Il était du devoir de notre Gouvernement de défendre ce qui nous restait d'influence dans la région : mais les institutions que la France s'est donnée semblent encore s'adapter mal aux nécessités de la politique extérieure.

Le pays n'est pas suffisamment renseigné sur l'importance de ses intérêts extérieurs.

Nulle part, en France, on n'aperçoit un élément susceptible de donner à notre politique extérieure et coloniale une impulsion ferme et continue. Bien souvent, c'est grâce aux intrigues de couloirs et aux querelles intestines qui déchirent les partis, que les hommes les plus divers arrivent au pouvoir. Ils n'ont ainsi qu'une compétence bien limitée pour résoudre tel problème de politique coloniale qui nécessiterait des connaissances toutes spéciales. A leur tour, ces ministres d'un jour se font représenter à l'extérieur par des agents à qui sont confiés, souvent à titre de récompense politique, la sauvegarde des intérêts vitaux du pays. En présence du rôle joué par M. Lagarde en Abyssinie, et du successeur qu'on lui prépare, on se demande si l'on a envisagé seulement de nommer le « right man in the right place », comme disent les Anglais.

Dans leur existence éphémère, sans cesse menacée, toujours à la merci du moindre incident soulevé par des questions de politique intérieure, les ministres n'ont ni temps, ni liberté d'esprit pour s'occuper des intérêts extérieurs du pays. Avec de pareilles mœurs parlementaires, toute action suivie en politique extérieure devient très difficile sinon impossible. L'Angleterre en avance sur notre pays au point de vue des institutions parlementaires les a davantage accommo-

dées à tous ses besoins, ce qui explique ses nombreux succès.

Après la faible lueur d'espoir qu'avait fait naître la conception énergique de l'action qui s'est dénouée si malheureusement à Fachoda, les choses de l'Afrique orientale n'intéressent plus en France. Nous avons alors laissé croire que nos relations politiques et commerciales avec l'Ethiopie étaient insignifiantes et qu'elles ne pouvaient avoir de répercussion sur notre politique générale. Et pourtant la France ne peut se désintéresser du sort que l'on prépare à l'Ethiopie sans s'exposer à se trouver atteinte dans ses intérêts les plus graves. L'avenir de sa colonie de la côte des Somalis dépend étroitement de la solution que recevra la question éthiopienne. Si l'influence française, battue en brèche par les menées anglaises et italiennes venait à disparaître de la région, ce serait la fin de l'indépendance éthiopienne et, par contre-coup, notre élimination à bref délai de la mer Rouge. Que deviendrait, en effet, notre colonie adossée à un pays sous la domination étrangère ? Ce serait incontestablement sa ruine matérielle actuelle et son avenir irrémédiablement compromis. Si le port de Djibouti ne peut être un centre commercial actif et comme la porte toujours ouverte sur l'Ethiopie, il est nécessairement voué, par sa position entre la mer et le désert, à une vie précaire, artificiellement maintenue par les subsides de la Métropole.

Or Djibouti représente pour la France un point

stratégique dont l'importance ne saurait être mécon nue sans danger. Cette position sur la mer Rouge intéresse, au plus haut point la sécurité de nos colonies d'Orient et d'Extrême-Orient, de l'Indo-Chine, de Madagascar et de la Réunion. C'est un point de relâche et de ravitaillement indispensable pour notre flotte. On peut prévoir le jour où la construction d'un bassin de radoub, l'installation d'un outillage de réparation seront déclarés urgents. Le Gouvernement métropolitain en fera les frais et ainsi, à mesure que se perfectionnera notre point de ravitaillement, il sera contraint d'augmenter les subsides de la colonie de la côte des Somalis, s'il n'a pas su lui ménager l'avenir économique qui devait être naturellement le sien. Chose plus grave encore : les sacrifices pécuniaires de la métropole seront impuissants à assurer la sécurité indispensable à Djibouti, point de refuge de notre flotte, si nous perdons tout contrôle sur les destinées de l'Ethiopie. Il importe donc, au premier chef, que nous ayons une place prépondérante dans les relations commerciales avec l'Ethiopie. Nos ambitions ne peuvent pas et ne doivent pas aller plus loin. Nous sommes intéressés, plus que quiconque, à l'indépendance de ce pays et notre politique ne peut se proposer un autre but. Mais nous ne pouvons nous désintéresser, sans grand dommage, de sa pénétration économique.

La France possède incontestablement en Ethiopie l'avantage de la frontière commerciale.

Fachoda, sans doute, est la clef du Nil ; mais le Nil intéresse beaucoup plus le commerce du Congo, du Bar-el-Ghazal, que celui de l’Ethiopie. Le cœur de l’Abyssinie, c’est le Choa, qui est avec le Harrar et le pays de Kaffa la portion la plus fertile et la plus peuplée de l’Ethiopie. Or Djibouti n’est qu’à 300 kilomètres du Harrar et à 755 kilomètres d’Addis-Abbaba. La distance est plus que double entre ces centres populeux et Fachoda. De plus, la route qu’il faut suivre pour se rendre de notre port de Djibouti au Harrar et, de là, à Addis-Abbaba est la plus praticable. Ni la voie anglaise de Zeïlah, ni celle de Berbera, qui traversent une zone infestée de pillards, ni la voie italienne d’Assab, qui franchit une immense région insalubre et dépourvue d’eau potable, encore moins la voie de Massaouah qui ne parvient au Choa qu’après avoir traversé le Tigré et l’Amhara, contrées peu productives, ne peuvent être mises en parallèle avec la voie partant de Djibouti. Elles sont plus longues et hérissées d’obstacles presque infranchissables. Aussi, depuis quelques années, l’importance de Djibouti s’est-elle considérablement accrue. Là où l’on ne voyait que quelques huttes d’indigènes existe aujourd’hui une ville d’environ 15.000 habitants, dont 1.500 Européens. A l’heure qu’il est, le commerce tant d’importation que d’exportation, qui se fait par Djibouti, représente un chiffre d’environ 25 millions de francs par an.

La France est donc naturellement appelée à jouer

le rôle principal dans l'œuvre de la pénétration pacifique de l'Ethiopie. En droit, cette politique se justifie pleinement, si elle ne cache aucune arrière-pensée politique de conquête. Or, la politique française ne s'est jamais proposée un pareil but, que n'exige pas la sauvegarde de ses intérêts. L'opinion publique, en France, n'a pas suffisamment compris qu'il ne s'agissait là d'aucune acquisition nouvelle. Elle a même semblé croire qu'on voulait engager le pays dans l'une de ces aventures lointaines, dont elle s'alarme si facilement, alors qu'il ne s'agissait que de consolider des intérêts et des droits acquis et très importants. La meilleure preuve de la légitimité de l'action française, c'était l'accueil fait par Ménélik aux tentatives de développement économique entreprises par des Français dans le pays. Alors que le Gouvernement ne semblait pas apercevoir quels intérêts français étaient engagés dans cette région, par une heureuse fortune, l'initiative privée se montrait plus vigilante et savait discerner la tâche patriotique qui s'imposait à notre pays. Parmi les divers modes de pénétration économique d'un pays neuf, il n'en est point de plus efficace que l'ouverture de voies de communication particulièrement sous la forme la plus perfectionnée, la voie ferrée.

C'est ainsi qu'un Français, M. Chefneux, et un Suisse, protégé par la France, M. Ilg, avaient, en 1894, obtenu la concession d'un chemin de fer destiné à ouvrir l'Ethiopie à la vie économique en la

mettant en communication avec le monde extérieur.

Il importe, pour apprécier la valeur de certaines critiques, formulées contre la concession de ce chemin de fer à des Français, de bien mettre en lumière les circonstances qui entourèrent sa naissance.

Après avoir restauré l'unité de la patrie éthiopienne, en faisant sentir son autorité sur tous les points du pays, Ménélik n'avait pas cru sa tâche terminée. Comprenant que cette œuvre demeurerait précaire sans le complément indispensable de la régénération économique du pays, le Négus résolut de l'entreprendre.

L'Ethiopie était pratiquement fermée au Monde extérieur et vivait, repliée sur elle-même, d'une vie commerciale et économique très rudimentaire. Ménélik résolut de rattacher l'Ethiopie à la mer en supprimant, par la construction d'un chemin de fer, le désert du Somaliland, barrière jusque-là infranchissable. Une pareille entreprise n'allait pas sans dangers. Nous avons vu qu'il est des pays qui ont payé ou qui sont sur le point de payer de leur indépendance les secours matériels demandés à l'étranger. Toute construction de chemins de fer est susceptible de cacher une arrière-pensée politique. Ménélik ne l'ignorait pas. Ne pouvant songer lui-même à prendre en mains cette affaire, faute de capitaux et d'ingénieurs capables, la question se posa pour lui, avant de faire appel à une autre puissance, de peser exactement la situation internationale de l'Ethiopie. Nous sommes

en 1893. L'Angleterre, il est vrai, n'était pas encore descendue à Khartoum. Mais, ses intentions sur le Soudan et la vallée entière du Nil ne faisaient plus de doute. Ménélik avait tout lieu de redouter un pareil voisinage. Les sentiments anglais à son égard s'étaient révélés par les conventions anglo-italiennes de 1891-1892. Il connaissait l'apreté de la politique de la Grande-Bretagne. Il écarta naturellement toute idée de collaboration anglaise pour une œuvre qui demandait quelque désintéressement. D'autre part, les conventions anglo-italiennes rendaient plus pressantes encore et plus précises les menaces qui commençaient à s'élever du côté de l'Erythrée. Confier une pareille œuvre à l'Italie, c'était s'exposer à bref délai à l'absorption complète.

Restait la France dont l'amitié basée sur la solidarité complète de leurs intérêts communs, s'était toujours affirmée jusqu'à ce jour. Ce fut donc une vue exacte de la situation qui porta naturellement Ménélik du côté de la France. Il résulte clairement des circonstances que nous venons d'exposer, que c'était bien la France, dont le passé et la situation géographique offraient le plus de garanties, qu'avait acceptée Ménélik pour sa collaboratrice dans l'œuvre utile qu'il avait entreprise.

Ce n'est donc pas par hasard si Djibouti fut choisi comme point terminus du chemin de fer destiné à apporter à l'Ethiopie une vie nouvelle.

La construction d'un chemin de fer, sous forme

d'entreprise privée, ne va pas sans de nombreuses difficultés.

Pour trouver l'argent nécessaire à un pareil travail, il faut nécessairement avoir recours à l'emprunt. Cette opération devient particulièrement délicate sans l'intervention de l'Etat. Les capitalistes se montrent, d'ordinaire et à juste titre, méfiants devant les aléas d'une pareille entreprise.

La Compagnie des chemins de fer éthiopiens parvint pourtant à franchir heureusement cette première étape. Il se trouva des capitalistes français, conscients de la grandeur de l'œuvre à entreprendre, qui, malgré l'inertie gouvernementale, répondirent à l'appel de la Compagnie et donnèrent leur argent pour la construction du chemin de fer.

Grâce à leur initiative patriotique, l'année 1894 vit le commencement des travaux. Il aurait fallu des miracles de sagesse et de prévoyance, que les organisateurs de cette entreprise, ne possédaient pas, pour mener, sans encombre, cette œuvre à bonne fin, sans faire appel à la protection gouvernementale.

Quelle que soit la valeur d'un chemin de fer comme instrument de mise en valeur d'un pays neuf, l'on ne peut éviter que le rendement au moins des premières années, ne soit assez élevé, pour produire un dividende quelconque et que la recette kilométrique puisse même couvrir les dépenses d'exploitation et de réfection de la voie.

Dans ces conditions, l'on pouvait prévoir que la

Compagnie impériale ne tarderait pas à se débattre au milieu de difficultés financières de toutes sortes, livrée complètement à elle-même et ne pouvant compter sur des contributions pécuniaires de la part des Etats intéressés?

En l'occurrence, quels étaient ces Etats intéressés ?

L'Ethiopie, sans doute. Ce chemin de fer était destiné à inaugurer, dans le pays, une nouvelle ère économique. Sa prospérité dépendait, en grande partie, de la réussite de cette œuvre.

Mais le Trésor de Ménélik était à peu près vide. Par ailleurs, le Négus, soucieux de ne faire à la Compagnie aucune concession susceptible de se transformer en instrument de domination, n'avait accordé, dans le contrat de concession, que des secours illusoires.

Il appartenait au Gouvernement français, s'il avait su discerner, dès la première heure, les intérêts engagés sur la côte de la mer Rouge, d'aider, par une intervention énergique et opportune, la Compagnie. Si l'on avait aperçu à temps que la fortune de notre colonie était étroitement liée à celle de cette entreprise, l'on n'aurait pas hésité à consentir les sacrifices pécuniaires, qui auraient empêché les difficultés ultérieures de se produire.

C'était, d'ailleurs, une opération financière, qui ne pouvait soulever aucune critique. Ne valait-il pas mieux assurer d'ores et déjà, et une fois pour toutes, les moyens en notre pouvoir, pour que notre colo-

nie puisse vivre et prospérer elle-même, sans nécessiter des subsides annuels de la part de la Métropole.

Il y avait tout intérêt à agir vite. Les circonstances nous étaient favorables.

L'Angleterre se serait trouvée en face d'un fait accompli et n'aurait pu nous susciter aucun obstacle. La Compagnie, avec l'aide pécuniaire du Gouvernement français, aurait pu achever le chemin de fer jusqu'à Dirédaoua en 1900. Le second tronçon aurait été fini en 1905. Ni l'Angleterre, occupée pendant longtemps au Transvaal, ni l'Italie n'auraient été en mesure de s'opposer à l'accomplissement de l'œuvre française.

Par suite de l'inaction de notre Gouvernement, la Compagnie allait se trouver en butte aux difficultés inhérentes à une pareille œuvre, compliquées par des fautes de gestion financière, habilement exploitées dans un but politique, par nos rivaux.

Livrée à elle-même, sans cesse embarrassée par la question d'argent, la Compagnie des chemins de fer éthiopiens va passer par une série de vicissitudes économiques et politiques qui la mettront souvent en grand danger.

On eut bientôt besoin de nouveaux capitaux. Où s'adresser ? Le marché français, qui avait consenti un premier effort, ne voulut pas s'engager plus à fond dans une affaire qui s'ouvrait sous d'aussi mauvais auspices et que le Gouvernement semblait plu-

tôt considérer comme une cause de trouble inutile. La Compagnie française allait pourtant rencontrer sur son chemin des amis secourables qui s'empres-
sèrent de répondre à son appel. Qui étaient ces amis et à quels mobiles obéissaient-ils ? C'étaient des agents mi-politiques, mi-financiers, de nationalité anglaise, tout heureux de trouver une occasion de profits pécuniaires à réaliser et d'œuvre politique à accomplir.

Plus vigilants et mieux informés que le Gouvernement français, ils avaient admirablement compris la portée que pouvait avoir le chemin de fer de Djibouti et, en conséquence, n'hésitèrent pas à se mêler à cette affaire. Ils savaient que la fortune du chemin de fer entrepris était intimement liée à celle de la colonie française des Somalis. S'ils réussissaient à prendre la haute main sur l'œuvre entreprise, il était en leur pouvoir, de miner Djibouti au profit du port anglais de Zeïlah et de substituer ainsi l'influence de leur pays à l'influence française. Ils savaient que le Gouvernement anglais se préoccupait de la question et qu'il était dans son programme d'exercer une action en Ethiopie, pour affermir la récente conquête projetée du Soudan et s'assurer toute facilité dans la construction du chemin de fer du Cap au Caire.

C'est dans ces conditions, que le groupe financier anglais de l' « Oceana » offre son concours à la Compagnie française qui l'accepte.

En 1900, ce groupe financier acheta pour 8 millions 125,000 francs d'actions et d'obligations de la

Compagnie des chemins de fer éthiopiens et fonda l'« International Ethiopian Railway trust » qui reçut en actif les 8,125,000 francs de titres de la Société française. Ces deux compagnies eurent des administrateurs communs et semblèrent plus ou moins fusionner. Ce premier secours étant insuffisant, nouvelle dette de trois millions de la Compagnie française envers l'International Ethiopian Trust. A défaut de remboursement à échéance, la Compagnie devait céder au Trust un nombre d'actions tel que le Trust aurait eu la majorité des actions françaises entre les mains. En outre, le Trust anglais obtenait le droit de construire les 75 derniers kilomètres de voie ferrée. Le chemin de fer est donc sur le point d'être accaparé par ce consortium de banquiers anglais et par là l'influence française qu'allait apporter la voie ferrée dans tout le Harrar va être remplacée par l'influence britannique.

L'intervention du Gouvernement français a détourné momentanément le coup. Sous cette menace, les Chambres se décident à voter une subvention annuelle de 500,000 francs pendant 50 ans.

Cette mesure du Gouvernement, si tardive, si longtemps différée (qu'il eût été plus sage d'intervenir en 1894 ou 1897 au lieu d'attendre jusqu'en 1902 !) ne fut pas suffisamment radicale. La situation de la Compagnie, un moment améliorée, resta précaire. Le Trust international conservait toujours 15,000,000 de francs d'actions ou d'obligations de la

Compagnie française. De plus la convention passée entre le Gouvernement français et la Compagnie éthiopienne n'a prévu la construction de la ligne que jusqu'au 310^e kil., jusqu'à Dirédaoua, à 50 kilomètres de la ville d'Harrar. Le chemin de fer n'aboutit donc pas aux régions réellement fructueuses et reste une œuvre incomplète. Il s'agirait de l'amener jusqu'à Addis-Ababa, terminus indiqué dans la concession, mais pour cela l'autorisation de Ménélik est nécessaire.

Or, nous verrons que l'Angleterre, profitant de nos fautes, avait réussi, pendant ce temps, à augmenter son influence, à se faire accorder par le Négus les concessions les plus avantageuses, et, soutenue par l'Italie, à exercer une grande influence sur l'esprit de Ménélik. Cette convention de 1902 entre le Gouvernement français et la Compagnie française servit de prétexte à l'Angleterre pour persuader au Négus que la France nourrissait à l'égard de l'Ethiopie des desseins d'annexion. Il ne s'agissait pourtant que d'une simple maladresse du Gouvernement français qui donna lieu à un malentendu.

On eut le tort de ne pas négocier avec Ménélik, comme si on le considérait comme une quantité négligeable, ou comme si réellement on était animé à son égard de sentiments inamicaux. Il semble qu'il aurait dû être aisé, étant donnée la parfaite loyauté de notre Gouvernement, à notre représentant à Addis-Ababa, de dissiper les confusions qui avaient pu se

produire et de renouveler au Négus l'assurance que nos intentions de respect absolu de l'indépendance éthiopienne n'avaient point changé. Quoi de plus légitime que le Gouvernement français, en donnant son concours financier à la Compagnie française, prît ses précautions, réclamât sa part dans le contrôle de l'exploitation, et s'assurât contre les conséquences possibles d'une liquidation de la Compagnie subventionnée ! Le droit de saisie qu'aurait le Gouvernement, dans une pareille éventualité, ne peut s'exercer qu'en territoire français, c'est-à-dire sur les 90 kilomètres qui traversent le désert. En quoi y a-t-il là une atteinte à la souveraineté territoriale du Négus ! Et comment cette convention a-t-elle pu induire Ménélik, d'ordinaire si avisé, à penser que la France s'apprêtait à ouvrir sa liquidation ?

D'ailleurs, cette convention de 1902 n'était pour Ménélik qu'un prétexte pour manifester son mécontentement à l'égard de la France. C'est depuis l'année 1897 qu'il était facile d'apercevoir à la cour d'Addis-Ababa un courant d'opinion moins favorable à la France. Et sans doute, il faut voir dans ce revirement d'attitude de la part de Ménélik l'œuvre des intrigues anglaise et italienne tendant à éliminer progressivement l'influence française de ce pays. Mais, c'était précisément la tâche de notre Gouvernement et de notre représentant à Addis-Ababa de ne pas donner prise aux interprétations défavorables à nos intérêts qui auraient pu se produire. C'est en nous plaçant franchement sur le terrain choisi par

Ménélik lui-même de respect de l'indépendance de l'Ethiopie, et de sa régénération économique que notre collaboration avait été si favorablement accueillie en Ethiopie. C'est pour nous être, plutôt par inaction que par changement voulu d'orientation politique, écartés de ce programme pratique, avoir fait preuve de peu d'esprit de suite dans l'œuvre économique entreprise que Ménélik nous retira peu à peu une partie de sa confiance.

Pendant deux ans la Compagnie put vivre grâce aux 11,300,000 francs, produits par la capitalisation de l'annuité accordée par le Parlement français. Il n'était plus question du second tronçon de Dirédaoua à Addis-Ababa dont la Compagnie avait pourtant la concession et sans lequel l'œuvre antérieure était à peu près vaine. Le Négus s'était réservé la faculté de donner son approbation à la combinaison financière destinée à mener à bien la construction du second tronçon.

Influencé par l'Italie et l'Angleterre, il semble souhaiter un changement dans la nature de l'œuvre conçue à l'origine, c'est-à-dire avec un caractère exclusivement français. Tout aussi bien était-ce le désir de la Compagnie elle-même, qui redoutait une intervention trop énergique du Gouvernement dans ses affaires et qui s'efforçait d'éviter la liquidation au grand jour d'un passé qui réclamait l'ombre.

C'est alors qu'il fut beaucoup parlé de l'internationalisation des chemins de fer éthiopiens.

Une campagne commença pour rendre inévitable l'adoption de cette nouvelle combinaison, destinée à donner une autre physionomie à cette affaire et éblouir les capitalistes récalcitrants. Les Chambres de commerce de provinces furent invitées à se prononcer sur cette question. En même temps, à Paris et à Londres, de grands journaux faisaient paraître des articles favorables à ce projet. Cette idée d'internationaliser la Compagnie française avait été lancée par le Trust anglais, qui y voyait un moyen sûr de vendre à gros bénéfice le paquet d'obligations qu'il s'est fait livrer à vil prix par la Compagnie française aux abois. L'agent britannique à Addis-Ababa, M. Harrington, soutenait ce projet auprès de Ménélik, sachant à quoi s'en tenir sur la signification de la neutralité qu'on entendait imposer à l'œuvre française. Il comptait sur l'initiative du groupe anglais déjà dans la place pour venir à bout des faibles résistances des actionnaires français et pour arracher définitivement à la France le dernier vestige de son influence dans la région. C'en était fait des intérêts économiques et politiques de premier ordre que nous avons au maintien du caractère exclusivement français de la ligne ferrée de Djibouti à Addis-Ababa. L'opinion publique finit pourtant par s'émouvoir, et le comte d'Aunay, au Sénat, dans la séance du 1^{er} avril 1905, se fit l'interprète des craintes patriotiques qu'avait fait naître la campagne habile menée en France en faveur de l'internationalisation.

Dans sa réponse, M. le ministre des affaires étrangères s'expliquait en ces termes : « L'honorable M. d'Aunay me demande quel accueil le Gouvernement compte réserver à un projet qui tendait à transformer le caractère de l'entreprise, c'est-à-dire à internationaliser la ligne.

» Je réponds très nettement que le Gouvernement ne saurait favoriser un tel projet. Il considère que c'est à une société française qu'a été concédée par Ménélik la construction du chemin de fer et que c'est seulement à une société française que vous avez voulu donner la subvention annuelle de 500,000 francs. Le mieux, dès lors, est que l'entreprise soit continuée exactement dans les conditions où elle a été engagée, avec un caractère français et que la société termine son œuvre d'une part, en continuant de respecter scrupuleusement les droits souverains de Ménélik sur la partie du territoire abyssin traversée par la voie ferrée et, d'autre part, en facilitant l'usage de la ligne aussi largement que possible au commerce international comme au commerce français au grand bénéfice du port de Djibouti. »

C'était là le seul langage compatible avec nos intérêts. Le maintien du caractère français de la ligne ferrée entre Djibouti et la capitale de l'Abyssinie est indispensable à la sécurité et à l'existence de notre port sur la Mer Rouge. Le Gouvernement français, en même temps, répudiait toute arrière-pensée d'atteinte aux droits du Négus et faisait preuve d'un dé-

s'intéressement dont l'Angleterre ne s'était pas inspirée lors de l'accord conclu avec l'Ethiopie en 1902.

A la suite de l'attitude énergique prise par le Gouvernement en avril 1905, des négociations s'ouvrirent entre Londres et Rome et furent menées rapidement. Le 27 mai 1905 une note datée de Londres, parue dans le *Figaro*, proclame l'accord quant au fond des trois Gouvernements et annonce la fin prochaine des intrigues menées par les représentants des trois puissances à Addis-Ababa. L'Angleterre semble avoir renoncé à la domination exclusive de l'Ethiopie. Elle se borne à assurer son influence sur la partie du pays où sont les lacs et les rivières qui alimentent le Nil. Elle est disposée à reconnaître que cette question du régime des eaux est beaucoup plus importante pour elle que celle du port de Zeïla et de ses débouchés vers l'intérieur.

L'Italie veut seulement assurer la juste délimitation de ses frontières abyssiniennes. Et il sera reconnu que la ligne de Djibouti doit demeurer entièrement sous l'influence française.

Pendant que les négociations prennent cette heureuse tournure, le ministre des Colonies s'inquiète des moyens financiers pratiques capables d'éviter à la Compagnie des chemins de fer la faillite. Il mettait sur pied une combinaison qui permettait la construction de la 2^e section de Dirédaoua-Addis-Ababa avec des capitaux uniquement français.

Dans la situation lamentable où se débattait la Com-

pagnie éthiopienne, la seule solution acceptable sembla être de mettre en administration judiciaire la Compagnie et de confier à une compagnie fermière, issue de la Compagnie actuelle, l'exploitation de la ligne Djibouti-Dirédaoua. Au Conseil d'administration un délégué de chacune des puissances directement intéressées aurait été chargé du contrôle sur la gestion des administrateurs français. Cette combinaison avait comme avantage d'assurer aux deux tronçons comme une vie séparée, de façon à ce que le passé de l'une ne puisse plus compromettre l'avenir commun. Pour la 2^e section, le Parlement français devait voter une annuité pour obtenir les 45 millions nécessaires aux 460 kilomètres.

La question du Maroc éclate brusquement au milieu de tous ces pourparlers et le Gouvernement français, absorbé par cette grave question, interrompt l'œuvre commencée et suspend, pour quelque temps, les négociations.

Le groupe anglais se réjouit de ce nouveau retard dont il espère profiter pour pénétrer plus complètement encore dans la place, à la faveur des embarras financiers toujours aussi pressants de la Compagnie. Il rêve encore une fructueuse reconstitution de société qui serait à la fois une bonne opération financière et un coup politique important. L'ancien rêve tenace de domination exclusive en Ethiopie n'est pas près de s'évanouir. C'est sous prétexte de protéger les intérêts français alors qu'en réalité, c'est pour

servir les vues anglaises et les nécessités de la politique britannique, qu'une idée nouvelle va se faire jour, lancée par l'Anglais M. Gilmour, préconisée par la *Dépêche Coloniale*, de façon à impressionner le Gouvernement français et à lui faire prendre des mesures néfastes aux intérêts de la France. Le mot d'internationalisation est passablement discrédité. Qu'à cela ne tienne. C'est à la réalité qu'on tient et non à des questions d'appellation. Il s'agit, cette fois, de reconstituer la société sous la forme d'une compagnie comme celle du Canal de Suez. C'est toujours le même procédé qui consiste à inventer une formule, adopter une étiquette susceptible de tromper le public, au lieu de liquider un passé compromettant et de trouver honnêtement de l'argent pour une entreprise qui ne peut donner de bénéfices qu'à longue échéance. D'ailleurs, la proposition anglaise était peu alléchante pour les Français si l'on se préparait à réserver à Djibouti et à Addis-Ababa le sort de Port Saïd et de Suez.

Les propositions les plus diverses se succèdent à mesure que chacune ne trouve aucune faveur dans l'opinion publique. Sans se lasser le groupe anglais continue à inspirer à la Compagnie les combinaisons les moins avantageuses pour la France.

Le 27 novembre 1903 c'est un article du *Morning Post* qui commence une nouvelle campagne que prennent docilement à leur compte certains journaux de Paris.

La convention de 1902 entre la France et la Com-

pagnie impériale des chemins de fer éthiopiens est considérée comme la source de toutes les difficultés. Il s'agit donc d'écarter toute intervention du Gouvernement de la France et l'on prétend que la Compagnie se tirera d'affaire toute seule, si seulement elle peut se servir des avantages que lui a accordés l'acte de concession. La Compagnie serait sauvée, d'après cette opinion intéressée, si elle pouvait percevoir sur les marchandises transportées en territoire éthiopien outre le prix du transport, un droit, dit droit de douane de 10 p. c. de la valeur déclarée. Le résultat aurait été tout autre et c'est sur quoi comptaient les conseillers anglais de la Compagnie. Les marchandises, trop fortement grevées, auraient déserté la route constituée par notre chemin de fer et se seraient portées sur Zeïla en attendant que l'emprise complète de l'Angleterre sur notre œuvre vînt ruiner complètement notre port de Djibouti.

La dîme se réduit, dans la pratique, à la possibilité pour la Compagnie d'augmenter de 10 %, *ad valorem*, ses tarifs de transport. C'est-à-dire qu'elle n'a aucune valeur, car le jour où elle voudra la prélever, ses trains partiront à vide et les caravanes concurrentes transporteront la totalité des marchandises par Zeïla ou Djibouti.

Il est facile de calculer le relèvement de tarif qui correspondrait en réalité au prélèvement de la dîme sur les marchandises transitant.

D'après les chiffres donnés dans les rapports de la

Compagnie, en 1905, la dîme aurait produit 1 million 700,000 francs pour 13,230 tonnes transportées : la valeur moyenne de la tonne ressort donc à 1,280 francs dont le dixième est 128 francs.

Comme le prix moyen de transport d'une tonne, d'après les tarifs en vigueur est de 124 francs, en 1904, le prix de transport par chemin de fer d'une tonne aurait été de 273 francs, et de 252 francs en 1905.

Or, par caravane, entre Zeïla et Harrar, le prix de transport d'une tonne ressort à 103 fr. 40 en comptant le thaler à 2 fr. 35 (d'après le rapport anglais sur le commerce du Protectorat du Somaliland, 1904-1905). Par Djibouti, par caravane, le prix de transport de la tonne ressort à 122 fr. 20 (rapport du consul de France à Harrar, 1905).

Le rapprochement de ces chiffres se passe de commentaires.

Voici, d'ailleurs, les vœux émis par la Chambre de Commerce de Djibouti, le 14 novembre 1906 :

Chambre de Commerce de Djibouti. — *Procès-verbal de la cinquième séance.* — Le quatorze novembre mil neuf cent six, à cinq heures du soir, les membres de la Chambre de Commerce se sont réunis au nouveau siège social, sous la présidence de M. Garrigue, président.

M. le président donne ensuite lecture du vœu suivant, qui a été émis par les membres de la Chambre négociants exportateurs et importateurs et qui a été

transmis à M. le gouverneur, en même temps que le tableau comparatif ci-dessus.

« Les négociants soussignés, en adressant à M. le gouverneur l'état comparatif des frais de transports par caravane terrestre et par voie ferrée entre Djibouti et Dirédaoua et vice-versa lui font respectueusement connaître qu'ils sont fermement résolus à utiliser la voie caravane et à abandonner la voie ferrée, si la décision de la Compagnie Impériale Ethio-pienne de prélever une dîme de dix pour cent *ad valorem* sur le montant de leurs marchandises n'est pas rapportée sans retard. »

On comprend maintenant pourquoi les conseillers anglais, à bout d'expédients, avaient mis toutes leurs espérances dans le maintien vigoureux de la dîme. Ce péril n'est pas encore complètement conjuré.

CHAPITRE VIII

PÉNÉTRATION ANGLAISE EN ETHIOPIE

(1899-1905)

Sommaire. — La Convention anglo-égyptienne du 19 janvier 1899 met l'Angleterre en plein contact avec l'Ethiopie, sur une longueur de plus de 500 kilomètres.

L'Ethiopie, complément naturel de l'Egypte et du Soudan.

Facilités qu'offrirait son territoire pour la construction du chemin de fer du Cap au Caire.

Après Fachoda, l'Angleterre hésite entre un coup de force contre l'Ethiopie ou le Transvaal.

L'Angleterre, ayant opté pour le Transvaal, entreprend la pénétration économique de l'Ethiopie.

Deux actions parallèles : guerre à l'influence française, c'est-à-dire au chemin de fer de Djibouti.

Développement de ses propres intérêts.

M. Harrington le « right man in the right place ».

Sir E. Cassel et création de la Banque d'Abyssinie. Qui tient la bourse est bien près d'avoir aussi la souveraineté.

Ménélik désarmé en présence de cette invasion à allure pacifique.

Ménélik signe avec la Grande-Bretagne le traité du 15 mai 1902.

Ce traité et les dangers qu'il fait courir à l'indépendance de l'Ethiopie.

Comme quoi il faut se méfier quand la Grande-Bretagne parle d'un règlement de frontières.

Ménélik obtient un maximum de territoires mais fait des concessions dangereuses.

Le Cap au Caire traversera l'Ethiopie.

Situation nouvelle faite à l'Ethiopie.

La Convention anglo-égyptienne du 19 janvier 1899 consacre la mainmise de l'Angleterre sur le Soudan. La diplomatie britannique, éprise d'intérêts pratiques, a réservé à l'Angleterre l'autorité la plus absolue sur cette région. Voilà donc la Grande-Bretagne en plein contact avec l'Ethiopie ! Tandis que le versant abyssin, du côté de la mer Rouge, comprend une zone large horizontalement d'environ 50 kilomètres, le versant abyssin dans le bassin du Nil comprend, à vol d'oiseau, une zone large de plus de 500 kilomètres. Nous pouvons être assurés que la diplomatie britannique qui, dès 1885, avait cru conforme à ses intérêts de se préoccuper de la question d'Ethiopie, ne va rien perdre, maintenant que la conquête du Soudan est un fait acquis, de son activité.

L'occupation de l'Egypte avait entraîné celle du Soudan, son complément naturel à cause du Nil. L'Angleterre devait être tentée de considérer, à son tour, l'Ethiopie comme le complément naturel du Soudan et de l'Egypte. Certains affluents du Nil ne prennent-ils pas leur source dans ce pays ? Et puis, quelles facilités cette nouvelle acquisition ne donnerait-elle pas pour la construction du chemin de fer du Cap au Caire ! C'était à ce point de vue surtout qu'il importait d'établir en Ethiopie l'influence anglaise.

La grande artère transafricaine fut attaquée simultanément par ses deux points terminus : l'Egypte et le Cap.

Le rail traversait depuis longtemps l'Égypte proprement dite, longeant le Nil. En 1897, il franchit la boucle du fleuve et relia Ouadi-Halfa et Abu-Hamet. En 1898, il atteignit Berber, et, en août 1899, Khartoum. Mais là les difficultés commencèrent. La route projetée était Alexandrie, Le Caire, Ouadi-Halfa, Berber, Khartoum, Fachoda, le Congo Belge, le lac Tanganyka, le Zambèze, Buluwayo et Capetown. On commença immédiatement les études de la région du sud de Khartoum.

A toutes les sollicitations pressant Lord Cromer d'activer les travaux, ce dernier alléguait la présence de difficultés très délicates. Ce point noir était constitué par la partie du Soudan méridional qui touche à la frontière occidentale du plateau abyssin. On avait décidé, en effet, d'emprunter cette direction, les plaines marécageuses du Sobat et du Nil, au sud de Fachoda, rendant les travaux presque impossibles dans ces parages.

Le colonel Martyr, envoyé en mission dans le but d'éclaircir les données du problème, donna des explications détaillées à ce sujet. Le fameux pont de l'Atbara, indispensable à la ligne d'Abyssinie, ligne beaucoup plus stratégique que commerciale, fut construit très rapidement par une société américaine.

Après la victoire de Fachoda, les Anglais, devenus maîtres du Nil Blanc, sont presque au bout des difficultés que rencontrait la réalisation du rêve « Cap au Caire ». Par l'occupation du bassin supé-

rieur du Nil, par la prise de possession de Kassala, cédée par l'Italie, ils serrent de près toute la frontière éthiopienne, au nord et à l'ouest, se mettant en état de pouvoir y pénétrer par les nombreuses vallées qui, du haut plateau abyssin, descendent et aboutissent à la vallée du Nil.

Ménélik, conscient des dangers que faisait courir à son pays le voisinage de l'Angleterre, se prépara à la lutte. Les choses en étaient là lorsque surgit en 1900 la question du Transvaal, qui détourna un moment l'attention de l'Angleterre de l'Ethiopie. Le moment eût été mal choisi pour susciter un nouveau conflit avec le Négus. Il fallait sérier les efforts et négliger l'Ethiopie puisque après bien des hésitations on avait préféré commencer d'abord la conquête du Transvaal. Loin de provoquer Ménélik, il convenait de le ménager. Celui-ci, d'ailleurs, lorsqu'il fut question de faire passer les embranchements par les territoires de son Empire, laissa entendre nettement qu'on aurait à compter avec lui.

Cause de faiblesse pour la situation de l'Angleterre dans la vallée du Nil, tant qu'elle restera un Etat indépendant, l'Ethiopie, devenue possession britannique, offrirait au contraire, à sa suzeraine, une inépuisable réserve de soldats, des richesses agricoles et minières considérables et rendrait productif le futur chemin de fer du Cap au Caire. Aussi l'Angleterre, la conquête du Transvaal achevée, s'est-elle immédiatement préoccupée de l'état de ses relations

avec l'Ethiopie et de l'exécution des projets qui doivent assurer sa domination sur toute l'Afrique orientale.

L'Angleterre avait commencé à s'assurer la possibilité éventuelle de pénétrer l'Ethiopie de son influence. Dans ce but elle avait ouvert les hostilités contre la France. C'est ce qui explique les péripéties diverses par où dut passer la Compagnie impériale des chemins de fer éthiopiens, et nous avons vu comment elle fut sur le point de passer aux mains d'un consortium de banquiers anglais qui pensaient, non point peut-être à annexer le territoire de Djibouti, mais à le ruiner au profit de la colonie anglaise de Zeïlah, ce qui est la même chose, et à substituer dans tout le Harrar à l'influence française qu'eût apportée le chemin de fer français, l'influence britannique dès que la ligne eût été entre leurs mains.

Quand la Grande-Bretagne s'aperçut du succès de son action, en apparence pacifique, elle abandonna la pensée d'employer la force et résolut de faire prévaloir ses projets par les moyens de persuasion. Et comme l'Italie, elle aussi, bien que rendue plus prudente par son échec d'Adoua, essaye encore de sauver ce qu'elle peut de ses anciens rêves, l'Angleterre lui persuade qu'elle ne peut atteindre ce but qu'en lui continuant sa collaboration. L'Italie, point encore suffisamment convaincue du rôle de dupe qu'elle avait joué, y consentira. Nous retrouverons, plus dissimulée mais non moins certaine, l'éternelle coalition

anglo-italienne contre les intérêts français et éthiopiens.

La lutte va donc s'engager pour les deux pays sur le terrain de la pénétration économique. Quelle que fût l'avance dont pouvait se prévaloir la France, cette lutte devait lui être funeste. L'Angleterre était mieux armée que sa rivale pour mener la lutte sur le terrain commercial.

Il s'agissait, pour l'Angleterre, de développer ses intérêts en Abyssinie de telle façon qu'ils fussent supérieurs à ceux de la France. Ce soin incombait principalement au ministre anglais à Addis-Ababa, M. Harrington. On lui laissa, dans ce but, toute liberté d'action au point de vue politique. Lord Cromer, son supérieur hiérarchique, savait qu'il pouvait avoir confiance en lui. L'agent britannique connaissait admirablement la région de la côte des Somalis à Addis-Ababa, où s'était déroulé depuis quinze ans sa carrière. Homme d'action, il s'attela à l'œuvre avec énergie et fit une guerre impitoyable à tout ce qui représentait les intérêts français dans cette contrée. L'entente cordiale le surprit en pleine lutte. Sans tenir compte de ce fait, M. Harrington n'en continua pas moins son œuvre anti-française avec autant d'ardeur qu'auparavant.

A l'appel de M. Harrington, sûrs de trouver en lui un protecteur efficace, les intérêts anglais se portèrent rapidement en Ethiopie ; les deux groupes financiers l'« Oceana » et le groupe de sir E. Cassel,

fondateur de la National Bank of Egypt lui prêtèrent le plus entier concours.

L'Ocena entreprendra l'accaparement de la Compagnie française des chemins de fer éthiopiens, au moyen de la société filiale : l'Ethiopian Railway Trust, complètement installée à Addis-Ababa. Il s'agit aussi de fonder une banque jouissant des privilèges les plus étendus en Abyssinie. Qui tient la bourse est bien près d'avoir aussi la souveraineté. Ainsi E. Cassel, qui a déjà de gros intérêts au Soudan, est qualifié pour cette tâche qui soudera, d'une façon plus étroite encore, la communauté d'intérêts des deux pays voisins et facilitera par là les projets futurs plus complets qui pourraient naître.

Quelle était l'attitude de Ménélik en présence de cette invasion, lente mais sûre, de son pays par l'Angleterre ? Il semble qu'il n'ait pas fait preuve du même sens des réalités qui caractérisait toute sa conduite antérieure. Il est vrai que sa tâche était difficile puisqu'il s'agissait de sauver l'indépendance de son pays, grâce au conflit des intérêts que les trois pays voisins s'étaient créés dans son Etat. Mais peut-être ne se montra-t-il pas complètement à la hauteur de l'œuvre délicate qu'est cette politique de bascule. Il faillit compromettre ses propres intérêts en penchant outre mesure du côté de l'Angleterre. Qu'est-ce en effet, que le traité du 15 mai 1902, qu'il signa avec la Grande-Bretagne ? Il est impossible de ne pas y voir une menace directe à son indépendance.

L'Angleterre avait demandé un règlement de frontières. Elle voulait que Ménélik repoussât les limites de son territoire jusqu'au pied des contreforts du plateau, de façon que la voie ferrée de Khartoum à l'Ouganda puisse éviter la plaine marécageuse et se poursuivre constamment en terrain solide. Ménélik résiste sur ce point. Le traité lui assure, par ses deux premiers articles, un maximum de territoire. Mais il y a la contre-partie. Ménélik prend des engagements susceptibles de l'entraîner avant peu dans de graves embarras que l'Angleterre exploitera à son heure. Dès la signature de ce traité, l'on peut dire que le nord et l'ouest du plateau ont été placés sous le contrôle du Gouvernement britannique. Voici l'analyse de cet important traité :

Les deux premiers articles ont trait à la frontière et donnent satisfaction à Ménélik. L'article 3, relatif à la sauvegarde des intérêts britanniques dans la vallée du Nil, est en fait une abdication plus ou moins dissimulée de souveraineté, arrachée à Ménélik, sur les deux tiers de son territoire. « S. M. l'empereur Ménélik II, roi des rois d'Ethiopie, s'engage envers le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à ne pas construire ni permettre de construire sur le Nil Bleu, le lac Tsana ou le Sobat, d'ouvrage quelconque pouvant gêner la marche de leur cours vers le Nil, à moins d'entente avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement du Soudan. »

L'article 4 relatif à la particule d'Itang a perdu de

son intérêt, puisque la cession à bail, consentie par Ménélik, de ces territoires, a été récemment résiliée d'un commun accord entre les deux parties contractantes. Il n'en conserve pas moins quelque valeur comme indice des intentions anglaises sur la région, s'il était toutefois nécessaire de nouvelles confirmations de ces desseins. Cette cession de territoire avait officiellement pour but de servir des intérêts purement commerciaux et l'on prenait soin de spécifier qu'il ne devait servir à aucun objet politique et militaire. Or, ce territoire est situé en pleine région déserte et ne peut donner lieu à aucune espèce de trafic. Par contre il avait l'avantage de rapprocher l'Angleterre le plus possible des montagnes éthiopiennes, et par sa situation en plein pays sous la souveraineté du Négus, elle aurait servi à habituer les habitants à l'autorité britannique et aurait été comme un centre de rayonnement pour l'influence anglaise. L'article 5 relatif à la concession de la construction d'un chemin de fer est de beaucoup le plus important : S. M. l'empereur Ménélik concède au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et au Gouvernement du Soudan le droit de construire, à travers le territoire abyssin, un chemin de fer reliant le Soudan à l'Ouganda.

L'Angleterre a enfin réalisé la partie essentielle du programme qu'elle s'était assignée en Ethiopie. Elle convoitait ces territoires, susceptibles par ailleurs d'une exploitation fructueuse, dans le but de pouvoir réaliser le rêve d'un chemin de fer anglais.

du Cap au Caire. Après la victoire sur les Madhistes à Omdurman, l'on avait pu se rendre compte de la stérilité relative des territoires avoisinant le Nil Blanc jusqu'à Oudelaï et de l'impossibilité de mener une voie ferrée le long de ce fleuve. L'on songea tout naturellement aux territoires abyssins, et la Convention de 1902 leur donna satisfaction. L'article 5 de cette Convention prévoit donc la construction de la voie ferrée « Cap au Caire » à travers l'Ethiopie, en remontant le Nil Bleu et en pénétrant au cœur du plateau par la vaste et fertile vallée de la Didessa. L'article 3 permet, d'autre part, l'exécution des grands travaux nécessaires à la régularisation de l'écoulement des eaux du lac Tsana et des affluents du Nil Blanc.

C'est là de la pénétration économique d'un caractère tout particulier. Ménélik et ses conseillers intimes, devenus si prudents dans leurs relations avec la France, n'ont pas été cette fois en éveil et ont livré à l'influence anglaise toute la partie nord de l'Ethiopie. Quand les circonstances se prêteront à l'exécution des avantages ainsi accordés, un chemin de fer exclusivement anglais remontera la vallée du Nil Bleu jusqu'au confluent de la Didessa et empruntera sa large vallée pour s'élever insensiblement sur le plateau en suivant les limites du Godjam. Et ce jour-là l'Abyssinie pourrait bien cesser d'être complètement autonome si le chemin de fer Djibouti-Addis-

Ababa ne vient apporter le contrepoids de l'influence française dans le pays.

Ainsi se trouvaient réalisées les craintes qu'exprimait en 1900 un personnage autorisé de l'Empire, dans une lettre à un Français : « S. M. le Négus, y était-il dit, manque de prévoyance dans les concessions en projet pour un chemin de fer anglais par Harrar-Addis-Ababa au Nil Blanc. Sa Majesté ne voit pas les conséquences pour l'avenir vis-à-vis d'une puissance qui nous tient dans un étau du Nord à l'Ouest et au Sud, et qui, actuellement même, nous dispute nos droits sur le Beni-Choucoub, le Sennar, Méamma. Etre resserré dans le Choa et prendre les provinces qui l'entourent au Nord et à l'Ouest, c'est la perte de tout l'Empire. Qu'est-ce, en effet, que le Choa sans ses dépendances ? et isolé, étreint, comment tiendra-t-il debout ? ».

Le Choa sera bien en effet isolé et étreint lorsque la ligne ferrée anglaise passera précisément par les provinces éthiopiennes du Nord et de l'Ouest et placera ces provinces sous l'influence directe de l'Angleterre.

CHAPITRE IX

ACCORD FRANCO-ANGLO-ITALIEN

DU 14 DÉCEMBRE 1906

Sommaire. — L'avenir de la France compromis en Ethiopie par l'influence anglaise qui s'affirme prépondérante.

Les bonnes relations entre la France et l'Angleterre inspirent l'idée d'un compromis sur cette question.

Texte officieux de l'accord.

Intégrité de l'Ethiopie et statu quo maintenus et garantis par les trois puissances.

Sagesse pratique de cette clause, conforme au droit.

Difficultés d'un condominium ou d'un démembrement.

L'Ethiopie n'est pas une plate Pologne.

Partage du territoire en deux zones distinctes : à l'est, d'Addis-Ababa spécialement, influence française ; à l'ouest, influence anglaise et italienne.

Analogie avec la solution de la question du Siam.

Contrôle réciproque sur chacune des zones respectives.

Italie pourra relier Erythrée et Benadir.

Angleterre pourra faire passer sur territoire éthiopien tronçon Cap au Caire.

Imprécision inquiétante sur la concession à l'Angleterre du chemin de fer du Somaliland à la frontière soudanaise.

Caractère exclusivement français du chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa reconnu.

Un administrateur de chaque puissance dans chaque Compagnie différente.

Satisfaction éprouvée par Ménélik.

Les manœuvres de financiers empêcheront-elles une action gouvernementale énergique et efficace ?

L'expérience des fautes politiques et financières passées doit porter ses fruits.

C'est le devoir du Gouvernement de persuader les Chambres de la nécessité d'une garantie d'intérêts pour maintenir l'œuvre française et sauvegarder les intérêts qu'elle sert.

L'influence de la France, d'abord prépondérante en Abyssinie était fortement ébranlée. La Grande-Bretagne, dont la ténacité était venue à bout de toutes les résistances qu'avaient soulevées à l'origine ses projets sur l'Éthiopie, avait réussi à occuper le premier rang. L'équilibre était rompu. L'action anglaise tendait à éliminer toute influence rivale et menaçait de tout absorber. Quelque déplorable que fût cette situation au point de vue français, nous n'avions pas le droit de nous en plaindre. Nos gouvernants successifs, suivant en cela l'opinion publique, peu au courant des intérêts de la France engagés dans cette question, avaient, avec une légèreté incroyable, laissé passer l'occasion propice de la résoudre à notre avantage. Par notre faute, l'avenir était irrémédiablement compromis. Les relations cordiales établies entre la France et l'Angleterre à la suite des règlements d'avril 1904 relatifs à certaines questions litigieuses entre les deux pays, n'avaient rien changé à l'état de guerre entre le représentant de la France d'un côté et ceux de l'Italie et de l'Angleterre de l'autre, en Éthiopie.

Le Gouvernement français, enfin réveillé de sa torpeur, se rendant compte de la gravité de la situation, avait tardivement résolu d'y porter remède. En-

tre temps le nombre et l'importance des intérêts de chacun s'étant accrus en Ethiopie, il était à craindre de voir cette question se résoudre, en fin de compte, en un conflit aigu de politique générale. Une pareille situation ne pouvait se prolonger plus longtemps sans de graves dangers pour la paix. L'« entente cordiale » si utile, par ailleurs, à la politique générale des deux pays et si heureusement complétée par les bonnes relations existant entre les deux puissances et l'Italie, devenait précaire, si on laissait subsister les menaces d'un pareil conflit. Le danger n'échappa point aux gouvernements de ces trois Puissances. L'idée se fit jour de mettre un terme à cette situation, au moyen d'un compromis. La France ne pouvait hésiter à consentir certains sacrifices, pour sauver ce qui lui restait encore d'influence puisque en 1904 elle avait reconnu la situation acquise par l'Angleterre en Egypte et au Soudan. Il ne pouvait donc plus être question de vouloir méconnaître les intérêts que l'Angleterre avait acquis par le fait du voisinage dans ce dernier pays. Des négociations s'ouvrirent. Après bien des hésitations légitimes occasionnées par la complexité du problème, elles ont abouti. Un accord a été paraphé le 6 juillet 1906 et signé à Londres le 13 décembre dernier par les représentants des trois puissances seules directement en contact avec l'Ethiopie : la France, l'Angleterre et l'Italie. Il a été transmis à Addis-Ababa et communiqué à l'empereur Ménélik. Malgré les doutes qu'on a essayé de semer à ce sujet, il y a tout

lieu de croire que Ménélik est satisfait de cet état de choses. N'avait-il pas manifesté le désir de voir survenir un arrangement de cette sorte lorsque le 11 avril 1905, il s'exprimait en ces termes en présence des représentants des puissances : « Si je ne reçois aucune proposition de vos gouvernements mettant d'accord vos intérêts internationaux, ce qui mettrait fin à un conflit, je me verrai dans la nécessité, pour assurer la construction du chemin de fer, d'entreprendre moi-même cette construction sans accepter ni solliciter de concours d'aucune sorte. » Le texte du traité n'a pas encore été officiellement publié : mais, d'après certains journaux qui assurent en donner intégralement les termes, voici quelles en seraient les principales dispositions :

L'arrangement au sujet de l'Ethiopie comprend onze articles :

Par l'article 1^{er} les trois puissances contractantes s'engagent à ne rien changer au *statu quo* politique et territorial en Ethiopie, et à l'état de choses actuel. Il est également déclaré qu'aucune atteinte ne peut être portée aux droits souverains de l'empereur d'Ethiopie.

Le deuxième article établit que les concessions agricoles, commerciales et industrielles accordées dans l'intérêt de l'une des trois puissances contractantes ne devront pas nuire aux intérêts des deux autres puissances.

Dans l'article 3, la France, la Grande-Bretagne et

L'Italie prennent l'engagement d'observer une attitude de neutralité, et de s'abstenir de toute intervention en cas de complications intérieures, excepté pour la protection des légations, des vies et des propriétés des étrangers, ou des intérêts communs aux trois puissances. Mais celles-ci ne pourront recourir à une action pour cette protection qu'après s'être entendues et d'un commun accord.

L'art. 4 prévoit l'éventualité où des événements viendraient à troubler le *statu quo* en Abyssinie. En cas d'événements de ce genre, les trois puissances s'engagent à faire tous leurs efforts pour maintenir l'intégrité de l'Ethiopie, et elles se concerteront pour sauvegarder : 1° les intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Egypte, dans le bassin du Nil, surtout en ce qui concerne la réglementation des eaux de ce fleuve; 2° les intérêts de l'Italie en Ethiopie par rapport à l'Erythrée, au Somaliland et au Benadir, en ce qui concerne l'interland de ces possessions et l'union territoriale qui est entre elles à l'ouest d'Addis-Ababa; 3° les intérêts français en Ethiopie par rapport au protectorat français de la côte des Somalis à l'interland de ce protectorat et à la zone nécessaire pour la construction et le trafic du chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa.

Par l'article 5, le Gouvernement français communique que l'acte de concession du chemin de fer français en Ethiopie du 9 mars 1894, ainsi qu'un deuxième document du 8 août 1904, par lequel Ménélik

invite la compagnie concessionnaire à construire le deuxième tronçon de Dirédaoua à Addis-Ababa.

L'article 6 constate que les trois puissances contractantes sont d'accord pour que ce soit une compagnie française, ayant l'agrément du gouvernement français, qui construira le tronçon de Dirédaoua à Addis-Ababa, avec un embranchement éventuel vers Harrar. Le même article 6 établit l'égalité de traitement pour les nationaux des trois pays en ce qui concerne les questions de commerce et de transit sur le chemin de fer et au port de Djibouti. Il établit encore qu'aucun droit de transit ne sera prélevé.

Dans l'article 7, il est entendu qu'un Anglais, un Italien, un représentant de l'empereur d'Abyssinie feront partie du Conseil d'administration des Compagnies françaises des chemins de fer. Ce même article établit la réciproque, soit pour les questions d'égalité de commerce et de transit, soit pour la représentation française dans le Conseil d'administration des chemins de fer éventuels anglais ou italiens. Enfin, un dernier paragraphe de cet article établit que l'égalité de traitement en matière de commerce et de transit est étendue aux nationaux de tous pays. Par l'article 8, la France s'abstient de toute intervention pour les concessions qui lui ont été déjà accordées au delà d'Addis-Ababa.

L'article 9 déclare que la construction des chemins de fer en Abyssinie à l'ouest d'Addis-Ababa sera effectuée par l'Angleterre et celle du chemin de fer

reliant le Benadir à l'Erythrée sera effectuée par l'Italie. Cet article 9 établit le droit pour l'Angleterre de construire un chemin de fer au Somaliland britannique à travers l'Ethiopie jusqu'à la frontière soudanaise; mais les trois gouvernements contractants s'interdisent de construire des chemins de fer pénétrant en Abyssinie sans s'être entendus au préalable entre eux.

Dans l'article 10 les trois puissances signataires s'engagent à coopérer pour la protection de leurs intérêts respectifs.

La base première de l'entente franco-anglo-italienne est la garantie de l'intégrité de l'Ethiopie et le maintien du *statu quo*. En raison des troubles graves qui accompagnent souvent l'ouverture de la succession du Négus et des intrigues interminables dont elle peut être l'occasion, une pareille clause ne saurait être considérée comme superflue. Par ailleurs, il ne pouvait être question de s'entendre pour sacrifier les droits de l'Ethiopie. Quelque temps auparavant, dans l'audience solennelle donnée par l'empereur le 11 avril 1905 aux ministres accrédités à Addis-Ababa, le représentant anglais, encore tout entier à la lutte, avait essayé de tirer parti de l'attitude peu nette du représentant de la France, pour l'accuser de songer au démembrement de l'Ethiopie. « En ma qualité de ministre d'Angleterre, j'aime à constater que le gouvernement britannique ne suit pas à l'égard de l'Ethiopie d'autre politique que le maintien de son

entière indépendance. Mais il m'est impossible de comprendre comment le maintien de l'indépendance de l'Ethiopie peut s'accorder avec les paroles qui ont été tenues par mon collègue M. le ministre de France. » Il était à croire que l'attitude équivoque de notre représentant était le résultat de sa maladresse, car jamais le gouvernement n'avait envisagé la possibilité d'une pareille éventualité. Outre qu'il aurait fallu ne tenir aucun compte des règles les plus élémentaires du droit qui commandent le respect de l'autonomie d'un pays qui offre les caractères de l'Ethiopie, ce projet de démembrement est chimérique. L'Ethiopie n'est pas une plate Pologne facile à découper suivant les convenances des puissances alors même qu'elles auraient été désireuses de participer à un pareil attentat. Il aurait fallu recourir au procédé du condominium qui ne résout rien, laisse l'avenir plein de difficultés et aboutit fatalement à des luttes entre les puissances pour la suprématie exclusive. D'ailleurs, l'Ethiopie ne pourrait être, d'aucune façon, une colonie de peuplement. La population du pays est dense et très attachée au sol. Il serait donc nécessaire de recourir à l'expropriation ou au pillage, c'est-à-dire à une conquête de détail dans un pays accidenté. Il ne saurait être question d'en faire une colonie d'administration ou d'exploitation, car il s'agirait de détruire toute l'organisation qui existe et heurter de front les habitudes et les coutumes séculaires du pays. Quant à entreprendre d'imposer un

protectorat à un pays aussi indépendant il n'y faut point penser. Tout le monde a encore présent à l'esprit l'échec qu'a essuyé l'Italie dans une tentative de cette sorte. C'est, en définitive le programme politique conçu par Ménélik qui triomphe enfin dans la dernière convention. L'indépendance de l'Ethiopie est désormais garantie par les puissances qui ont tout intérêt à veiller à ce que chacune d'elles observe strictement les engagements pris. La régénération économique du pays devient possible, sans entraîner de graves dangers, au point de vue éthiopien, puisqu'elle est répartie entre plusieurs puissances. L'Ethiopie pourra donc poursuivre à l'abri de cette convention toutes ses chances de développement. L'avenir s'ouvre pour elle, sous les plus heureux auspices. Grande est l'œuvre à accomplir. Certes, c'est un pays immense, neuf, très fertile dont le climat est plus agréable et meilleur que celui de la France, mais tout doit y être vivifié ou créé : l'agriculture, le commerce, l'industrie, et c'est surtout la voie ferrée qui doit provoquer cette transformation. Dans la distribution des rôles pour cette tâche, la convention tient compte des intérêts particuliers des nations européennes en présence. Le droit ne s'oppose pas à l'activité économique des puissances dans un pays neuf comme l'Ethiopie. La France aurait pu être la seule à bénéficier des avantages qui s'attachent à une pareille mission. De toute nécessité, par suite des circonstances, elle se voit obligée à partager ces fonctions.

Un fait important caractérise la convention franco-anglo-éthiopienne c'est, sous la garantie de l'intégrité de l'Ethiopie, le partage du territoire en deux zones distinctes (1).

D'une façon générale, à l'est d'Addis-Ababa, une situation privilégiée nous est assurée, par la reconnaissance du caractère exclusivement français du chemin de fer de Djibouti ; à l'ouest d'Addis-Ababa, par réciprocité, le pays est plus spécialement réservé à l'influence anglaise et italienne. Il est pourtant permis à chacune des puissances d'exercer partout un contrôle destiné à sauvegarder le rôle économique qu'elles aspirent à jouer dans toute la région. L'Italie pourra si elle le juge bon, développer le futur réseau des chemins de fer de l'Erythrée vers Addis-Ababa, pour rejoindre en passant à l'ouest de cette ville, sa colonie de Bénadir, et ce réseau pourra posséder un ou plusieurs terminus sur la côte orientale, à condition que ces amorces vers la mer ne soient jamais concurrentes à la ligne partant de Djibouti.

L'Angleterre obtient l'assurance que rien ne sera

(1) C'est d'une façon analogue qu'a été résolue la question du Siam, par les dernières conventions conclues entre ce dernier pays, la France et l'Angleterre. Etablissement de deux zones. Dans l'une, nos intérêts restent communs avec ceux des autres nations ; dans l'autre, une situation privilégiée nous est assurée. L'Angleterre reconnaît formellement que les territoires situés dans la partie siamoise du bassin du Mékong sont placés sous notre influence ; à notre tour et par réciprocité nous reconnaissons les territoires situés à l'ouest et au sud-ouest du bassin de la Ménam dans la sphère de l'influence britannique.

jamais entrepris, en territoire abyssin, de nature à modifier ou entraver le cours des rivières dépendantes de la vallée du Nil et de ses affluents. Les concessions qui lui ont déjà été accordées au delà d'Addis-Ababa, et particulièrement, la plus importante de toutes, celle du traité de 1902 qui permettait au tronçon du Cap au Caire de traverser l'Éthiopie, sont maintenues. — Au point où nos lenteurs et nos fautes avaient laissé tomber l'influence française dans la région, il était impossible de songer à revenir sur cet état de choses. Il n'y a qu'une de ces concessions que son imprécision rend un peu inquiétante, c'est le paragraphe de l'article 9 de la convention par lequel nous admettons que le gouvernement britannique se réserve de se servir d'une autorisation de Ménélik, en date du 28 août 1904, pour construire un chemin de fer du Somaliland à la frontière soudanaise. Qu'est-ce dire ? Verrons-nous renaître, sous le couvert de cette disposition, des projets qui nous ont autrefois alarmés ? N'a-t-on pas laissé subsister ainsi dans la convention un dernier motif de malentendus et de tiraillements ? Il est vrai que par la dernière partie de ce paragraphe, les trois gouvernements s'interdisent « de construire, sans entente préalable, aucune ligne pénétrant en territoire abyssin et de nature à faire concurrence directe à celles qui seront établies sous les auspices de l'une d'elles ». S'il faut notre consentement, ce sera à nous d'être assez vigilants

pour ne pas nous laisser concurrencer à Harrar et à Addis-Ababa.

On sait assez que l'intérêt de la France était de s'assurer qu'un chemin de fer construit et exploité sous ses auspices relierait son port de Djibouti aux parties vivantes de l'Ethiopie. Cet intérêt est sauvegardé par le traité qui assure que le chemin de fer, sous forme d'entreprise française, pénétrera d'une part jusqu'à Harrar, de l'autre, jusqu'à Addis-Ababa. L'article 6 constate, en effet, l'accord des trois puissances pour que le chemin de fer soit prolongé de Dirédaoua à Addis-Ababa, avec prolongement éventuel vers Harrar, soit par Compagnie Impériale des chemins de fer éthiopiens, soit par toute autre qui lui serait substituée avec l'agrément du gouvernement français. Ce qui est d'ailleurs légitime ou en tous cas ce qu'il était difficile de refuser en matière de commerce et de transit, l'Angleterre et l'Italie jouissent du même traitement que les Français dans le port de Djibouti et sur le chemin de fer. D'ailleurs, il est probable que cette clause profitera à Djibouti dont la prospérité exige la concession des facilités les plus larges au commerce international. D'ailleurs, un traitement réciproque est assuré aux Français sur les voies de pénétration anglaises et italiennes qui pourraient être établies en Ethiopie. Pour mieux assurer l'exécution de cette clause, le gouvernement français s'engage à prêter ses bons offices pour qu'un Anglais,

un Italien et un représentant de Ménélik fassent partie du Conseil d'administration de la ou des compagnies françaises qui seront chargées de la construction et de l'exploitation du chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa. Du moment que la France ne poursuit aucun dessein politique, ce n'est pas là un contrôle qui puisse la gêner et, d'ailleurs, il est stipulé qu'en retour, un Français sera introduit dans le Conseil d'administration des chemins de fer anglais et italiens qui pourront se construire en Ethiopie. Ainsi donc, une situation nouvelle commence. Il ne sera plus question de la malheureuse idée d'internationaliser le chemin de fer.

Ménélik ne semble pas devoir présenter d'objection à la situation nouvelle qui nous est faite. N'avait-il pas déploré le 11 avril 1905 devant les Ras et les ministres accrédités auprès de sa personne, les retards apportés à la construction du chemin de fer : « Si les travaux du chemin de fer sont arrêtés depuis trois années, vous en connaissez les raisons. Le temps passe en discussions stériles. J'avais espéré pourtant que ce chemin de fer viendrait le plus tôt possible apporter sa grande part au développement de notre empire, ce qui est notre principale préoccupation, et aussi qu'il me fournirait personnellement le moyen de réaliser un vœu cher à mon cœur, celui d'aller visiter les nations amies en Europe. » Aucune difficulté diplomatique ne s'oppose donc plus à ce

que nous poursuivions nos chances de développement économique en Ethiopie par l'achèvement du chemin de fer français jusqu'à Addis-Ababa. Si nous ne profitons pas pratiquement de cet avantage, l'accord international ne serait qu'un acte trop platonique. Toute la question est maintenant de savoir si des manœuvres de financiers et l'indécision gouvernementale feront une faillite des résultats obtenus par notre diplomatie. Les ministères compétents doivent se concerter pour arrêter les moyens d'achever le chemin de fer, examiner les combinaisons qui se proposent, voir si elles n'ont pas pour but de continuer sous de nouveaux noms les manœuvres en cours, et, en tous cas, imposer cette fois un contrôle non pas intermittent, mais s'appliquant à toute mesure d'administration de quelque importance. Ils ont pour s'éclairer sur la situation véritable des documents recueillis par une commission d'enquête nommée, il y a quelque temps, à l'effet d'examiner les actes et les opérations passées et la situation actuelle de la Compagnie impériale des chemins de fer éthiopiens. On ne saurait exagérer l'état lamentable dans lequel est plongée la Compagnie, puisque, malgré toutes les répugnances à liquider au grand jour la situation, il y a quelques jours à peine les journaux annonçaient sa déconfiture et prévoaient la révélation de scandales de toutes sortes qui ont acculé la Compagnie à la liquidation. Quel sera le projet gouvernemental

de réorganisation de la Compagnie des chemins de fer ? Il serait à souhaiter que les fautes passées qui ont engendré de si malheureuses conséquences ne se renouvellent plus. Nous avons montré quel était le vice originel qui avait entaché la première entreprise. Elle avait pris l'allure d'une œuvre presque entièrement privée, alors que, par son importance, elle dépassait les forces des capitaux privés et nécessitait la collaboration de l'Etat. Les raisons qu'a la France de ne pas refuser son aide pécuniaire sont plus fortes que jamais. Il est toujours vrai qu'il n'y aurait là, de sa part, qu'un excellent placement au profit de son protectorat de la Côte des Somalis, qui devrait autrement recourir chaque année aux subsides de la Métropole. Cela est d'autant plus vrai que le chemin de fer garanti maintenant par l'accord contre toute concurrence est destiné à prendre un développement considérable dans un avenir très prochain. Le Gouvernement français a le devoir de ne point se laisser impressionner par les intrigues nouées en France même, par des spéculateurs étrangers pour faire échec aux intérêts de la France. Son intervention devra être plus complète que celle qui se produisit en 1902 et qui ne fut point assez énergique pour éclaircir définitivement la situation. Si le Gouvernement sait trouver le langage qu'il faut pour parler aux Chambres au sujet des intérêts français qu'il s'agit de protéger

dans l'Afrique orientale, celles-ci n'hésiteront pas à voter, dans un but patriotique la garantie d'intérêts destinés à sauver avec le chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa, l'influence française en Ethiopie et l'important protectorat de la Côte des Somalis.

Montpellier, le 17 juin 1907
Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIÉ.

Montpellier, le 17 juin 1906.
Vu, le président de la thèse
M. MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 17 juin 1907.
Pour le Recteur,
Le Vice-Président du Conseil,
VIGIÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- M. MOYE. — Cours de droit international, 1903-1904, sur l'Égypte et le Soudan.
- DESPAGNET. — Éléments de droit international public.
- Les occupations de territoires et le procédé de l'Hinterland (R. G. D. I. P., t. i, 1894, p. 403).
- Le conflit entre l'Italie et l'Abyssinie (R. G. D. I. P., t. iv, 1897, p. 1).
- Charles MICHEL. — Revue politique et parlementaire : La Question d'Éthiopie, nos 10 mars 1903, 10 juillet 1905, 10 février 1906, 10 janvier 1907.
- M. Hugues LEROUX. — La Neutralité de l'Éthiopie : Revue politique et parlementaire, n° du 10 juin 1905.
- M. Jules COCHERIS. — Thèse pour le doctorat : Situation internationale de l'Égypte et du Soudan, Paris, 23 avril 1903.
- Général BARATIERI. — Les Anglais au Soudan et la question d'Abyssinie (Revue des Deux-Mondes, 15 janvier 1899).
- BLANCHARD. — L'affaire de Fachoda et le droit international (R. G. D. I. P., t. vi, 1899, p. 380).
- CATELLANI. — La politique coloniale de l'Italie (R. D. I. et Lég. comp., t. xvii, 1885).

- Les possessions italiennes et le droit colonial de l'Italie (R. D. I. et Lég. comp., t. xxvii, 1896).
- DESFORGES. — Kassala et Souakim. Anglais et Italiens au Soudan (le Correspondant, 25 février 1894).
- PAYARD. — L'Abyssinie isolée en face de l'Angleterre (Questions diplomatiques et coloniales, 1^{er} janvier 1899).
- L'Abyssinie et la France après Fachoda (le Correspondant, 25 février 1899).
- M. J.-L. BAIRD. — Diplomatic and consular reports on Abyssinia for the year 1899-1900.
- LORD CROMER. — Reports on the finances, administration and condition of Egypt and the Soudan in 1905.
- Bulletin du Comité de l'Afrique française (avril 1905).
- « Quinzaine Coloniale » du 25 mars 1905.
- TROYANSKI. — Les Italiens en Erythrée. Traduction française publiée par la Société française de colonisation.
- La Question de Fachoda (Fornightly Review, novembre 1898).
- ROUARD DE CARD. — Les possessions françaises de la côte orientale d'Afrique (R. G. D. I. P., 1899, p. 237).
- BOURRAT. — Rapport sur les Chemins de fer aux colonies pour les exercices 1904 et 1905.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — La Colonisation chez les peuples modernes, 2 volumes, 1902.
-

